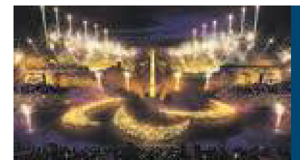
3,60€ mardi 27 août 2024 LE FIGARO – N° 24 885 – www.lefigaro.fr – France métropolitaine uniquement **Première édition**

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



JEUX PARALYMPIQUES
CE QUE NOUS RÉSERVE LA CÉRÉMONIE D'OUVERTURE **PAGE 10**

ESPACE
SPACEX AU SECOURS DES ASTRONAUTES BLOQUÉS DANS L'ISS **PAGE 9**





L'ÉTÉ DU FIGARO

RÉGIS DEBRAY OU LES ILLUSIONS PERDUES DE LA GAUCHE
QUAND « DANTON » FAIT LA RÉVOLUTION EN AMÉRIQUE LATINE **PAGE 17**

CES RICHES EXTRAVAGANTS VENUS D'AILLEURS
LE GUINÉEN TEODORO OBIANG, L'OSTENTATION FAITE HOMME… **PAGE 19**

JEUX D'ÉTÉ **PAGE 14**

GUERRE
Paroles de conscrits russes capturés dans la région de Koursk **PAGES 4 ET 5**

TELEGRAM
Avec l'arrestation de Pavel Dourov, le jeu risqué de la justice française **PAGE 26**

CHAMPS LIBRES
- Le chronique de Renaud Girard
- La tribune de Thibault de Montbrial

PAGE 18

FIGARO OUI FIGARO NON

Réponses à la question de lundi :
Emmanuel Macron doit-il nommer un gouvernement dirigé par Lucie Castets sans ministres LFI ?




OUI 15 % — NON 85 %

VOTANTS : 276 640

Votez aujourd'hui sur lefigaro.fr
Emmanuel Macron peut-il attendre la fin des Jeux paralympiques pour composer un nouveau gouvernement ?

PARIS 2024- NASA

Matignon : Macron écarte le NFP et cherche toujours une solution

Au terme de deux jours de consultations, l'Élysée a opposé une fin de non-recevoir à Lucie Castets au « nom de la stabilité institutionnelle ». Il a appelé les partis à « la responsabilité ».

Pas de fumée blanche. Après deux jours de consultations avec les forces politiques, Emmanuel Macron n'est pas parvenu à dégager un nom pour Matignon. Par un communiqué publié en fin d'après-midi, l'Élysée a fait savoir que le chef de l'État écartait la possibilité d'un gouvernement NFP et qu'il reprendrait mardi de nouvelles consultations. Après la proposition de soutien sans participation des Insoumis, le Nouveau Front populaire avait accentué la pression sur le président, refusant toute nouvelle entrevue si ce n'était pour envisager les modalités d'une cohabitation. Le premier ministre démissionnaire, Gabriel Attal, avait raillé de son côté un *« simulacre d'ouverture »* et une *« tentative de coup de force »* de Mélenchon.

→ LES LIGNES ROUGES MOUVANTES DU RN FACE AUX AMBITIONS GOUVERNEMENTALES DE LA GAUCHE → AVEC SA PROPOSITION DE SOUTIEN SANS PARTICIPATION, JEAN-LUC MÉLENCHON TENTE DE REPRENDRE LA MAIN → UNE ÉTAPE FRANCHIE, UN FEUILLETON LOIN D'ÊTRE TERMINÉ
→ IMPÔTS, SALAIRES, IMMIGRATION : LE NOUVEAU FRONT POPULAIRE, UN PROGRAMME À GAUCHE TOUTE **PAGES 2, 3 ET L'ÉDITORIAL**



AL DRAGO/BLOOMBERG, BRENDAN MCDERMID/REUTERS

Milwaukee, Chicago : deux conventions qui illustrent les fractures de l'Amérique

Républicains et démocrates ont adoubé leur candidat cet été, lors de grands shows politiques qui ont donné à voir deux Amérique sociologiquement très différentes et idéologiquement plus opposées que jamais. **PAGES 6 ET 7**

Les chefs d'entreprise pressés de sortir de l'incertitude politique

Réunis comme chaque fin d'été par le Medef dans le cadre de la Rencontre des entrepreneurs de France (la REF), petits et grands patrons s'inquiètent de l'instabilité politique actuelle – et de l'éventuelle mise en œuvre du programme économique du NFP –, qui les prive de toute visibilité. Projets d'investissements gelés, commandes en attente… Interrogés par *Le Figaro*, nombre d'entre eux constatent que la vie des affaires tourne au ralenti en attendant une clarification. **PAGES 22 ET 23**

ÉDITORIAL par Vincent Trémolet de Villers

Première clarification

C'est l'histoire d'un homme qui a creusé un trou pour y faire chuter ses adversaires, mais qui, par forfanterie, est tombé dedans. Depuis, il exige que ses opposants l'aident à s'en extraire. Ces derniers tournent autour, le narguent, lui demandent toujours plus pour le sortir de là. Cela dure depuis plus de quarante jours et on pourrait céder aux effets du comique de répétition s'il ne s'agissait du président de la République, du gouvernement et de la France. C'est plus grave et c'est moins drôle. Rappelons qu'au mois de juin Emmanuel Macron a imposé aux Français une sorte d'état d'urgence électorale qui les a obligés à voter trois fois en un mois et, depuis, le président consulte et laisse la gestion des affaires courantes à des ministres zombies dont beaucoup profitent d'un double pouvoir législatif et exécutif. Un tel embrouillamini institutionnel tiendra bientôt de la performance artistique ! L'urgence de juin a laissé place à la procrastination estivale, et la France, largement à droite, assiste sidérée et tétanisée à la parade du Nouveau Front populaire. Jean-Luc Mélenchon, marionnettiste de cette alliance, inspire le programme, adoube la candidate pour Matignon et peut dans la même semaine demander la destitution du chef de l'État et promettre un soutien sans participation au gouvernement du bloc de gauche. Marine Tondelier et Olivier Faure dansent, mais c'est le patron des Insoumis qui, depuis le début, bat la mesure. Moins d'un tiers des suffrages, moins de 200 députés pour une coalition de quatre groupes parlementaires : la gauche radicale est très loin d'être majoritaire dans le pays, mais elle a depuis longtemps le génie de l'agitation minoritaire. Elle voulait donc, quoi qu'il en coûte, imposer Lucie Castets à Matignon et son programme dévastateur à une France déjà exsangue.

> L'agitation minoritaire, savoir-faire de la gauche

Enfermé dans son propre piège, Emmanuel Macron a refusé, fort heureusement, cette main tendue. C'est un soulagement. Mais il reprend déjà son chemin circulaire et cherche encore la prise salutaire. L'intérêt du pays exige maintenant qu'on en sorte, et vite ! ■

M 00108 - 827 - F: 3,60 €

AND : 4,50 € – BEL : 3,70 € – CH : 4,60 CHF – D : 4,20 € – ESP : 4,30 € – GR : 3,70 € – LUX : 3,70 € – MAR : 37 DH – MTQ/GLP : 4,30 € – REU : 4,70 € – TUN : 11,00 TND ISSN 0182.5852

Macron écarte le NFP de Matignon et se donne encore du temps

Claire Conruyt et Tristan Quinault-Maupoil

Le chef de l'État va poursuivre ses consultations mardi avant de désigner un nouveau premier ministre.

Quarante-deux jours après la démission de Gabriel Attal, la France n'avait, lundi soir, toujours pas de nouveau premier ministre. Deux jours de consultations menées par Emmanuel Macron n'ont pas été suffisants pour dégager un compromis. Sauf à laisser entrevoir un solide front parlementaire dressé contre la gauche. Au nom de *«la stabilité institutionnelle»*, le chef de l'État a écarté la nomination d'une figure du Nouveau Front populaire dans un communiqué publié en fin de journée. Un tel gouvernement *«serait immédiatement censuré par l'ensemble des autres groupes représentés à l'Assemblée nationale»*, a observé l'Élysée. Après de premiers échanges qualifiés de *«loyaux, sincères et utiles»*, le président poursuivra ce mardi une nouvelle série de discussions avec *«les responsables des partis» et «des personnalités se distinguant par l'expérience du service de l'État»*.

Le matin même, le chef de l'État a entendu le Rassemblement national faire bloc contre le Nouveau Front populaire (NFP). Qu'importe la suggestion de Jean-Luc Mélenchon de tenir sa formation à distance de l'exécutif. *«L'idée qu'il y ait un gouvernement du NFP où il n'y aurait pas de ministre Insoumis ne change strictement rien»*, a prévenu Marine Le Pen, qui veut empêcher *«une politique qui viserait à aggraver considérablement l'immigration et à régulariser les clandestins»*. Un premier ministre venu du NFP *«subirait immédiatement une censure des députés de mon groupe»*, a complété son allié Éric Ciotti (à droite).

«Tentative de coup de force»

Un tir de barrage qui s'est ajouté aux marques d'hostilité déjà formulées la semaine dernière par les Républicains et les partis macronistes. Même Gabriel Attal, premier ministre démissionnaire et patron des députés du parti présidentiel, a dénoncé lundi dans un message à ses troupes la *«tentative de coup de force»* de Jean-Luc Mélenchon. Sa proposition de soutien sans participation à un gouvernement NFP n'est qu'un *«simulacre d'ouverture»*, a-t-il jugé en relatant l'échange qu'il a eu avec Emmanuel Macron, vendredi dernier, aux côtés du secrétaire général de Renaissance Stéphane Séjourné. Contre *«l'application unilatérale du seul projet de LFI et du NFP (...) la censure serait inévitable»*, a-t-il certifié. Une déclaration qui a poussé le sénateur communiste Ian Brossat à le juger pas *«fondamentalement différent des cinglés»* trumpistes qui ont pris d'assaut le Capitole américain le 6 janvier 2021... La gauche refuse d'admettre que la nomination de Lucie Castets, sa candidate désignée pour Matignon, a définitivement du plomb dans l'aile. Le Nouveau Front populaire a d'ailleurs prévenu qu'il ne participerait à de nouvelles consultations *«que pour travailler sur les modalités d'une cohabitation»*. Mais l'Élysée a encore espoir de poursuivre les négociations avec le PS, les écologistes et les communistes, qui *«n'ont à ce stade pas proposé de chemins pour coopérer avec les autres forces politiques. Il leur appartient désormais de le faire»*.



Dans l'entourage d'Éric Ciotti, on dresse le constat que cette première série de consultations avait d'abord été organisée par Emmanuel Macron pour *«faire dire aux autres* (formations politiques) *qu'un accord avec LFI n'est pas possible»*. *«En substance, "Ce n'est pas moi qui le dirai mais vous"»*, analyse ce responsable politique. Depuis la défaite de son camp, en juin dernier, le chef de l'État cherche à justifier auprès de l'opinion publique la mise à écart du Nouveau Front populaire. Exercice délicat puisque sa première place aux élections législatives anticipées lui confère une légitimité à être chargée de former un gouvernement. *«Le président devrait nommer une personnalité issue des rangs»* du NFP, a ainsi recommandé le député de la Vienne Sacha Houlié, ancien macroniste de l'aile gauche qui siège maintenant avec les non-inscrits. *«Les élus* (macronistes) *ne peuvent conserver la posture d'un rejet en bloc d'une gauche de gouvernement, qui revient à nier le scrutin»*, a-t-il écrit lundi sur X (ex-Twitter). Mais *«les Français de province ont plus peur de LFI que du*

Les lignes rouges mouvantes du RN face aux ambitions gouvernementales de la gauche

Éloïse Cimbidhi

L'offensive mélenchoniste fut soudaine. Contraignant le Rassemblement national (RN) à répliquer dans la foulée. En émettant l'idée d'un gouvernement du Nouveau Front populaire (NFP) sans ministres Insoumis, dont la présence constituait jusqu'ici une ligne rouge pour le parti à la flamme, Jean-Luc Mélenchon a tenté de mettre ses adversaires politiques dos au mur. Mais c'était sans compter la grande plasticité des conditions édictées par le Rassemblement national pour adouber la future équipe gouvernementale. Aussi, ce lundi midi, à l'issue d'un entretien à l'Élysée avec Emmanuel Macron, Jordan Bardella s'est dit *«en faveur d'un vote d'une motion de censure à l'égard d'un probable gouvernement du NFP»*. Avant que Marine Le Pen, également présente, ne durcisse le ton, indiquant que *«l'idée qu'il y ait un gouvernement du NFP où il n'y aurait pas de ministre Insoumis ne change strictement rien»*.

Une réponse cristalline à la question posée samedi dernier par l'Insoumis en chef, en marge de l'université d'été de son mouvement politique à Valence (Drôme). *«Le gouvernement de Lucie Castets, s'il ne comportait aucun ministre Insoumis, est-ce que vous vous engagez à ne pas voter la censure?»*, a-t-il interrogé le camp présidentiel au «13 Heures» de TF1. *«Si vous nous répondez non, on dira que les ministres Insoumis, en fait, sont un prétexte. C'est du programme dont vous ne voulez pas»*, a-t-il conjecturé. Hypothèse confirmée ce lundi matin sur France 2 par le député lepéniste du Nord Sébastien Chenu. *«On censurera tout gouvernement qui est issu du Nouveau Front populaire mais surtout qui applique le programme du Nouveau Front populaire»*, a-t-il assuré, actualisant la ligne préalablement fixée par le RN, qui s'opposait jusqu'alors à la participation de ministres Insoumis et écologistes à un gouvernement.

> **«Le groupe RN censurera tout gouvernement où des LFI et des écologistes auraient des responsabilités ministérielles»**
>
> **Marine Le Pen**
> Présidente du groupe RN à l'Assemblée nationale

Au lendemain des élections législatives, dont le NFP est sorti victorieux malgré une courte majorité relative, un cafouillage était venu brouiller la position du RN vis-à-vis de la gauche. *«Par principe, on ne censure jamais pour censurer. Tout dépendra du gouvernement, du discours de politique générale ou des textes présentés»*, avait déclaré Renaud Labaye, secrétaire général du groupe parlementaire et bras droit de Marine Le Pen, au *Figaro*. *«Nous ne faisons jamais de censure a priori. Si la gauche fait des mesures consensuelles que l'on peut voter, on ne la censurera pas. Puis, la temporalité est importante. Il y a des paramètres à prendre en compte comme la bonne tenue des Jeux olympiques»*, arguait-il. Avant de faire volte-face auprès de l'AFP, ajoutant *«qu'en cas de gouvernement comprenant un ministre de La France insoumise»*, les chances pour le RN d'approuver son discours de politique générale seraient *«quasiment nulles»*.

Une précision insuffisante, qui avait forcé Marine Le Pen à sortir du bois pour rectifier le tir. *«Le bourbier dans lequel nous a plongés Emmanuel Macron ne permet pas de connaître le futur gouvernement de la France»*, avait-elle déclaré sur X avant d'officialiser les exigences de son parti. *«Mais il y a une chose qui est sûre: le groupe RN censurera tout gouvernement où des LFI et des écologistes auraient des responsabilités ministérielles»*, avait-elle fini par trancher. Et si le RN a depuis totalement évacué la possibilité d'un gouvernement de gauche, le porte-parole du parti Julien Odoul resserrait encore l'étau autour du casting gouvernemental ce lundi matin, excluant cette fois-ci les communistes. *«On ne veut pas de ministres LFI, écologistes ou communistes. C'est bonnet blanc et blanc bonnet»*, a soutenu le député de l'Yonne auprès du *Parisien*.

Le Rassemblement national ne prétend certes plus à Matignon après sa défaite aux élections législatives, mais il entend toujours peser sur la nomination du chef du gouvernement. Fort de ses 126 députés, le premier groupe à l'Assemblée nationale pourrait avoir les moyens de renverser le prochain gouvernement en apportant ses voix à une éventuelle motion de censure. Une menace qu'il n'hésite pas à brandir. *«Nous rappellerons au président de la République la puissance du RN à l'Assemblée nationale et que, face à cela, le mépris et l'ignorance ne peuvent plus fonctionner. Sans nous, pas grand-chose ne sera possible au Parlement»*, prévenait déjà Laurent Jacobelli, député de la Moselle et porte-parole du parti, en amont de la rencontre organisée à l'Élysée par Emmanuel Macron. ■

Avec sa proposition de soutien sans Jean-Luc Mélenchon tente de repren

Richard Flurin

Sacré coup de Trafalgar. Une simple question lancée par Jean-Luc Mélenchon au micro du «13 heures» de TF1 samedi a agité l'ensemble de la classe politique depuis lors. *«Le gouvernement de Mme Lucie Castets, s'il ne comportait aucun ministre Insoumis, est-ce que vous vous engagez à ne pas voter la censure?»*, s'est-il contenté de demander à la droite et au centre. La présence de personnalités issues du parti mélenchoniste est effectivement utilisée comme prétexte au renversement d'un gouvernement du Nouveau Front populaire depuis début juillet. Emmanuel Macron lui-même a demandé à Lucie Castets, lors de leur entretien à l'Élysée vendredi, si elle comptait bien nommer des ministres issus de LFI dans son gouvernement. Preuve de l'importance que revêt cet élément pour le président dans le choix du futur premier ministre.

Force est de constater que la sortie tactique de Jean-Luc Mélenchon a plutôt bien fonctionné. La droite et le centre ont rapidement expliqué qu'ils voteraient de toute façon une motion de censure pour renverser un gouvernement NFP, avec ou sans Insoumis. Marine Le Pen et Jordan Bardella, notamment, l'ont répété lundi à la sortie de leur entretien avec le président de la République, expliquant que l'absence de LFI *«ne change strictement rien»* à leurs yeux. *«Pas de ministre LFI, pas de propositions LFI dans le programme et plus de LFI à l'Assemblée nationale»*, avait tweeté dès samedi le député macroniste Jean-René Cazeneuve.

Dès lors, le parti de gauche radicale a beau jeu d'expliquer que ce n'est pas lui le problème. *«Ce qu'on voit depuis 48 heures, c'est qu'une bonne partie de la droite, en réalité, veut juste ne pas reconnaître le résultat des élections. Leur souci n'a jamais été les ministres Insoumis, puisque, lorsqu'on leur dit "sans ministre LFI, qu'est-ce que vous faites?", ils répondent "on censure quand même le choix des Français"»*, a déclaré lundi le député Insoumis Hadrien Clouet sur BFMTV. Le même argumentaire a été repris par l'ensemble de la gauche, qui a, en outre, salué, par la voix de sa candidate unique à Matignon, Lucie Castets, la *«position courageuse»* du leader Insoumis.

«Ça va être compliqué dans les mois à venir»

Des déclarations précieuses pour la stratégie de *«dédiabolisation»* que doit impérativement engager LFI si Jean-Luc Mélenchon veut prétendre à l'Élysée en 2027. Le déjà triple candidat à la présidentielle est aujourd'hui plombé par un déficit notoire de popularité dans l'opinion publique. En ouvrant la voie à un soutien sans participation de son parti dans un hypothétique gouvernement du NFP, il se dédouane à peu de frais des accusations d'obstacle à gouverner qui pèsent sur son mouvement, et apparaît même comme un facilitateur. Un comble.

Dans le cas - peu probable - où la proposition finit par convaincre Emmanuel Macron de nommer Lucie Castets à Matignon, et que LFI se trouve donc empêché de gouverner, le parti occupera alors la confortable position de vigie du programme sans risquer de se compromettre aux responsabilités. Un arrière-poste idéal pour mener bataille en 2027. *«Le scénario rêvé pour nous, c'est qu'Emmanuel Macron nomme un gouvernement de droite. Ça va être tellement compliqué dans les mois à*



Lundi, dans les jardins de l'Élysée.

RN », aurait toutefois tranché Emmanuel Macron auprès d'un interlocuteur.

Lorsqu'elle a été reçue par le chef de l'État en début de journée, la présidente de l'Assemblée nationale a préconisé une solution hybride en louant le profil de Didier Migaud. Ancienne figure du Parti socialiste, il dirige depuis 2020 la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique après avoir présidé la Cour des comptes. Un profil entre politique et technique, que Yaël Braun-Pivet juge opportun pour rallier quelques socialistes et la droite afin de mener à bien les discussions budgétaires de l'automne. Mais devant Éric Ciotti, Emmanuel Macron se serait davantage montré enclin à propulser à Matignon un élu local. Probablement de droite puisque les socialistes rechignent à s'extraire de la tutelle du NFP. *« On pensait Laurent Wauquiez* (président des députés LR, NDLR) *comme une huître, c'est finalement lui le premier qui a ouvert "l'instant de partage" au lendemain du scrutin en proposant un pacte législatif. Voilà qui va dans le bon sens. L'ancienne majorité présidentielle fait la même chose. Il nous manque un catalyseur »*, a résumé le député Karl Olive sur RTL en fin de journée. ■



CONTRE-POINT
PAR **GUILLAUME TABARD**

Une étape franchie, un feuilleton loin d'être terminé

Fermer une porte n'en fait pas ouvrir d'autres. Prendre acte d'une impasse, comme l'a fait Emmanuel Macron, ne crée pas une voie de passage ailleurs. Que la nomination de Lucie Castets ou de toute autre personnalité estampillée NFP soit désormais caduque est une chose. Trouver une alternative plus sûre en est une autre. Et, une fois encore, il faudra plus de temps que prévu pour s'en assurer.

Le non à Castets était prévisible. L'argument institutionnel invoqué est imparable : la désignation de la candidate validée par le NFP entraînerait sa censure ipso facto par une majorité de députés. Les réactions à l'offre de soutien sans participation formulée par Jean-Luc Mélenchon l'ont confirmé. Depuis le 7 juillet, Emmanuel Macron a perdu beaucoup de temps ; mais, au moins, en anticipant cette issue parlementaire inévitable, il évite de prolonger un peu plus longtemps et un peu plus inutilement un vrai-faux suspense.

Mais ce n'est pas uniquement parce que Macron ne pouvait pas nommer à Matignon la directrice des finances de la ville de Paris ; c'est qu'il ne le voulait pas. Une chose est pour lui de reconnaître avoir perdu les législatives ; une autre est de laisser se mettre en place une politique qui, notamment sur le plan économique, détricoterait ce qu'il a patiemment, et souvent trop timidement, mis en place depuis sept ans. Voilà pourquoi, implacable avec une gauche qu'il n'avait pas imaginée capable de retrouver puis de conserver son unité, il est prêt à l'inverse à tester d'autres architectures pourtant à cette heure tout aussi incertaines.

L'équation est en effet inchangée depuis sept semaines. Aucune force politique, ni même aucune coalition potentielle n'a de majorité suffisante pour gouverner le pays. Des esquisses de « pactes législatifs » ont été mises sur la table, par LR et Laurent Wauquiez d'abord, par Gabriel Attal et Ensemble ensuite. Mais personne, ni les partis, ni le président n'ont mis à profit la trêve à la fois estivale et olympique pour avancer et aller un peu au-delà du simple énoncé de quelques têtes de chapitre ou de quelques « lignes rouges ».

Emmanuel Macron va donc sans doute finir par désigner un premier ministre. Mais s'agira-t-il d'une nomination en bonne et due forme ou d'une mission d'exploration en vue de la constitution d'une majorité. De Bernard Cazeneuve à Didier Migaud, de Michel Barnier à Gérard Larcher, des profils sont évoqués. Mais pour eux, demain, tout autant que pour Castets hier, il s'agira de convaincre que la censure peut-être évitée – le NFP et le RN restent majoritaires à eux deux, ne l'oublions pas – et qu'un minimum d'action peut être engagée. Si le budget est un rendez-vous parlementaire obligatoire, il est loin d'être le seul.

Bref, une étape est franchie, mais le feuilleton de Matignon est loin d'être achevé. Et pour le chef de l'État, il reste finalement à choisir une lecture des institutions. Doit-il ratifier une option validée par le Parlement, sachant que celle-ci, faute de coalition formelle, restera précaire ? Ou doit-il assumer d'être le patron de l'exécutif se souciant plus de la cohésion d'une équipe ministérielle que de la cohérence d'un attelage politique ? ■

participation, dre la main

venir ! Il n'y a qu'à voir l'équation budgétaire… », confessait même sous cape un élu de gauche au cours du mois d'août.

En démontrant que ce sont autant les personnalités issues de LFI que le fond du programme qui conduit la droite et le centre à censurer le NFP, Jean-Luc Mélenchon fait de surcroît la preuve de la centralité de ses idées dans la coalition de gauche. Dans leur réquisitoire, depuis samedi, les opposants ont associé, voire assimilé, le programme du NFP à celui de LFI. *« Pour nous, c'est non aux ministres LFI et non à un programme inspiré par LFI »*, a ainsi exposé le président du groupe de la Droite républicaine à l'Assemblée nationale, Laurent Wauquiez, quand son homologue au Sénat, Bruno Retailleau, emploie cette formule : *« Le programme du NFP est programmé par Jean-Luc Mélenchon. »*

Un constat sur lequel s'accordent volontiers les mélenchonistes. *« Ce programme marque une rupture avec la social-démocratie, son centre de gravité est plus proche de LFI »*, confiait Manuel Bompard fin juillet, alors qu'Insoumis et socialistes se disputaient l'hégémonie de la gauche. La nomination de Lucie Castets, ancienne socialiste, proche d'Anne Hidalgo, comme candidate du NFP à Matignon avait d'ailleurs été analysée comme un petit désaveu pour LFI, qui se montre donc soucieux de voir sa prééminence réaffirmée. Comme souvent avec les Insoumis, le moment n'a pas été choisi au hasard. La coordination du mouvement avait identifié cette *« fenêtre de densité politique »*, entre les Jeux olympiques et paralympiques, au moment précis où beaucoup de Français sortaient de la torpeur estivale, pour refaire l'un de ces coups dont elle a le secret. ■

Impôts, salaires, immigration : le Nouveau Front populaire, un programme radicalement à gauche

Thomas Beker

Du bloc central au Rassemblement national en passant par Les Républicains, la présence de La France insoumise au sein du Nouveau Front populaire (NFP) suffisait à justifier la censure d'un gouvernement dirigé par Lucie Castets. Mais, dimanche, la déclaration surprise de Jean-Luc Mélenchon ouvrant la voie à une mise en retrait des Insoumis, a forcé la droite et le centre à s'attaquer au contenu même du programme du NFP. *« Il contient des choses extrêmement lourdes »*, a fustigé François Bayrou quelques heures après le coup de poker mélenchoniste. Une vision partagée par Marine Le Pen et Éric Ciotti qui ont tous les deux opposé une fin de non-recevoir à un gouvernement qui appliquerait le programme du NFP. Mais quelles sont les principales mesures que les partis de gauche ont promis de mettre en œuvre en cas d'accession à Matignon ?

Des mesures d'urgence sur le pouvoir d'achat

En cas de nomination de Lucie Castets à Matignon, le Nouveau Front populaire veut faire passer par décret plusieurs *« mesures d'urgence »* :

➜ **Blocage des prix des biens de première nécessité :** cette mesure visera l'alimentation, les carburants et l'énergie.

➜ **Abrogation de la réforme des retraites :** avec l'annulation de la réforme de 2023, l'âge légal de départ reviendrait à 62 ans. En revanche, rien n'est défini pour la suite. L'accord fixe un *« objectif commun à 60 ans »* sans donner plus de précisions sur les coûts et le calendrier de la réforme.

➜ **Augmentation des salaires :** le smic sera relevé à 1600 euros net (+14 %) ; le point d'indice des fonctionnaires sera augmenté de 10 % ; les salaires seront indexés sur l'inflation.

➜ **Revalorisation de 10 % des aides pour le logement (APL)**

Une hausse massive d'impôts

Sur l'année 2024, ces mesures coûteraient 25 milliards d'euros à l'État selon un chiffrage du NFP. Pour les financer, la gauche promet 30 milliards de recettes en deux volets d'ici à la fin de l'année :

➜ **Rétablissement de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) avec une *« composante climatique »*.** La gauche promet d'engranger 15 milliards d'euros grâce à cette taxe. Avant sa suppression, l'ISF ne rapportait que 5 milliards d'euros par an à l'État.

➜ **Taxation des superprofits :** sur 2024, le NFP compte récupérer les 15 milliards manquants en s'attaquant aux *« superprofits »* des agro-industriels et de la grande distribution.

➜ **Des successions plus encadrées** avec une volonté de rendre l'impôt sur l'héritage *« plus progressif »* et d'instaurer *« un héritage maximum »*.

Une fois ces mesures d'urgence passées par décret, le Nouveau Front populaire devra dégager une majorité claire dans l'Hémicycle pour faire passer des textes de loi d'une plus grande ampleur. Sur la fiscalité, il reprend une des mesures phares du programme de Jean-Luc Mélenchon en 2022 : accroître la **progressivité de l'impôt sur le revenu**. Celui-ci passerait de 5 à 14 tranches, mais le président sortant de la commission des finances, Éric Coquerel, a précisé que les seuils *« qui tournaient en 2022 ne sont plus valables aujourd'hui »*.

Démantèlement de la loi immigration

Face à la situation migratoire, deuxième priorité des Français lors de la campagne des européennes (sondage Ifop), le NFP aborde la question à travers un impératif : celui de *« garantir un accueil digne »* aux immigrés. Au programme :

➜ l'abrogation des lois asile et immigration,

➜ la facilitation de l'accès aux visas, la régularisation de travailleurs sans papiers,

➜ la création d'un statut réfugié climatique.

Comme un contre-pied aux propositions du RN, l'union de la gauche prévoit de garantir l'accès à l'aide médicale d'État (AME) ainsi qu'au droit du sol intégral pour les enfants nés en France. Enfin, l'accord du NFP prévoit la création d'une *« voie légale et sécurisée d'immigration »* et la mise en place *« d'une agence de sauvetage en mer et sur terre »*.

La santé et l'éducation pour priorités

Le Nouveau Front populaire fait de la santé une de ses priorités, afin de répondre à la crise qui traverse le secteur depuis de nombreuses années. Il veut réguler l'installation des médecins dans les **déserts médicaux**, en conditionnant l'ouverture des cliniques privées à la participation à la permanence de soins (avec un reste à charge zéro). L'alliance de gauche indique vouloir engager un **plan pluriannuel** de recrutement des professionnels.

Côté éducation, la gauche veut **prendre en charge tous les coûts induits durant la scolarité** (cantine, sorties, périscolaire…). Dans le secondaire, la coalition propose de *« moduler les dotations des établissements scolaires – y compris privés – en fonction de leur respect d'objectifs de mixité sociale »*. Enfin, dans le viseur du NFP : la plateforme de sélection postbac Parcoursup mise en place en 2018, qui sera supprimée et remplacée par un outil moins sélectif.

Le Nouveau Front populaire, qui est le seul des trois blocs à avoir proposé un programme détaillé depuis juin aura néanmoins de grandes difficultés à faire adopter l'ensemble de ces mesures. Avec une majorité très relative à l'Assemblée nationale (193 députés) et moins d'une centaine de sénateurs, le cartel des gauches sera contraint d'accepter de nombreuses concessions pour obtenir la bénédiction des deux Chambres. Toutefois, en cas de blocage au Parlement, Lucie Castets pourra toujours engager la responsabilité de son gouvernement en utilisant l'article 49.3 de la Constitution. Au risque, cependant, de voir son gouvernement être renversé par une motion de censure. ■

Paroles de conscrits russes capturés dans la région

Clara Marchaud Envoyée spéciale dans la région de Soumy (Ukraine)

« Le Figaro » a rencontré plusieurs de ces jeunes prisonniers que les autorités de Kiev comptent échanger contre leurs soldats

Il ne restait que deux mois à Igor et Dmitri avant de finir leur service militaire, obligatoire en Russie pour les garçons de plus de 18 ans. Mais l'incursion à Koursk les a pris par surprise. Le 6 août, postés à la frontière ukrainienne, les deux jeunes hommes, ayant reçu l'ordre de battre en retraite, ont fui, paniqués, sans leurs armes ni leurs téléphones. *« Nous avons couru sous les tirs à travers les champs de maïs jusqu'à une maison abandonnée. Là, on a attendu dix jours en mangeant des conserves »*, raconte Dmitri, ce conscrit de 20 ans aux traits juvéniles dont le prénom a été modifié. *« Quand on a entendu une voiture arriver, on s'est dit que c'en était fini pour nous*, murmure ce jeune originaire de Sibérie, la voix tremblotante, *mais les Ukrainiens nous ont proposé de nous rendre. On n'y a pas réfléchi à deux fois. »*

Les poignets des deux hommes, qui semblent à peine sortis de l'adolescence, portent encore les marques des menottes. Igor et Dmitri viennent d'être capturés, puis amenés dans une prison ukrainienne tenue secrète dans la région de Soumy, visitée par plusieurs médias internationaux, dont *Le Figaro*. Dans ce couloir en sous-sol bien éclairé, quand un gradé ukrainien ouvre la lourde porte métallique d'une des cellules, dix nouveaux prisonniers se lèvent comme un seul homme de leurs lits superposés.

Une forte odeur de transpiration s'échappe de la petite pièce au sol carrelé. Vêtus de tee-shirts dépareillés et de tongs, ces jeunes gens disent ne se doucher que deux fois par semaine et être nourris tous les jours. Dans un coin de la pièce, une télévision passe des téléfilms d'une chaîne ukrainienne. Des livres s'empilent sur le rebord de la fenêtre ouverte, malgré les barreaux.

Près de 350 Russes attendent dans cet établissement d'être échangés, à l'écart des détenus civils, selon le directeur de l'établissement qui assure qu'il *« existe des lieux comme ça dans tout le pays »*. *« On les traite comme on aimerait que les nôtres soient traités là-bas, même si on sait que ce n'est pas le cas »*, assure Volodymyr, le vice-directeur, qui dit ressentir *« presque de l'empathie »* pour les jeunes conscrits qui *« se sont retrouvés au mauvais endroit au mauvais moment »*.

Ces prisonniers constituent ce que le pouvoir ukrainien appelle *« son fonds d'échange »*. Samedi 24 août, jour de l'indépendance ukrainienne, Moscou et Kiev ont échangé 230 prisonniers de guerre, tous des conscrits, une première depuis deux semaines et le début de l'incursion dans la région de Koursk. Parmi les Ukrainiens, beaucoup ont été faits prisonniers au cours des premiers mois de l'invasion russe, notamment 50 soldats capturés dans les aciéries Azovstal à Marioupol. Selon l'ONU, près de 95 % des prisonniers ukrainiens ont été victimes de torture pendant leur détention. Des cas de mauvais traitements infligés à des soldats russes ont également été signalés, principalement lors de la capture ou du transport vers les sites d'internement en Ukraine.

Dans leur petite cellule, Igor et Dmitri parlent à voix basse pour éviter que les gardes ukrainiens dans le couloir ne les entendent. Ces derniers quittent parfois les cellules, nous laissant seuls avec les prisonniers, qui acceptent de se livrer un peu plus.

Les deux jeunes, aux visages marqués par des boutons d'acné, racontent qu'ils furent envoyés à l'entraînement pendant un mois et demi près d'Iekaterinbourg, avant de rejoindre une mission de défense de la frontière pour six mois. *« Je ne m'attendais pas à ça, j'avais l'impression d'être en sécurité »*, avoue Igor, 22 ans. Quand on demande à un autre conscrit s'il avait peur de se retrouver dans les combats à cause de la guerre en Ukraine, il répond, sûr de lui : *« Non, la guerre, c'est plus bas vers Belgorod. Il n'y a pas de guerre dans notre pays. »*

« Le commandement s'est comporté de façon étrange. Il n'y avait pas de connexion et dès qu'il y a eu les premiers tirs, le commandant a pris la voiture et s'est enfui sans nous. Maintenant, ils ont probablement dit à ma femme que je suis un déserteur pour ne pas payer de compensation »

Nikola Un conscrit russe

Après le 24 février 2022, Vladimir Poutine avait promis aux mères inquiètes que les conscrits ne participeraient pas aux combats. La plupart d'entre eux ont été stationnés le long de la vaste frontière avec l'Ukraine pour pallier le manque de personnel. En toile de fond, les récits des prisonniers russes rencontrés par *Le Figaro* semblent montrer l'impréparation et la désorganisation des troupes face à cette attaque surprise ukrainienne.

« Je suis dans l'armée depuis quatorze jours », s'insurge Nikolaï, mobilisé de 45 ans originaire de Saint-Pétersbourg. Ce chef d'entreprise s'était rendu au centre de recrutement le 23 juillet. *« L'armée russe, c'est comme un système de vente pyramidale. Quand tu soulèves les problèmes, on te dit : "Tu n'as qu'à signer et on s'occupera de tout" »*, déplore-t-il. Son voisin, Nikita, acquiesce. Sur les conseils d'un ami militaire, ce père de famille avait signé un contrat avec l'armée il y a un mois, pour payer des dettes et éviter qu'on ne lui saisisse sa maison. On lui avait promis qu'il serait chauffeur à l'arrière.

Après le 6 août, les deux sont envoyés *« sans entraînement »*, disent-ils, pour défendre la frontière. *« Le commandement s'est comporté de façon étrange. Il n'y avait pas de connexion et dès qu'il y a eu les premiers tirs, le commandant a pris la voiture et s'est enfui sans nous »*, raconte Nikolaï. *« Maintenant, ils ont probablement dit à ma femme que je suis un déserteur pour ne pas payer de compensation. »*

Certains prisonniers russes n'hésitent pas à critiquer plus fortement le Kremlin. *« Ils nous ont jetés comme des putains de pigeons »*, s'emporte l'un d'entre eux, un étudiant de Saint-Pétersbourg. *« Quand on les a prévenus deux semaines à l'avance qu'une offensive se préparait de l'autre côté, ils nous ont simplement ignorés »*, poursuit le jeune, qui précise qu'il n'a pas évité le service militaire car il rêvait de travailler au FSB, le service d'espionnage qui a succédé au KGB. *« Je voulais aider l'État. Maintenant, je ne sais pas ce qu'il va se passer, mes parents vont peut-être avoir des problèmes à cause de moi »*, se demande-t-il. Et l'invasion de l'Ukraine dans tout ça ? *« C'était la décision de vieux en costume qui sont encore plus haut, là où j'aimerais travailler, ils n'avaient rien à faire un jeudi… Et maintenant, ça fait deux ans que ça dure »*, lance-t-il en riant.

Quand les gardes s'absentent et que l'on demande à voix basse et en russe s'ils sont bien traités, l'un d'eux prend un air grave et répond en chuchotant : *« C'est vrai que ce n'est pas comme ça tous les jours. La bouffe qu'ils nous donnent est immangeable, ce n'est pas bon du tout. C'est la première fois qu'ils nous servent des légumes. »* Mais il assure qu'ils



Des conscrits russes, capturés par l'armée ukrainienne dans la région de Koursk, sont filmés, samedi, dans une cellule d'un centre de détention pour prisonniers de guerre.

Attaque massive de missiles et de drones russes sur des infrastructures ukrainiennes

Il s'agit du plus important bombardement aérien russe en Ukraine depuis le début de la guerre, selon le commandant des forces de l'armée de l'air ukrainien. Lundi, Moscou a fait déferler sur quinze régions ukrainiennes quelque 200 missiles et frappes de drones qui ont notamment ciblé des sites énergétiques et des sous-stations électriques, et fait quatre morts et des dizaines de blessés selon le gouvernement ukrainien. Le fournisseur d'électricité Ukrenergo a ordonné la mise en place de coupures de courant d'urgence. *« Nous n'avons pas eu d'électricité depuis 9 heures du matin. Le courant s'est brièvement rétabli vers 16 heures, mais nous sommes à nouveau dans le noir »*, témoignait lundi soir Natalia, une habitante de la capitale jointe au téléphone. *« En outre, des frappes ont touché des lieux de stockage d'armes aériennes fournies à Kiev par des pays occidentaux sur des aérodromes dans les régions de Kiev et de Dnipro »*, a ajouté le ministère russe de la Défense sur sa chaîne Telegram. Kiev a déclaré lundi soir avoir détruit 102 des 127 missiles russes lancés, et 99 des 109 drones. Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a demandé à ses alliés européens d'aider Kiev à lutter contre les frappes russes. Le ministre de la Défense ukrainien, Rustem Umerov, a appelé à *« lever la restriction sur les frappes contre les installations ennemies »*. Juste avant l'attaque, lundi matin, un *« appareil volant »*, probablement un drone, était par ailleurs entré sur le territoire polonais avant d'en disparaître, selon l'armée polonaise. **M. B.**

Le Cambodge forme des soldats ukrainiens au ma

François Camps
Envoyé spécial à Battambang et Siem Reap

Les deux pelleteuses blindées trônent au milieu d'un vaste terrain défriché. Leurs godets spéciaux, sorte de broyeuses articulées munies de puissantes dents en acier, avalent tout sur leur passage : arbustes, branches, broussailles… et même mines antipersonnel. *« L'engin peut creuser sans effort jusqu'à 20 centimètres dans le sol et est conçu pour résister à la détonation d'une mine*, explique Ouk Sokin, un formateur du centre cambodgien d'action contre les mines (CMAC). *Les modèles les plus avancés résistent même à l'explosion de mines antichars et de certains obus, mais la déflagration endommage la machine. »*

Bienvenue à Popel, l'un des sites d'entraînement du CMAC. C'est là, à 30 kilomètres à l'est des temples d'Angkor et sous un soleil de plomb, que 14 démineurs ukrainiens se sont formés ces dernières semaines au maniement du BM-307. Cette machine de fabrication nippone permet de défricher les terrains minés difficiles d'accès en toute sécurité. *« Elle est particulièrement performante dans les pentes, les sous-bois ou les herbes hautes »*, ajoute le formateur. S'il y a, a priori, peu de points communs entre les rizières verdoyantes cambodgiennes et les vastes plaines agricoles de l'Ukraine, les sous-sols des deux pays partagent désormais un fléau invisible et dévastateur : les mines antipersonnel et autres munitions non explosées enfouies sous la surface.

Depuis le début de « l'opération spéciale » lancée par Moscou en février 2022, la contamination du sous-sol ukrainien serait *« massive »*, selon l'ONG Landmine Monitor, qui recense la présence de mines dans 11 des 27 régions du pays. En 2022, plus de 600 victimes ont été répertoriées, soit le deuxième bilan humain le plus lourd derrière la Syrie.

Une priorité diplomatique

Sans attendre la fin de la guerre sur son territoire, le pays d'Europe de l'Est a décidé de renforcer ses capacités civiles de déminage, conscient que cette tâche s'inscrira sur le temps long. *« Ces deux dernières années, nous avons formé plus de 1000 démineurs, et les recrutements sont en constante augmentation*, dit Petro Hlazun, le chef du centre de formation des unités pyrotechniques du service d'État d'urgence de l'Ukraine (Sesu). *Mais nous devons devenir plus efficaces en misant sur la technologie et la montée en compétences. C'est ce que nous venons chercher ici. »*

Si l'Occident est de loin le premier pourvoyeur d'aide militaire à l'Ukraine, deux pays asiatiques, le Japon et le Cambodge, ont fait de la coopération en matière de déminage une priorité diplomatique. Début juillet, Tokyo a livré deux BM-307 à Kiev et doit en expédier dix autres d'ici à la fin de l'année. Quant au Cambodge, il met sa longue expérience au profit des Ukrainiens. *« La situation de l'Ukraine est la même que celle du Cambodge il y a vingt ou trente ans*, explique Heng Ratana, directeur général du CMAC. *Nous avons reçu énormément de soutien de la part de la communauté internationale. Aujourd'hui, nous sommes fiers de pouvoir partager notre savoir-faire avec nos collègues ukrainiens. »*

Conséquence de la guerre du Vietnam – durant laquelle l'US Air Force bombardait quotidiennement la piste Hô-Chi-Minh – et du régime khmer rouge, le royaume d'Asie du Sud-Est est devenu l'un des pays les plus touchés par les munitions non explosées. Entre la fin des années 1960 et le milieu des années 1990, plus de 4 millions de tonnes d'explosifs ont ainsi souillé le sol cambodgien. Trente ans plus tard, la décontamination continue. *« Il nous reste encore 1000 km² à déminer. Nous devrions finir vers 2030 »*, ajoute Heng Ratana.

Le traumatisme laissé par ces engins de mort a poussé le Cambodge à faire du déminage l'un des axes forts de son engagement bilatéral international. Le CMAC a déjà formé plus de 600 démi-

de Koursk

détenus par Moscou.

ne sont pas battus et qu'ils dorment bien dans les cellules où nous les rencontrons. Plusieurs se plaignent toutefois de ne pas pouvoir appeler leurs proches. Ils ont seulement pu écrire des lettres qui seront transmises par le Comité international de la Croix-Rouge, passé la veille de notre visite.

Dans une autre cellule règne une drôle d'ambiance de colonie de vacances. Les conscrits qui sont là depuis dix jours n'hésitent pas à rire avec les gardes. Tous disent que les conditions de détention ne sont pas mauvaises : ils ont des livres, la télé sur un écran plasma, des dominos, des jeux d'échecs. En voyant sa photo dans un journal montrée par un des journalistes présents, Pavel s'écrie : *« Regardez les gars, je suis une star ! »* Encerclé par les Ukrainiens lors d'une bataille, ce conscrit a tenté de se suicider en lançant une grenade à ses pieds. En se réveillant, il était soigné par l'ennemi qu'il craignait tant. *« Je pensais qu'ils allaient nous torturer »*, assure-t-il, allongé dans son lit. Depuis sa capture, il a décidé de ne plus se raser *« pour voir comment ça pousse, si jamais on est là longtemps »*. *« Je pense qu'on va être échangé, mais quand ? J'espère au moins qu'on recevra une compensation pour ce qu'on a vécu »*, lance-t-il. Sur la quarantaine de soldats de son unité, seuls treize ont survécu. *« La guerre, ce n'est pas comme dans Battlefield ou Call of Duty. »* ■


OLGA IVASHCHENKO/LE FIGARO

niement d'engins démineurs

neurs en Asie centrale, Afrique ou en Amérique du Sud. Mais la crise ukrainienne a permis à Phnom Penh de s'engager pour la première fois dans une coopération Sud-Nord, au plus près des intérêts occidentaux.

Soft power cambodgien

Quitte à froisser le grand allié chinois, soutien indéfectible de la Russie, Phnom Penh a voté en faveur des résolutions onusiennes condamnant l'invasion russe de l'Ukraine. *« Le Cambodge est toujours contre tout pays qui envahit un autre pays »*, avait déclaré le premier ministre d'alors, Hun Sen, père de l'actuel chef de gouvernement. En juillet 2023, une première formation de démineurs ukrainiens s'était déjà tenue au Cambodge et en Pologne.

« La question du déminage est une thématique parfaite de soft power pour le Cambodge, alors que l'histoire en a fait l'une des principales victimes des munitions non explosées, commente Ou Virak, président du groupe de réflexion cambodgien Future Forum. *Cela permet de faire taire les critiques des pays occidentaux qui dépeignent souvent le Cambodge comme un vassal de la Chine, tout en ménageant Pékin qui, au fond, n'accorde pas une importance assez grande à la question ukrainienne pour être froissé par la position de Phnom Penh. »*

Au centre d'entraînement de Popel, ces jeux d'influence restent au second plan face à l'ampleur de la tâche à venir. À 38 ans, Stanislav Lapin s'est engagé il y a sept mois auprès des unités civiles de déminage du Sesu. Agriculteur dans la région de Kherson, c'est sa façon *« d'aider* (son) *pays. Dans ma famille, nous sommes fermiers depuis des générations. Aujourd'hui, mes terres sont en territoire occupé et probablement criblées de mines. Quand cette guerre sera terminée, je pourrai aider à nettoyer le sous-sol et reprendre mes activités agricoles. Il n'y a que comme ça que nous assurerons l'avenir de nos enfants. »* Comme ses collègues en formation, il transmettra les compétences acquises au Cambodge à ses pairs, une fois de retour en Ukraine.

Mais la route risque d'être longue. Au Cambodge, si le nombre de victimes a été drastiquement réduit, passant de plus de 4000 en 1996 à 32 en 2023, les mines restent un problème quotidien. La veille de l'arrivée des Ukrainiens, le CMAC déterrait encore un obus et deux mines antipersonnel sur un terrain visité par les démineurs en formation. *« J'espère que nous ne mettrons pas 30 ans à déminer notre pays*, veut croire Ivan Kaminchuk, l'un des apprentis, originaire de Kharkiv. *Les technologies ont évolué et l'Ukraine reçoit aujourd'hui énormément d'aide internationale. Mais je ne me voile pas la face, cela nous prendra de très nombreuses années. »* ■

À Bruxelles, le jeu des chaises musicales des commissaires européens

Isalia Stieffatre Bruxelles

Les États membres ont jusqu'à la fin du mois d'août pour désigner celui ou celle qui siégera pour les cinq ans à venir.

À Bruxelles, on s'affaire en coulisses en vue de mettre en place la prochaine Commission européenne. Les 27 pays membres de l'UE ont jusqu'au 30 août pour faire connaître le nom de celui ou de celle qu'ils enverront siéger au sein du nouveau collège des commissaires pour les cinq ans à venir. Sa composition, hautement scrutée au sein de la bulle européenne, donne un premier aperçu des grandes orientations de travail de la prochaine Commission.

Vingt-deux des 27 États membres ont d'ores et déjà communiqué le nom de leur candidat. La Belgique, toujours sans gouvernement depuis les élections fédérales de juin, la Bulgarie, le Danemark, l'Italie et le Portugal, sont les derniers à ne pas avoir fait connaître leur choix.

À l'instar de Thierry Breton, reconduit par Emmanuel Macron, cinq autres commissaires ont reçu l'aval de leur gouvernement pour rester à Bruxelles. L'inoxydable Valdis Dombrovskis, commissaire letton en charge du Commerce, pourrait revenir à la Commission pour un troisième mandat consécutif et laisser son portefeuille pour briguer une position directement liée à l'aide apportée à l'Ukraine. Indéboulonnable lui aussi, le Slovaque Maros Sefcovic, entré à la Commission européenne en octobre 2009, et qui n'a, depuis, cessé de s'occuper des Relations inter-institutionnelles. Le Néerlandais Wopke Hoekstra, reconduit fin juillet, devrait de son côté abandonner son portefeuille actuel du climat, et se positionner pour un poste plus économique.

Le Hongrois Olivér Varhelyi devrait lui aussi faire son retour à Bruxelles – à condition d'être approuvé par le Parlement européen. Une étape délicate pour celui qui a, en 2023, traité les députés européens d'idiots. Commissaire chargé du Voisinage et de l'Élargissement, il a été critiqué sur la gestion de son portefeuille et son approche des dossiers des pays candidats à l'intégration. Enfin, la Croate Dubravka Suica, chargée de la Démocratie et de la Démographie, est la seule femme de la Commission sortante – à l'exception d'Ursula von der Leyen – à être reconduite par son pays.

Une affaire d'influence

La fin de l'automne devrait marquer les premiers pas à Bruxelles des quinze autres candidats. Parmi ces nouveaux noms, certains font déjà l'objet de commentaires. L'Espagnole Teresa Ribera, vice-première ministre socialiste, se voit bien prendre la suite du Néerlandais Frans Timmermans aux manettes du « pacte vert » européen. Mais, sceptique sur l'énergie nucléaire, son profil risque de créer des tensions avec la France, la République tchèque ou encore la Finlande. En Grèce, la nomination d'Apostolos Tzitzikostas, considéré comme très à droite sur les politiques d'immigration et d'identité nationale, a provoqué quelques remous. Le benjamin des candidats, le Maltais Glenn Micallef, 33 ans et n'ayant jamais exercé de fonction politique, se voit déjà reprocher son manque d'expérience ministérielle. Du côté de l'Italie, c'est l'actuel ministre des Affaires étrangères, Raffaele Fitto, qui pourrait être désigné comme candidat. Chargé du plan de relance italien, il pourrait être le choix parfait de Giorgia Meloni pour sécuriser une vice-présidence et un important portefeuille.

Trois nouveaux postes devraient être créés : à la Méditerranée, au Logement et à la Défense. Personne ne sait encore quelles seront leurs prérogatives, leur pouvoir ou leur budget. Traditionnellement, les portefeuilles les plus en vue sont en lien avec l'économie, le budget, la compétitivité et le commerce, compétences où l'UE est maîtresse. Autriche, Pays-Bas, Italie, République tchèque, Grèce, Irlande, Pologne… Nombreux sont les pays membres à se positionner, ouvertement ou non, pour obtenir ces dossiers et faire peser leurs idées.

L'attribution des portefeuilles est une affaire d'influence, dont la décision finale revient à Ursula von der Leyen. *« Ce sera sa façon de distribuer les postes qui va réellement orienter l'agenda européen. D'une certaine façon, ce sera son agenda à elle »*, détaille Sophia Russack, spécialiste des institutions de l'UE au sein du Centre d'études des politiques européennes (CEPS).

Pour la chercheuse, ces dernières cinq années ont vu la présidente de la Commission *« concentrer plus de pouvoir »* que ses prédécesseurs, en peaufinant son image publique et son leadership. *« Cela a été facilité par la faiblesse d'incarnation du président du Conseil, bien sûr, mais, aujourd'hui, il est clair pour tout le monde où se trouve le pouvoir. En interne, il y a encore un équilibre, mais, vu de l'extérieur, elle est le visage de l'Europe. »*

Être en bons termes avec Ursula von der Leyen suffit-il pour décrocher un poste prestigieux ? Pas nécessairement, analyse Sophia Russack, car l'étape du Parlement reste cruciale : *« Les auditions ont toujours un aspect politique. Il ne s'agit pas seulement de la compétence des candidats. Oui, c'est un beau processus démocratique en théorie, mais, en réalité, il s'agit aussi d'un combat interne. C'est un mélange de pouvoir institutionnel, de respect de la parité, d'équilibre politique et du jeu des oppositions. »*

La période de l'approbation des futurs commissaires par les députés européens ne s'ouvrira que fin septembre. Le jeu des chaises musicales ne fait que commencer. ■

Scholz tente d'éteindre la polémique après l'attentat de Solingen

David Philippot Berlin

À six jours d'un double scrutin dans l'est de l'Allemagne, le chancelier social-démocrate s'est rendu lundi dans la ville endeuillée.

« Warum ? » : la question (« pourquoi ? ») écrite en rouge sur une pancarte émerge de la marée de fleurs déposée sur la place du Fronhof, lieu du drame de Solingen (Rhénanie-du-Nord-Westphalie, NRW). *« Pourquoi ces gens ont-ils dû mourir ? »*, interroge une habitante interviewée par la télévision régionale WDR, qui patiente derrière le ruban rouge et blanc. *« Nous avons des questions et il serait temps que les réponses arrivent »*, poursuit la sexagénaire, quarante-huit heures après l'attaque au couteau attribué à un Syrien de 26 ans soupçonné de liens avec l'organisation État islamique (EI).

La presse allemande a égrené la liste des attentats islamistes commis ces dernières années sur le sol allemand : Mannheim, Duisburg, Hambourg, Berlin, Dresde, Würzburg et désormais Solingen. La mine fermée, costume et cravate noire, Olaf Scholz dépose une rose blanche sur ce mémorial improvisé. Les traces sanglantes de l'attentat sont à présent effacées mais ses conséquences vont imprégner la vie politique allemande.

À six jours d'un double scrutin dans l'est de l'Allemagne, sous la pression de l'opposition qui réclame un tournant dans sa politique migratoire, Olaf Scholz commence par nommer l'agression. *« C'était du terrorisme contre nous tous. Un terrorisme qui menace nos vies et notre coexistence. »* Après avoir salué le travail des secours, il tente de se mettre en phase avec la colère populaire, en souhaitant une *« punition sévère et rapide »*. Le chancelier promet ensuite des modifications rapides de la législation sur les armes blanches et davantage d'expulsions, tout en faisant l'éloge de l'action de son gouvernement : *« 30 % de rapatriement en plus »* en 2024.

« Son plus gros problème est celui de la crédibilité », analyse le politiste Gero Neugebauer. *« Son manque de crédibilité est dû à sa façon de communiquer. Il dit aux gens quel est son objectif, mais il ne dit pas comment il compte y parvenir concrètement. La conséquence est que les gens pensent qu'il n'a pas de plan du tout. »* Les chiffres d'expulsions annoncés, le fait que le terroriste se soit radicalisé en Allemagne ou encore le rappel que la police allemande a arrêté en juin dernier un Irakien affilié à l'État islamique : tout cela importe peu aux yeux de l'opinion publique. Elle retiendra surtout de l'auteur de l'attentat aurait dû être rapatrié l'an dernier.

« C'était du terrorisme contre nous tous. Un terrorisme qui menace nos vies et notre coexistence »
Olaf Scholz Chancelier allemand

Le ministre de l'Intérieur (CDU) du Land de NRW et son homologue écologiste chargée de l'Intégration se renvoient la responsabilité de la « bavure ». Tête de liste du parti conservateur en Thuringe pour les élections régionales de dimanche, Mario Voigt exige, auprès de l'agence Reuters, la *« création de centres de rapatriement pour les demandeurs d'asile déboutés qui doivent quitter l'Allemagne. Ces centres doivent empêcher les personnes de disparaître avant leur expulsion »*.

Le chef fédéral de son parti a tourné en dérision la proposition d'interdiction des armes blanches dans l'espace public : *« Le problème, ce sont les gens qui les portent. »* Dans une déclaration qualifiée de *« populiste »* par la gauche, Friedrich Merz a demandé *« l'arrêt de l'accueil des Syriens et des Afghans »*. *« Nous ne pouvons pas réagir aux personnes qui attaquent notre démocratie libérale avec de l'écume aux lèvres »*, a contré le secrétaire général du SPD Kevin Kühnert, car *« de nombreuses personnes originaires de pays comme la Syrie et l'Afghanistan ont elles-mêmes fui les islamistes et leurs persécutions »*.

La protection du droit d'asile est garantie par la Constitution, dans son article 16. L'Alternative pour l'Allemagne (AfD) se voit renforcée dans ses positions et sa coprésidente réclame *« un arrêt de l'immigration et de la naturalisation pendant cinq ans »*. Derrière la banderole « Notre peuple d'abord », une trentaine de jeunes militants de l'AfD ont manifesté dimanche soir à Solingen. Crédité de 30 % à 32 % des intentions de vote en Thuringe et en Saxe, le parti d'extrême droite se présente en position de force. ■

De Milwaukee à Chicago, les deux conventions

Adrien Jaulmes
Correspondant à Washington

Républicains et démocrates ont tenu à un mois d'intervalle leur rassemblement dans ces deux grandes villes du Midwest, distantes d'environ 150 kilomètres. Mais les deux partis n'ont jamais semblé si éloignés.



Donald Trump lors de la dernière journée de la convention nationale républicaine, le 18 juillet, au Fiserv Forum, à Milwaukee (Wisconsin).

PAUL SANCYA/AP



La convention républicaine a eu lieu fin juillet à Milwaukee. Cette ville qui fut l'un des centres de la puissance industrielle américaine est aujourd'hui l'une des capitales de la Rust Belt, cette « ceinture de rouille » où les fermetures d'usines et les délocalisations ont entraîné le marasme et le chômage. Les ateliers de Harley-Davidson, longtemps l'un des symboles de Milwaukee, ont été transformés en musée. La ville appartient au *flyover country*, le « pays que l'on survole », surnom donné au centre des États-Unis par les habitants des grandes métropoles des côtes, où se concentre la richesse. Milwaukee symbolise aussi le basculement de l'Amérique ouvrière et industrielle vers le nouveau Parti républicain.

Le Wisconsin, ancien bastion démocrate, est devenu un État disputé, où se joue à quelques milliers de voix près le résultat de l'élection nationale. C'est l'un de ceux que Hillary Clinton avait négligés dans sa campagne, et qui lui ont coûté la victoire. Le mois dernier, c'est là où s'est achevée symboliquement la mutation du Parti républicain commencée en 2016 avec l'élection surprise de Donald Trump. L'ancien parti d'Eisenhower et de Reagan, libéral économiquement et socialement conservateur, est devenu une formation populaire et populiste, isolationniste et aux tendances autoritaires, dévoué à la personnalité de l'homme qui a depuis révolutionné la politique américaine contemporaine.

Le Parti démocrate a tenu la sienne le mois suivant à Chicago. La métropole du Midwest, la plus américaine des grandes villes des États-Unis est un bastion de la culture noire depuis la Grande Migration, l'immense mouvement de population qui a vu des millions de Noirs quitter le Sud pour échapper à la ségrégation et à la pauvreté. Le flux s'est inversé depuis le début de ce siècle, les Noirs repartant s'installer vers les États du Sud, mais Chicago demeure une ville racialement emblématique, depuis le quartier de Bronzeville, *« la métropole noire »*, symbole de leur contribution à la culture américaine, jusqu'au South Side, où la criminalité et la pauvreté continuent d'affliger cette communauté.

Chicago, ville où Barack Obama a commencé sa carrière, incarne aussi l'Amérique urbaine et cosmopolite, celle des gratte-ciel et des musées, des banques et des multinationales, et du brassage humain. En dehors des métropoles des côtes, les démocrates n'auraient pas pu choisir un meilleur endroit pour symboliser la transformation de leur parti en une formation post-moderne, multiraciale et multiculturelle, acquise aux causes contemporaines, l'antiracisme et l'écologie, le féminisme et l'inclusivité, portant les valeurs d'un monde jeune et connecté, où toutes les cultures se valent (sauf peut-être celle de son propre pays) et où le changement et la nouveauté sont les seules traditions qui méritent d'être respectées.

À Chicago, le Parti démocrate a symboliquement fait ses adieux à son passé en remplaçant son candidat. Joe Biden, 81 ans, né dans la classe ouvrière américaine à Scranton en Pennsylvanie, entre les usines et les aciéries, a été poussé par l'appareil à renoncer à un second mandat. Lui a succédé Kamala Harris, femme moderne en tailleur-pantalon, fille d'universitaires ayant grandi à Berkeley, californienne, active et sans enfant.

Les conventions nationales américaines modernes sont l'équivalent politique du Cirque du Soleil. Elles sont un spectacle mettant en scène des dizaines de performances rassemblées dans une chorégraphie minutieuse, destinée à raconter une histoire. En l'occurrence, celle du candidat qui va porter les couleurs du parti à l'élection, en présentant sa personnalité et sa biographie en même temps que son programme, tout en rassemblant le parti et galvanisant les militants. Tout en insérant le personnage dans la légende américaine, dans un pays qui semble ne jamais se lasser de se la raconter, s'enorgueillissant d'avoir fait d'une nation d'immigrants la plus grande puissance mondiale, et dont l'élection présidentielle est devenue tous les quatre ans un spectacle planétaire.

« Si les démocrates l'emportent, ce sera la fin de notre pays tel que nous le connaissons »

Donald Trump Candidat républicain

Et quel spectacle. Une convention est digne d'un *show* de Broadway ou de Las Vegas, avec la logistique d'une opération militaire. Aux milliers de délégués venus des cinquante États et des territoires américains, s'ajoutent des dizaines de milliers de spectateurs et invités, et des millions de téléspectateurs. Toutes les chaînes de télévision déplacent leurs plateaux et retransmettent souvent en direct les soirées comme s'il s'agissait de celle des Oscars ou des Grammy Awards. Le tout au milieu d'un camp retranché, protégé par des milliers de policiers et d'agents de sécurité et des kilomètres de barrières métalliques et de plots antivéhicules. L'alimentation est la même dans les deux camps. Hot dogs et Coca-Cola pour les républicains, Pepsi-Cola et hot dogs pour les démocrates.

Pendant quatre jours, les orateurs se succèdent pour des interventions minutées, dans un crescendo dramatique dont le point d'orgue doit être le discours final du candidat. On attend autant les célébrités de son parti que l'on guette les représentants de la nouvelle génération, dont les discours pourront les faire remarquer comme des *« étoiles montantes »*.

Tous ont pour but de faire le panégyrique du candidat ou de raconter une histoire édifiante. Les platitudes et l'emphase sont parfaitement admises. Et l'on joue sur toutes les cordes de la rhétorique : les Américains savent parler en public. Depuis les enfants venus réciter le serment d'allégeance, jusqu'à la mère de famille ou le shérif du comté ou le syndicaliste, tous s'expriment avec presque autant d'aisance que des politiques chevronnés. Ces derniers sont souvent des orateurs au sommet de leur talent. Quelques discours inspirés suscitent parfois des réactions intenses.

On ne lésine pas sur l'émotion. On fait intervenir des parents d'enfants tués dans des fusillades scolaires, ou ceux des Marines tombés lors du retrait catastrophique d'Afghanistan ordonné par Joe Biden. On raconte des histoires édifiantes, de courage, de résilience, qui surmontent l'adversité.

Entre les discours, sont diffusés sur le *jumbotron* des vidéos illustrant les principaux thèmes de la campagne. Elles alternent avec les images sinistres de l'adversaire, qui est hué par la foule comme le visage d'Emmanuel Goldstein dans la « minute de la haine » de *1984*, le roman de George Orwell. Les démocrates projettent le visage en gros plan de Trump, en train de proférer des insultes. Les républicains diffusent en boucle Joe Biden trébuchant encore et encore sur la passerelle d'Air Force One ou de Kamala Harris ricanante.

Des artistes viennent compléter le spectacle. La musique est plus variée chez les démocrates, avec de la soul, du funk et du rap. L'apparition de Kamala Harris est accompagnée par *Freedom* de Beyoncé. Du côté républicain, la bande-son reprend les morceaux favoris de Trump, qui aime jouer au disc-jockey avec sa tablette dans son club de Mar-a-Lago, avec une dominante de country ou de rock des années 1980. Quand Trump monte sur scène, il est accompagné comme dans ses meetings par *God Bless the USA*, (*Dieu bénisse les États-Unis*) de Lee Greenwood, devenu l'hymne du mouvement Maga, et dont le refrain patriotique est *« fier d'être américain »*.

La bannière étoilée flotte sur les deux conventions. Démocrates comme républicains commencent leurs réunions par le salut au même drapeau, le même hymne national et le même serment d'allégeance. Les deux partis invoquent les principes fondateurs des États-Unis, ces *« droits inaliénables »* dotés par le Créateur, selon la fameuse formule de la déclaration d'indépendance : *« La vie, la liberté et la poursuite du bonheur »*. Et ils répètent comme un mantra vouloir défendre *« le rêve américain »*.

Mais même ces références communes les séparent. Les mots même de la déclaration, dont on fêtera le 250e anniversaire dans deux ans, n'ont plus le même sens.

Car chacun se voit comme le défenseur de ces valeurs face à un adversaire qui menace de les détruire. Le parti adverse n'est plus un rival politique, mais un ennemi intérieur qui bafoue les principes mêmes de la nation. L'élection ne signifie plus l'alternance, mais un enjeu existentiel. *« Si les démocrates l'emportent, ce sera la fin de notre pays tel que nous le connaissons »*, répète Trump. *« Cette élection n'est pas seulement la plus importante de notre vie, c'est aussi l'une des plus importantes de la vie de notre nation »*, prévient Kamala Harris. *« Nous ne reviendrons pas en arrière. »*

« Cette élection n'est pas seulement la plus importante de notre vie, c'est aussi l'une des plus importantes de la vie de notre nation »

Kamala Harris Candidate démocrate

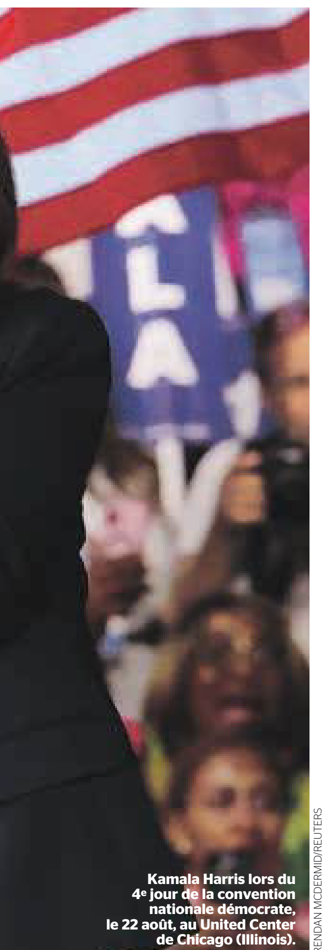
Les deux camps sont désormais réunis par la peur. Les républicains se sentent assiégés dans leur propre pays par les *« élites côtières »* qui contrôlent selon eux l'État fédéral et les médias, les institutions nationales et les universités. Ils se sentent menacés par l'*« État profond »* et le monstre sans visage de l'Administration omnipotente, le marécage corrompu de Washington, DC et le *« Blob »* qui contrôle la politique étrangère, *« l'Uni-parti »*, qui manipule les masses et transforme la société traditionnelle en un cauchemar post-moderne.

Ils voient leurs droits fondamentaux menacés. Le droit à la vie par l'épidémie de drogues, opiacés ou fentanyl, qui inondent le pays depuis une frontière que l'État ne contrôle plus. Par les politiques démocrates qui prônent l'avortement comme une forme de contraception et l'autorisent jusqu'à 24 semaines, par la destruction de la famille et la propagande homosexuelle assénée aux jeunes enfants jusqu'à l'école, où on leur donne accès à des thérapies de changement de sexe. La liberté est menacée aussi, par des politiciens qui autorisent la drogue et interdisent les armes à feu aux citoyens honnêtes, libèrent les criminels et ouvrent les frontières aux immigrants clandestins ; par des fonctionnaires non élus qui imposent des règlements tatillons ou des politiques écologistes décidées par des lobbies et des ONG peuplées d'anciens hauts fonctionnaires.

Ils voient l'histoire même de leur pays déformée et vilipendée par une nouvelle historiographie woke : les États-Unis sont présentés comme un projet colonial criminel et esclavagiste, fondés sur le racisme systémique et la masculinité toxique. Face à la puissance des acteurs de gauche de Hollywood et des magnats de la Silicon Valley, des fonds de pension de Wall Street et de la gauche radicale-chic des universités et des médias, face à des institutions dont leurs adversaires ont pris le contrôle au nom de la diversité, l'égalité et l'inclusion, les républicains se sont trouvé un champion : Donald Trump, auquel ils passent tout, sa vanité, ses transgressions et son incompétence, mais admirent son courage et sa détermination. Ses outrances sont devenues leur revanche sur leurs adversaires.

Pour les démocrates, le danger est tout aussi existentiel. Trump et les républicains représentent pour eux les

ont mis en scène les fractures américaines


Kamala Harris lors du 4e jour de la convention nationale démocrate, le 22 août, au United Center de Chicago (Illinois). BRENDAN MCDERMID/REUTERS

forces rétrogrades et violentes du racisme et du patriarcat qui empoisonnent le projet démocratique américain depuis sa fondation. Qui menacent la vie en laissant en vente libre des armes semi-automatiques et tolèrent les fusillades scolaires comme des phénomènes climatiques saisonniers. Qui s'immiscent dans la vie privée en privant les femmes du contrôle de leur corps ou en décidant de qui a le droit de se marier. Qui n'hésitent pas à violer les règles quand elles ne leur conviennent pas. Qui ont placé à la Cour suprême une majorité de juges idéologues, ayant entrepris de démanteler les pouvoirs de l'État fédéral, régulant les droits individuels et dérégulant ceux de la finance et des grandes entreprises aux pratiques prédatrices. Des adversaires qui se sont transformés en parti autoritaire avec Trump.

La honte du 6 janvier 2021 effacée de la mémoire collective du parti, l'exil à Mar-a-Lago, le palais de Palm Beach, semblant toucher à sa fin, le nouveau Parti républicain a porté à Milwaukee ses nouvelles couleurs

Celui-ci, en lançant une foule violente contre le Capitole le 6 janvier 2021, après avoir semé le poison du doute dans les institutions, a violé le principe du transfert pacifique du pouvoir sur lequel a été fondée la première démocratie contemporaine. Les préparatifs de Trump et de ses alliés pour plonger de nouveau le pays dans une crise majeure s'il n'obtient pas la majorité dans les urnes font craindre aux démocrates que 2020 n'ait été qu'une répétition générale.

Ces deux adversaires ont chacun vu leurs stratégies bouleversées par des événements imprévus, dans une campagne qui sortait déjà passablement de l'ordinaire. Leurs conventions ont dû s'adapter à ces développements. À Milwaukee, les républicains ont accueilli Donald Trump tout juste rescapé d'une tentative d'assassinat qui a été à deux doigts de lui coûter la vie, quelques jours plus tôt sur un champ de foire agricole en Pennsylvanie. Sa survie providentielle est venue couronner son extraordinaire retour politique. Les procès intentés contre lui ont été suspendus, après que la Cour suprême l'a gratifié d'une large immunité présidentielle. Son apparition au premier soir de la convention, un pansement sur l'oreille, à l'endroit où l'a frôlé une balle de 5,56 mm, a été accueillie avec une ferveur presque mystique et des applaudissements extatiques.

Les quatre jours ont été consacrés à mettre en scène cette apothéose, et marquer le rassemblement de la famille républicaine sous le drapeau rouge Maga. Le parti est dorénavant une succursale de la firme Trump. Sa belle-fille en est désormais la coprésidente. Les finances sont mêlées à celle de Trump. Ses deux fils Eric et Donald Junior sont ses conseillers les plus influents. Assis dans la loge d'honneur, entouré de sa famille, Trump a assisté comme un empereur romain aux discours des républicains faisant son panégyrique.

Ses rivaux sont venus faire allégeance. Ceux qui ont tenté de le remplacer en le défiant aux primaires : Ron DeSantis, le gouverneur de Floride, qui avait essayé de le dépasser sur sa droite. Vivek Ramaswamy, le jeune millionnaire antiwoke qui avait voulu égaler ses outrances. Tim Scott, le sénateur noir de Caroline du Sud et sa voix de prêcheur baptiste. Et même, invitée à la dernière minute, Nikki Haley, ancienne ambassadrice aux Nations unies, ex-gouverneur de Caroline du Sud, qui avait tenu le plus longtemps contre lui, est venue plier le genou.

Le spectacle était aussi dans les travées. Tous les personnages de la galaxie trumpiste étaient rassemblés. Les femmes, comme Kimberly Guilfoyle, l'ex-épouse du gouverneur démocrate de Californie Gavin Newsom, aujourd'hui fiancée de Donald Jr ; Marjorie Taylor Greene, la pétroleuse Maga au Congrès avec ses robes rouges, Lara Trump, à la tête du comité national républicain. Toutes sur leur trente-et-un, coiffées et habillées dans le style hyper-féminin qu'apprécie Trump : brushing à ressorts, talons aiguilles et robes fourreaux en couleurs vives.

Les hommes aussi : Roger Stone, l'homme des coups tordus, en costume croisé de *seersucker* et lunettes noires ; Matt Gaetz, le beau gosse de Floride, provocateur et destructeur ; Mike Lindell le millionnaire et sa compagnie d'oreillers qui avait failli se ruiner pour Trump, et Rudy Giuliani, l'ancien maire de New York, mis aussi en banqueroute.

Les absents étaient aussi importants. De façon significative, aucun représentant du Parti républicain traditionnel n'avait été invité à Milwaukee. Ni l'ancien président George W Bush, ni Dick Cheney ou sa fille Liz, ni Mitt Romney, le précédent candidat républicain. Ni les traîtres à la cause Maga, comme Mike Pence, fidèle bras droit de Trump lors du premier mandat qui refusa de trahir son serment à la Constitution le 6 janvier 2021. Son successeur, J.D. Vance, dont la nomination a été annoncée à la convention après un suspense soigneusement orchestré, est apparu comme le représentant de la nouvelle génération Maga.

La honte du 6 janvier 2021 effacée de la mémoire collective du parti, l'exil à Mar-a-Lago, le palais de Palm Beach, semblant toucher à sa fin, le nouveau Parti républicain a porté à Milwaukee ses nouvelles couleurs. Le geste le plus symbolique a sans doute été celui de Hulk Hogan, célèbre catcheur, qui a déchiré sur scène son maillot portant le drapeau américain, faisant apparaître à la place le nom de Trump.

La convention démocrate a dû elle aussi sortir du scénario prévu. Le changement de candidat en pleine campagne a obligé à improviser une nouvelle mise en scène. L'âge de Joe Biden et son déclin physique, devenus impossibles à nier après son débat calamiteux contre Trump en juin dernier, le Parti démocrate a dû lui forcer la main pour qu'il renonce à briguer un second mandat. Le premier jour de la convention à Chicago a été consacré à symboliser le plus délicatement possible ce passage de témoin.

Le vieux président, né sous Franklin Roosevelt et dont la carrière politique a duré cinquante ans, a fait ses adieux politiques sur la scène prévue pour célébrer sa candidature. Pour adoucir ce départ, les organisateurs ont pris soin de faire ovationner Biden. Les délégués ont agité des panneaux portant les mots *On t'aime Joe*. Les orateurs ont tous salué la noblesse de son geste consistant à passer le flambeau à une nouvelle génération. Et de faire oublier qu'il avait fallu des semaines de pression pour le contraindre à l'accepter. Biden n'a pas poussé l'esprit de sacrifice jusqu'à assister à la célébration de sa remplaçante. L'enthousiasme quasi délirant suscité par Kamala Harris était déjà assez cruel pour le président mis à la retraite. Biden s'est aussitôt envolé pour des vacances en Californie, boudant la photo de famille.

La convention démocrate a été dominée par ces figures féminines qui ont recueilli les ovations les plus ferventes. Après celles adressées à Hillary Clinton et à Michelle Obama, les acclamations ont accueilli Nancy Pelosi, l'ancienne présidente de la Chambre des représentants

Le changement de candidat a aussi été un changement de génération. Biden n'a pas été le seul à faire des adieux à Chicago. Les anciens présidents démocrates sont apparus sur scène comme des témoins d'une époque révolue. L'optimisme qu'avait pu incarner lors de leur élection un Bill Clinton ou un Barack Obama a été remplacé par de la nostalgie. Clinton, jeune séducteur de foules et de femmes, qui prononçait le douzième discours de sa carrière devant une convention démocrate, est devenu un vieil homme de 78 ans. S'il a conservé l'affection du parti, son libéralisme économique et son libertinage sexuel seraient considérés avec sévérité par les démocrates actuels.

Obama, lui aussi grisonnant, a montré qu'il n'avait rien perdu de son talent oratoire. Mais son discours était aussi teinté d'une certaine amertume. Peut-être d'avoir vu le legs de son élection historique gâché par celle de Trump. Ou bien juste face à une époque qui n'est plus la sienne. Tous les deux ont été éclipsés par leurs femmes : Hillary Clinton a été plus acclamée. Elle a salué Kamala Harris comme si elle la chargeait de laver l'affront de sa défaite de 2016. Michelle Obama, portant une longue tresse de guerrière, a lancé un discours combatif. Sa réplique, *« S'il y a un problème, faisons quelque chose ! »*, a été reprise en chœur par les délégués.

La convention a été dominée par ces figures féminines qui ont recueilli les ovations les plus ferventes. Après celles adressées à Hillary Clinton et à Michelle Obama, les acclamations ont accueilli Nancy Pelosi, l'ancienne présidente de la Chambre des représentants, qui déchirait sur la tribune le texte du discours de Trump sur l'état de l'Union, et qui a orchestré la défenestration politique de Joe Biden avec la froideur d'une Médicis ou d'une Borgia. Elizabeth Warren, la sénatrice du Massachusetts, adversaire résolue des abus de la finance et des excès du capitalisme, a été émue aux larmes par le tonnerre d'applaudissements qui l'a accueillie sur le podium. Les démocrates ont aussi salué leur relève : Alexandria Ocasio-Cortez, la pasionaria du Bronx a galvanisé l'assemblée avec un discours enflammé. Gabrielle Giffords, ancienne représentante de l'Arizona, survivante d'un attentat où elle a pris une balle dans la tête, a aussi été acclamée.

Les hommes sont apparus dans des rôles secondaires, comme Doug Emhoff, époux de Kamala Harris, ou Tim Walz, son colistier, occupant des rôles naguère réservés aux femmes. Ce Parti démocrate féminisé et post-féministe est aussi devenu plus ferme. Les lubies woke ont été mises en sourdine. À la place des discours sur l'abolition de la peine de mort ou contre les violences de la police, Kamala Harris a promis l'ordre et la fermeté. L'ancienne procureur a juré de faire adopter la loi durcissant les règles d'immigration qu'a fait capoter Trump pour continuer à profiter du chaos à la frontière. Elle a tenu à distance la gauche propalestinienne du parti, et s'est engagée à rendre les forces armées américaines *« plus fortes et plus redoutables »*.

Le sujet de l'avortement, longtemps l'un des thèmes de campagne du Parti républicain, a été repris par les démocrates depuis la fin des garanties constitutionnelles de l'arrêt Roe vs Wade. Mais il est dorénavant présenté comme une liberté : celle de disposer de son corps et de maîtriser sa reproduction et sa contraception. Dorénavant à la tête d'un Parti démocrate galvanisé, elle a présenté sa campagne comme un réquisitoire contre Trump, sa candidature comme celle d'un *« procureur contre un criminel »*.

L'avance initiale de Trump s'est réduite depuis le gambit démocrate. Les sondages donnent à présent les deux adversaires côte à côte. Divisée presque en deux camps égaux, l'Amérique est devenue un champ d'affrontement entre ces deux partis que tout sépare.

L'un s'est rassemblé derrière un homme, dont la personnalité hors du commun tient lieu de programme. L'autre a remplacé son candidat par une femme à poigne. Les programmes sont presque devenus secondaires. Le danger représenté par l'adversaire sert de ralliement. Les slogans de campagne se réduisent à des appels littéraux au combat. Les républicains ont adopté le cri de défi lancé par Trump quand il se relève, ensanglanté et le poing levé quelques instants après l'attentat contre lui : *« Combat ! Combat ! Combat ! » (« Fight, fight, fight ! »)* Kamala Harris a, quant à elle, officialisé le sien à Chicago : *« Quand on se bat, on gagne ! »* ■

Jeux paralympiques : une rentrée chamboulée pour les établissements franciliens

Caroline Beyer

Aménagement des horaires, cours délocalisés... Les académies de Créteil, Paris et Versailles ont dû s'adapter à l'événement.

Un collège délocalisé, des écoliers pris en charge dans des structures municipales, des horaires modifiés, des enseignants invités à arriver avant 8 heures pour *« ne pas encombrer les transports en commun sur le créneau le plus saturé »*... Et des élèves qui pourront assister aux épreuves. L'organisation des Jeux paralympiques, du 28 août au 8 septembre, va avoir des répercussions sur la semaine de rentrée scolaire, du 2 au 7 septembre. En Île-de-France, quelque 300 000 visiteurs sont attendus chaque jour, pour 549 épreuves paralympiques et 4 400 athlètes.

Dans les académies de Créteil, Paris et Versailles, 45 établissements sont situés en « zone rouge » (circulation motorisée interdite) et 35 autres en « zone bleue » (circulation motorisée régulée), explique un communiqué commun du préfet de la région Île-de-France et de l'Éducation nationale, daté de fin juin. Au-delà de ces périmètres de sécurité, *« environ 50 établissements »* sont aussi concernés par des *« aménagements ponctuels de leurs horaires pour tenir compte des tensions attendues dans les transports en commun »*.

Des aménagements significatifs sont prévus en Seine-Saint-Denis, où va s'installer le Village des athlètes et où se dérouleront de nombreuses épreuves. À Saint-Denis, le collège Dora-Maar, situé au cœur du Village paralympique, sera temporairement délocalisé à proximité, dans une école inoccupée. À Clichy-sous-Bois, les élèves des écoles élémentaires Henri-Barbusse et Claude-Dilain, situées dans une zone des épreuves de paracyclisme, seront accueillis dans des structures culturelles de la ville, encadrés par leurs enseignants et des intervenants municipaux. En échange de quoi les écoliers pourront se rendre sur les sites paralympiques et profiter des épreuves. Pour ces JOP 2024, l'État a réservé et offert 200 000 billets à des scolaires, essentiellement pour les Paralympiques.



À Saint-Denis, le collège Dora-Maar, situé au cœur du Village paralympique, sera temporairement délocalisé à proximité, dans une école inoccupée. COLLÈGE DORA MAAR

À Paris, qui concentre de nombreux sites de compétition (Arena Bercy, Arena Paris Sud, Arena Porte de la Chapelle, Champ-de-Mars, Invalides, Roland-Garros), les aménagements sont destinés à prévenir l'afflux des spectateurs et ses conséquences sur les transports en commun. Au total, 91 structures scolaires ont été identifiées, parmi lesquelles 11 sont situées en zone rouge, 33 en zone bleue et 47 hors périmètre de restriction, mais potentiellement concernées par les perturbations des transports. Les écoles maternelles et élémentaires fonctionneront *« dans le respect des horaires habituels »*. Les personnels, eux, sont *« invités à anticiper leur arrivée avant 8 heures afin de ne pas encombrer les transports »*. Les collèges et les lycées organiseront leur rentrée *« selon des modalités définies au cas par cas »*. Les horaires pourront ainsi être aménagés lorsque des flux importants seront attendus avec les compétitions.

Dans l'académie de Versailles (départements des Yvelines et des Hauts-de-Seine), se tiendront diverses épreuves. Dans les Yvelines, les interdictions de circulation sur les RD10 et RD7 auront des conséquences sur le fonctionnement d'une vingtaine d'établissements. Des aménagements horaires ont donc été définis pour pallier les engorgements, avec des départs anticipés à 16 heures pour les écoliers et à 15 heures pour les collégiens et les lycéens.

Manque de concertation

Les Hauts-de-Seine accueilleront, eux, un site (Paris La Défense Arena) et seront impactés par les sites parisiens et de Saint-Denis. Dans onze communes (Asnières, Boulogne, Clichy, Courbevoie, Gennevilliers, Issy-les-Moulineaux, Levallois, Nanterre, Puteaux, Vanves, Villeneuve-la-Garenne), des *« rentrées échelonnées »* sont recommandées pour les collégiens et lycéens, en évitant le créneau 8 heures-10 heures *« autant que possible »* pour les premières journées d'accueil. Pour les professeurs des écoles, recommandation est donnée d'arriver avant 8 heures.

« Certains collègues nous disent qu'il n'y a pas eu suffisamment de concertation et qu'il risque donc d'y avoir des difficultés », rapporte Guislaine David, du FSU-SNUipp, syndicat majoritaire du primaire. Elle rappelle que, il y a un an, l'exécutif avait pensé à décaler la rentrée scolaire pour certaines écoles de Seine-Saint-Denis. Avant de faire marche arrière face à la levée de boucliers. Elle se félicite aujourd'hui que la solution des aménagements ait finalement été retenue. *« Les personnels ont été informés,* estime de son côté Sophie Vénétitay, au Snes, syndicat du second degré. *Le problème de la rentrée, ce n'est pas les Jeux paralympiques, mais le fait qu'elle ait lieu avec une ministre démissionnaire ! »* ■

Les « malgré-nous », derniers oubliés de la Seconde Guerre mondiale

Yolande Baldeweck Strasbourg

Le tribunal allemand de la Sarre a refusé une rente aux orphelins de ces soldats alsaciens et mosellans, enrôlés de force dans la Wehrmacht.

Ils étaient six cousins proches, âgés de 20 à 32 ans au moment de leur disparition ou de leur mort sous l'uniforme ennemi. Enrôlés dans la Wehrmacht, en vertu des décrets du 19 et 25 août 1942 sur l'incorporation de force des Alsaciens et des Mosellans dans les armées allemandes, trois d'entre eux ont disparu sur le front de l'Est et le quatrième en Normandie. Seul le jeune André Michel a été déclaré mort au combat, dans la dantesque bataille de Koursk, en juillet 1943. Quant au dernier des cousins, Émile Michel, incorporé juste avant la libération de Strasbourg, il s'est éteint de maladie dans un camp de prisonniers en Pologne, le 27 juin 1945. Les cousins ont laissé derrière eux cinq orphelins, qui attendent toujours une reconnaissance de l'Allemagne, mais aussi de la France.

Âgé de 6 ans en 1944, lorsque son père, Alphonse, l'a embrassé pour la dernière fois, Fernand Marchand a grandi seul, entre *« une mère qui travaillait dur et une grand-mère »*. Jusqu'en 1956, sa mère, Lina, a remué ciel et terre pour retrouver son mari. *« Elle l'a attendu jusqu'à sa mort, en 1996 »*, soupire Fernand Marchand. Après de nouvelles recherches longues de dix ans, le facteur d'orgues finit par découvrir que son père, rebaptisé « Alfons Marschang », avait été versé dans la 10e division blindée SS « Frundsberg », envoyée contre les Alliés en Normandie. L'Alsacien a été porté disparu le 23 août 1944, près d'Argentan. Des courriers ont été envoyés aux mairies, mais sa sépulture reste introuvable. Elle n'aura pas été fleurie, ce dimanche 25 août, d'un œillet blanc avec ruban tricolore, comme les tombes de 117 Alsaciens et Mosellans ensevelis dans dix-huit cimetières allemands en France, parmi des dizaines de milliers de leurs compagnons d'infortune.

Passée sous silence en France comme en Allemagne, l'incorporation de force a concerné 142 500 enrôlés alsaciens et mosellans, parmi lesquels 15 000 femmes auxiliaires dans l'armée allemande ; 30 470 d'entre eux ne sont jamais rentrés, morts ou portés disparus. En dépit des menaces sur les familles, 20 000 ont par ailleurs été réfractaires. Cette annexion de fait, non mentionnée dans la convention d'armistice de juin 1940, s'est traduite en Alsace-Moselle par la germanisation et la nazification à marche forcée, l'expulsion des fonctionnaires français et une économie tout entière reconvertie au service du IIIe Reich. Pourtant, l'incorporation de force n'échappe pas aux polémiques. Dans son ouvrage *Le Nom sur le mur* (Gallimard), Hervé Le Tellier évoque ainsi le massacre d'Oradour, mettant en cause la responsabilité des 13 incorporés de forces. Un passage qui a, une nouvelle fois, soulevé l'indignation en Alsace.

> **« L'armée allemande n'acceptant pas de combattants étrangers, pour un semblant de légalité, les nazis avaient attribué, par ordonnance préalable, la nationalité allemande aux enrôlés de force »**
>
> **Jean-Laurent Vonau**
> Historien du droit

Gardien de cette mémoire familiale, Gérard Michel, le fils d'Émile, réclame depuis des années un geste financier de l'Allemagne pour les orphelins de « malgré-nous », qui sont encore entre 5 000 et 6 000. Mais l'association Opnam, qu'il préside, vient de perdre une bataille importante, voire définitive. En juillet, le tribunal social de la Sarre a rejeté, après une bataille judiciaire de six ans, sa demande de rente, accordée de droit aux anciens combattants allemands ou orphelins d'*« un père ayant combattu dans l'armée allemande »*. D'anciens engagés volontaires en Belgique et en France, comme Georges René Boos, volontaire alsacien qui a participé au massacre d'Oradour-sur-Glane, en ont pourtant profité. Ce qui a outré les Résistants, mais aussi les enrôlés de force...

L'avocat allemand des orphelins de « malgré-nous », Me Andreas Scheulen, doute que ses clients, qui ont jusqu'à fin août pour faire appel, obtiennent un jour gain de cause devant la cour constitutionnelle de Karlsruhe. Ses juges pourraient soulever la question épineuse de la nationalité. *« L'armée allemande n'acceptant pas de combattants étrangers, pour un semblant de légalité, les nazis avaient attribué, par ordonnance préalable, la nationalité allemande aux enrôlés de force »*, rappelle l'historien du droit, Jean-Laurent Vonau. Or un texte de 1953, jusqu'alors méconnu en Alsace-Moselle, précise que seuls peuvent se prévaloir de la nationalité allemande les anciens combattants de la Wehrmacht qui l'ont acceptée devant une commission.

« Ce sont des arguments illogiques et cyniques. Comment voulez-vous qu'un mort fasse connaître sa volonté ? Si le tribunal considère que les Alsaciens-Mosellans n'étaient pas Allemands entre 1940 et 1945, alors ils étaient français. Donc il y a crime de guerre et même crime contre l'humanité », décrypte Jean-Laurent Vonau, auteur d'une douzaine d'ouvrages dont *L'Alsace annexée* (Éditions du Signe). *« Tant que je tiendrai debout, je me battrai pour que ce crime contre l'humanité soit reconnu. Ainsi personne ne pourra plus mettre en doute l'incorporation de force, sous peine de tomber sous le coup de la loi sur le négationnisme »*, appuie la Nancéienne Renée Baudot, 78 ans, qui ferraille avec l'État allemand *« au nom de son oncle Armand, qui a agonisé dans les marécages au sud de Minsk »*, en Biélorussie. *« Je ne veux pas d'argent. C'est un combat pour l'honneur »*, assure cette ancienne juriste, en déplorant qu' *« il n'y ait plus, en Allemagne, d'homme d'État comme Willy Brand, qui s'est agenouillé devant le mémorial du ghetto de Varsovie... »*

Gérard Michel, lui, vient d'interpeller le chancelier Olaf Scholz, déplorant que *« le crime contre l'humanité, qui a meurtri une région entière, n'ait jamais été reconnu par les autorités et les élus du peuple allemand »*. *« Il n'y a jamais eu de reconnaissance morale par la République d'Allemagne »*, confirme l'historien Frédéric Stroh, qui participe aux préparatifs des cérémonies pour le 80e anniversaire de la libération de Strasbourg, le 23 novembre, qui seront présidées par Emmanuel Macron. Le président allemand, Frank-Walter Steinmeier, ou le chancelier Scholz pourraient être présents à ses côtés. Une telle proposition pourrait trouver un écho à l'Élysée : décédé en 2019, Charles Kohler, le père du secrétaire général, Alexis Kohler, a échappé à l'incorporation de force à 17 ans...

> **« Tant que je tiendrai debout, je me battrai pour que ce crime contre l'humanité soit reconnu »**
>
> **Renée Baudot**
> Nièce d'un « malgré-nous »

« Ce sera une des dernières occasions pour un discours fort d'un dirigeant allemand, que les incorporés de force et les orphelins encore en vie pourraient entendre », note Frédéric Stroh, qui plaide depuis des années pour la création d'une fondation sur l'incorporation de force en Europe. De source allemande, 550 000 personnes dans huit pays européens (Luxembourg, Belgique, Pologne, etc.), dont la moitié sont morts, ont été enrôlées de force par les nazis. Pour autant, en France, *« la reconnaissance morale, même si les incorporés de force ont été considérés comme morts pour la France, a été tardive et très timorée »*, considère l'historienne spécialiste du gaullisme Frédérique Neau-Dufour, en charge de la politique mémorielle de la région Grand Est.

L'hommage de Nicolas Sarkozy, le 10 mai 2010 à Colmar, affirmant que *« les "malgré-nous" ne furent pas des traîtres »*, mais *« des victimes du nazisme, les victimes d'un véritable crime de guerre »*, est resté sans suite. Or, de plus en plus de jeunes Alsaciens et Mosellans s'étonnent de découvrir des photos de leurs aïeuls en uniforme de la Wehrmacht, voir des Waffen-SS. *« L'annexion de l'Alsace-Moselle et l'incorporation de force doivent être inscrites dans les programmes de troisième et de terminale »*, propose l'ancienne ministre Brigitte Klinkert (Ensemble), questeur à l'Assemblée nationale, petite-fille de Résistant, en proposant également qu'*« une plaque soit déposée à l'entrée des Invalides en hommage aux victimes de l'incorporation de force »*. Si elle est reconduite au bureau de l'Assemblée parlementaire franco-allemande, elle mettra le sujet à l'ordre du jour... ■

Capsule Boeing : les astronautes « bloqués » sur l'ISS rentreront avec SpaceX

Tristan Vey

La Nasa ne prendra pas le risque de faire revenir Butch Wilmore et Suni Williams à bord du Starliner, touché par des fuites d'hélium.

La décision de la Nasa est tombée samedi. Les deux astronautes américains *« bloqués »* à bord de la Station internationale (ISS) depuis juin ne rentreront pas sur Terre dans la capsule Boeing avec laquelle ils étaient arrivés en juin dernier. Butch Wilmore, 61 ans, et Suni Williams, 59 ans, vont finalement être intégrés à la rotation d'équipage et ne rentreront qu'en 2025, à bord d'une capsule Dragon de SpaceX, après huit mois passés à bord, au lieu des huit jours prévus initialement !

Cet épilogue est un énorme revers pour Boeing, déjà empêtré depuis des mois dans une série noire avec ses avions de ligne. En dépit de tous leurs efforts, les ingénieurs de l'entreprise n'ont pas réussi à dissiper les doutes de la Nasa concernant la fiabilité du système de propulsion de leur capsule Starliner. Pour rappel, des fuites d'hélium avaient été enregistrées, une première avant le décollage, puis plusieurs dans les heures suivant la mise sur orbite. Celles-ci étant limitées, elles n'avaient pas été considérées comme rédhibitoires. Pendant la phase critique d'amarrage à l'ISS, plusieurs petits propulseurs ont néanmoins montré des défaillances. Si ces derniers ont pu être rallumés, la Nasa n'a certainement pas apprécié l'expérience. Depuis plusieurs semaines, l'enquête se poursuivait pour tenter de comprendre l'origine du problème et s'assurer qu'il était *« gérable »*. Les tests menés au sol sur un modèle de contrôle ont malheureusement confirmé un problème de fond, en lien avec les joints de vannes de carburant.

A priori, rien d'insurmontable, mais la Nasa n'a voulu prendre aucun risque. *« L'un des facteurs vraiment importants est que nous ne savons tout simplement pas dans quelle mesure nous pouvons utiliser les propulseurs sur le chemin du retour avant qu'ils ne rencontrent un problème »*, a expliqué, lors d'un point presse, Ken Bowersox, administrateur associé pour les opérations spatiales de la Nasa. Ce dernier a précisé que, si l'agence avait été unanime sur la décision, l'entreprise Boeing aurait, elle, préféré que la mission aille à son terme. *« Ils croient en leur véhicule »*, a-t-il expliqué.

La capsule de Boeing effectuera courant septembre une rentrée autonome et contrôlée, sans passager, au port spatial de White Sands, au Nouveau-Mexique, le lieu où la navette spatiale historique de la Nasa atterrissait. *« Nous modifions la séquence de séparation que nous avions prévue et nous examinerons ces aspects lors de l'examen de l'état de préparation*, a expliqué Steve Stich, responsable du programme d'équipage commercial de l'agence américaine de la Nasa. *Nous allons utiliser une technique de séparation simplifiée pour nous éloigner de la station un peu plus rapidement. »*

Ce sera le troisième atterrissage sans passager pour Starliner, qui accumule retards et déconvenues depuis dix ans. Dans ce contexte très particulier, la réussite de ce nouveau test s'annonce cruciale pour la survie du programme dans lequel la Nasa a investi 5,1 milliards de dollars depuis 2014. La situation est d'autant plus délicate pour Boeing que, dans le même temps, son concurrent SpaceX, qui n'avait reçu *« que »* 2,6 milliards et constituait à l'époque un improbable outsider, a tout réussi. Non seulement sa capsule réutilisable Dragon a permis aux États-Unis de retrouver un accès indépendant de la Russie à l'ISS (une première depuis l'abandon des navettes en 2011), mais l'entreprise est désormais de tous les futurs projets d'exploration de la Nasa, en particulier vers la Lune, avec son projet de vaisseau titanesque Starship.

Pas impatients de rentrer

Comme un symbole, c'est encore SpaceX qui va tirer la Nasa de ce mauvais pas. Il n'est évidemment pas question d'envoyer une capsule dédiée aux deux *« naufragés de l'espace »*. Déjà parce que cela coûterait trop cher. Mais aussi parce qu'il n'y a aucune urgence, les deux vétérans étant loin d'être impatients de rentrer. À eux deux, ils cumulaient déjà 18 mois passés à bord de la station. Ils n'ont eu aucun mal à s'insérer dans le fonctionnement de l'équipage, assistant leurs collègues dans leurs activités scientifiques et la maintenance de la station. À leurs âges, ils savent que c'est probablement leur dernière opportunité d'effectuer une mission d'une telle ampleur. À partir de septembre, ils seront donc intégrés à la rotation d'équipage, en prenant la place de deux collègues qui auraient dû arriver fin septembre à bord de la prochaine capsule Dragon. Cette dernière arrivera avec deux passagers seulement, au lieu des quatre prévus. Cela règle en outre tous les éventuels problèmes d'intendance liés à une surpopulation prolongée de la station. S'ils sont actuellement neuf personnes à bord contre six à sept d'ordinaire, il n'est pas rare d'avoir une dizaine d'astronautes pendant plusieurs semaines au moment des rotations d'équipages.

Quelques ajustements mineurs ont été nécessaires. La capsule Dragon, dont ce sera le 10e vol habité, emportera deux combinaisons spatiales aux mensurations des futurs passagers supplémentaires. Les deux capsules ne sont en effet pas interopérables, et il n'est pas possible de se brancher sur l'une avec la combinaison prévue sur l'autre. Les ingénieurs vont également placer des masses supplémentaires dans la capsule pour assurer son équilibre lors du vol aller. Concernant leurs effets personnels, Butch Wilmore et Suni Williams en ont déjà récupéré une bonne partie à la faveur d'un cargo de ravitaillement cet été.

En attendant l'arrivée de leur *« vaisseau de secours »*, que se passerait-il en cas d'urgence, s'il fallait évacuer l'ISS (incendie, risque de collision extrême, etc.) ? Deux cas de figure. Soit Starliner est encore amarré à l'ISS, auquel cas les deux astronautes rentreraient finalement à bord de ce vaisseau. Soit Starliner est déjà partie (elle doit nécessairement se désorbiter quelques jours avant l'arrivée de sa remplaçante pour lui laisser la place). Il faudrait alors trouver de la place à bord du vaisseau Dragon ayant amené l'équipage de trois Américains et une Européenne cette année. Deux sièges de fortune équipés de mousse vont être confectionnés pour les accueillir *« en soute »*. Ils n'auraient alors pas de combinaison pour les protéger en cas de dépressurisation. Ce serait le scénario du pire. Rappelons que, si les alertes sont fréquentes, jamais l'ISS n'a encore été évacuée.

Seul un léger point d'interrogation subsiste sur le *« plan de sauvetage »* : SpaceX doit envoyer une mission spatiale privée ambitieuse, Polaris Dawn, ce mardi, pour quelques jours en orbite (mais pas à bord de l'ISS). À l'heure où nous écrivons ces lignes, son décollage mardi matin était toujours maintenu. Même si les deux missions sont totalement déconnectées, tout aléa survenant sur une capsule de SpaceX conduirait la Nasa à demander des comptes à l'entreprise, ce qui remettrait en cause le calendrier présenté samedi par l'agence. ■



La capsule de Boeing *(ici amarrée à la Station internationale, en juin)* effectuera courant septembre une rentrée autonome et contrôlée, sans passager, au port spatial de White Sands, au Nouveau-Mexique. NASA

Pourquoi certaines orques persécutent-elles des marsouins ?

Élisa Doré

Si ce harcèlement peut s'avérer mortel, les victimes ne sont jamais mangées, ce qui alimente les spéculations sur ce comportement étonnant.

Les orques sont parmi les plus puissants prédateurs au monde. Vivant en groupe biens distincts, elles acquièrent des comportements qui sont propres à leur « tribu », y compris pour la chasse. Si certaines populations sont carnivores, celles qui peuplent le nord du Pacifique se nourrissent exclusivement de poissons. Et si elles s'attaquent régulièrement à des marsouins, allant jusqu'à les tuer, elles ne consomment jamais leur chair. Ce comportement observé depuis les années 1960 laisse encore aujourd'hui les scientifiques perplexes. Dans une étude parue dans *Marine mammal science*, l'équipe codirigée par Deborah Giles, directrice de recherche à l'université de Washington, aux États-Unis, fournit quelques éléments de réponse.

Cette dernière s'est penchée sur une population de 75 orques résidant dans la mer des Salish, au nord de l'océan Pacifique, connues pour leur régime spécialisé, composé de 50 à 100 % de saumon. Sur les 78 interactions avec des marsouins répertoriées entre 1962 et 2020, 28 ont conduit au décès de marsouins.

Lors de ces attaques, les orques poursuivent leurs cibles, les poussent, les éjectent hors de l'eau, les assomment de leur queue voire les retiennent dans leur gueule. Ces comportements, proches du harcèlement, sont parfois même partagés. Des marsouins ont déjà été chassés par plusieurs orques simultanément ou lancés entre individus comme un ballon. Si beaucoup y laissent leur vie, la victime n'est jamais consommée. Ce comportement semble se transmettre de génération en génération. Un point commun liait ces incidents : la plupart concernaient des orques juvéniles.

Selon les spécialistes, cela laisse supposer qu'il s'agit d'une forme de jeu, aussi cruel soit-il. *« Comme beaucoup d'animaux, les orques pratiquent le jeu social »*, explique Pierre Robert de Latour, apnéiste, président d'Orques sans frontières et auteur du livre *Frère des orques : 20 ans de plongée avec les orques libres* (Éditions Glénat, 2019). *« Généralement, elles chassent le matin puis une fois reposées, jouent entre congénères avant de retourner chasser en fin de journée. »*

« Comme beaucoup d'animaux, les orques pratiquent le jeu social »
Pierre Robert de Latour
Apnéiste, et président d'Orques sans frontières

Le jeu serait en effet crucial chez les orques car il participerait au développement des jeunes tout en favorisant la cohésion du groupe. Loin d'être une activité simplement ludique, ce comportement servirait aussi au perfectionnement des techniques de chasse pour les jeunes. Les marsouins constitueraient de bons appâts pour s'entraîner.

Autre hypothèse, les orques rendraient volontairement les marsouins inaptes afin de s'en occuper comme s'il s'agissait de leurs congénères malades. L'explication ne sort pas de nulle part car des comportements altruistes ont déjà été documentés chez les orques de cette population. Par exemple, une femelle a été observée en train de transporter son petit mort sur son museau pendant 17 jours, de la même manière qu'elle aurait porté un marsouin. L'instinct d'une mère ayant perdu son bébé pourrait donc en quelque sorte s'être « déplacé » sur d'autres espèces, ici les marsouins, afin de compenser le manque. Les orques de la mer des Salish sont particulièrement concernées par la mortalité infantile. *« En raison de la malnutrition, près de 70 % des grossesses des orques de cette population ont abouti à des fausses couches ou à des mort-nés »*, explique Deborah Giles.

Pierre Robert de Latour est peu convaincu par l'argument. *« Cette hypothèse suggère une forme de conscience quasi humaine. Or il reste très difficile d'interpréter la sociologie d'une orque. »* Selon le scientifique, le harcèlement trouverait plutôt son origine dans une forme de rivalité entre les orques et les marsouins. Pour des raisons qui restent toutefois à élucider. ■

Jean-Julien Ezvan

À la veille de la cérémonie d'ouverture, ce mercredi, les organisateurs et les candidats aux médailles soignent les derniers détails.



Allumée, samedi, à Stoke Mandeville, en Grande-Bretagne, la flamme paralympique est sortie du tunnel sous la Manche, dimanche à Coquelles.

NANAKO SUDO/THE YOMIURI SHIMBUN VIA REUTERS CONNECT

Les Jeux paralympiques prêts pour le retour de flamme

Après la cérémonie de clôture des Jeux olympiques, le 8 août, les lendemains ont eu un goût de miel, comme le chantait Dalida. Pour apaiser la « JO-stalgie », les Jeux paralympiques proposent la deuxième mi-temps, très attendue.

Le grand retour de la flamme

Allumée sous une pluie battante, samedi, à Stoke Mandeville (à 65 km de Londres), berceau des premiers Jeux paralympiques, en 1948, quand le neurologue allemand sir Ludwig Guttmann organisa, en parallèle des JO de Londres, une compétition pour les vétérans de la Deuxième Guerre mondiale atteints à la moelle épinière afin d'accélérer leur rétablissement, la flamme (la même que celle des JO, dessinée par Mathieu Lehanneur) a traversé le tunnel sous la Manche, dimanche. Portée par 24 athlètes britanniques, puis par 24 athlètes français. Arrivée à Calais lundi, la flamme a, de façon digitale, allumé 12 torches pour éclairer l'Hexagone (Calais, Valenciennes, Amnéville, Strasbourg, Thonon-les-Bains, Antibes-Juan-les-Pins, Montpellier, Lourdes, La Roche-sur-Yon, Lorient, Saint-Malo et Rouen), symbolisant les 12 jours qui célébreront les premiers Jeux paralympiques d'été organisés en France (11 jours de compétition, plus la cérémonie d'ouverture). Un relais composé de 1 000 éclaireurs (dont certaines personnalités annoncées : Jackie Chan, Elsa Zylberstein, l'humoriste Jarry et le chorégraphe Benjamin Millepied). Les flammes viendront allumer les départements d'Île-de-France, ce mardi (de Fontainebleau à Garches, de Cergy à Sucy-en-Brie). Avant le défilé dans Paris, ce mercredi. Avec la conclusion annoncée place de la Concorde devant 50 000 spectateurs et l'embrasement de la vasque, de nouveau installée dans le jardin des Tuileries.

Le succès de la billetterie

4 400 parasportifs de 182 délégations (22 sports, 19 sites) défileront, ce mercredi, à partir de 20 heures, des Champs-Élysées à la place de la Concorde, dans le cadre d'un spectacle intitulé « Paradoxe » *(lire ci-dessous)*. Impatients d'occuper et de faire vibrer les sites iconiques des JO (Grand Palais, tour Eiffel, Invalides, Champ-de-Mars, Arena Paris La Défense…). Ces Jeux olympiques qui ont contribué à faire décoller les ventes de billets : 1,9 million de billets (sur 2,5) ont été vendus. Ce qui était depuis de longs mois un sujet de réflexion, voire d'angoisse, s'avère être un nouveau défi relevé. *« Avec les premiers Jeux paralympiques d'été en France, les émotions du sport emporteront tout sur leur passage, et Paris 2024 fera passer le plus beau des messages : les Jeux s'engagent pour une société plus inclusive. En France et dans le monde entier, nous ouvrons grand les Jeux »*, résume Tony Estanguet, le président de Paris 2024.

Les ambitions françaises

L'équipe de France, 14e au tableau des médailles à Tokyo en 2021 (55 médailles, dont 11 d'or) vise le top 8 (avec 20 médailles d'or). En espérant s'appuyer et profiter de l'élan populaire, comme Léon Marchand et Cie (64 médailles, dont 16 d'or ; 5e du tableau des médailles). Une ambition doublée de la volonté de faire évoluer les mentalités. Alexis Hanquinquant, l'un des porte-drapeaux tricolores, résume : *« Le message est clair. Les Jeux paralympiques, ce n'est pas du sport de haut niveau de bas échelon, ce n'est pas de la compétition à négliger. Tous les athlètes que je connais sont des athlètes de haut niveau à part entière avec des histoires de vie incroyables et du matériel de dingue. N'allez surtout pas croire que vous allez avoir une petite larme à l'œil de tristesse à voir ces athlètes concourir, ils ne cherchent pas de pitié, ils cherchent la reconnaissance. Aujourd'hui, il faut que les Jeux paralympiques atteignent le même niveau que les Jeux olympiques. Il n'y a pas plus de mérite à faire du para, mais il y en a tout autant. Soyons tous unis, j'espère que ces Jeux paralympiques ouvriront les yeux sur la société française et l'inclusion. On est tous différents et peu importe la pathologie, peu importe qui on est, on a tous à apprendre les uns des autres, et le bien-être des gens est vraiment important. »* ■

Avec la rentrée, le défi du transport des spectateurs

Transporter des dizaines de milliers de spectateurs par jour vers les sites de compétition alors que les Franciliens reviennent de vacances : voilà l'équation que doit résoudre Île-de-France Mobilités (IDFM) pour les Jeux paralympiques. Pour préserver les lignes déjà très fréquentées par les voyageurs du quotidien, il sera demandé aux spectateurs de les éviter. Ainsi la ligne de métro 13 sera déconseillée pour se rendre au Stade de France, de même que la 9 pour Roland-Garros. IDFM compte sur une utilisation généralisée de l'application Transports publics Paris 2024 et son calculateur d'itinéraires, pour répartir les voyageurs sur les différents axes. Huit lignes de métro, quatre RER et un Transilien seront par ailleurs renforcés, avec jusqu'à 30 % de trains en plus sur le RER C entre Paris et Versailles. Sur le terrain, les « gilets violets » seront de retour pour aider et orienter les visiteurs, mais aussi pour gérer les flux en station. Enfin, une centaine de minibus seront déployés pour transporter les personnes à mobilité réduite, en cas de stations de métro inaccessibles. THIBAUT DÉLÉAZ

Ce que l'on sait (déjà) sur la cérémonie d'ouverture à la Concorde

Léna Lutaud

Sur le coup de 20 heures, ce mercredi, l'ouverture du show aura lieu au milieu de la place de la Concorde. Les téléspectateurs reconnaîtront *Parade*, thème des Jeux. Une nouvelle version de *La Marseillaise* retentira. *« Dans l'idée de sérénité, les aspérités martiales des harmonies ont été enlevées mais la mélodie reste la même »*, explique Victor Le Masne, directeur musical des quatre cérémonies des Jeux olympiques. Après l'entrée du président de la République et du président des Paralympiques dans le stade urbain transformé en arène, les 5000 athlètes défileront du milieu des Champs-Élysées vers la place de la Concorde. Pour que les fauteuils puissent rouler, et éviter tout risque de chute, les pavés ont été recouverts.

« Les athlètes paralympiques, avec qui nous avons beaucoup dialogué, nous ont dit : "Nous voulons la même ambition que pour la cérémonie d'ouverture des JO, donc au cœur de Paris" », raconte Thierry Reboul, producteur exécutif. *D'où le choix des Champs-Élysées et de la place de la Concorde. Avec des athlètes et des performeurs en situation de handicap, chacun venant avec sa particularité, cela n'a pas été évident du tout. »* Cette fois, et contrairement à la cérémonie d'ouverture sur la Seine, l'équipe artistique a pu répéter. Ils sont sur site depuis dimanche. *« Au théâtre et à l'opéra, c'est normal, mais sur les JO, c'est un luxe incroyable »*, glisse Thomas Jolly, directeur artistique des quatre cérémonies. Comme chacun de ces shows éphémères, celui-ci ne ressemblera en rien aux trois autres. *« On retrouvera certes Thomas Dechandon, dont les lumières avaient fait danser la tour Eiffel, mais cette soirée a sa personnalité propre. La danse y sera prépondérante. »*

Avant de remettre les clés de la direction artistique au chorégraphe suédois Alexander Ekman, Thomas Jolly et ses auteurs ont trouvé un concept qu'ils ont baptisé *Paradoxe*. *« Nous avons tiré deux fils*, explique-t-il. *Les athlètes en situation de handicap sont célébrés dans une ville qui au quotidien n'est pas adaptée à eux. Mettre cette ville en décor des Paralympiques est un premier paradoxe. Le second est lié à la place de la Concorde, qui a également été un haut lieu de discorde. »*

Pour s'approprier les lieux, lui et ses auteurs se sont documentés sur l'histoire des monuments le long du parcours, sur le passé des Champs-Élysées et de la place de la Concorde. Louis XVI y a été guillotiné. Après la tête coupée de Marie-Antoinette sur la façade de La Conciergerie, qui a fait sursauter Felipe VI assis dans les tribunes le 26 juillet dernier, l'effet guillotine est trop attendu. Des statues aux fontaines, ils ont étudié le moindre détail qui puisse être exploité dans la narration. L'Obélisque, c'est l'Égypte, Champollion et *« le plus grand cadran solaire de la capitale »*, glisse Thomas Jolly, qui a finalement laissé tomber cette idée. Si le défilé avait commencé à l'Arc de triomphe, il aurait pu faire un clin d'œil à la fermeture des cinémas sur les Champs-Élysées. LVMH, sponsor des Jeux et omniprésent dans ce triangle d'or de la capitale, sera présent. Louis Vuitton habille le chanteur électro-pop né avec un handicap attendu sur scène à la mi-soirée. En toile de fond, l'inclusion est omniprésente. Tout comme les valeurs de l'effort, de la volonté, persévérance, résilience, détermination et esprit d'équipe. Avec des athlètes et des artistes en situation de handicap, ces mots ont une signification encore plus forte. Comme toujours avec Thomas Jolly, rien n'est laissé au hasard. Les internautes s'amusent encore à décortiquer ses deux premières cérémonies. Il faut compter sur de nombreuses porosités entre le protocole et l'artistique. Sur des séquences chorégraphiées intercalées avec le défilé des délégations. Peut-être même des vidéos signées Artus. Le tournage d'*Un p'tit truc en plus*, 10 millions d'entrées, lui a donné une grande expérience du travail avec les personnes en situation de handicap.

« Les athlètes en situation de handicap sont célébrés dans une ville qui au quotidien n'est pas adaptée à eux. Mettre cette ville en décor des Paralympiques est un premier paradoxe. Le second est lié à la place de la Concorde, qui a également été un haut lieu de discorde »

Thomas Jolly

Alexander Ekman, lui, a de l'humour. Il a notamment fait appel à des performeurs venus de la danse de salon dont les codes sont si désuets. D'où le clin d'œil du styliste Louis-Gabriel Nouchi aux robes à plumes du Charleston qui ont libéré le corps de la femme. Pour habiller les 700 silhouettes, il a misé sur le jersey qui apporte de la fluidité aux mouvements. Pour que les tenues se voient de loin, il a joué sur les effets de masse de motifs, sur des traînes, du strass. Il a également détourné le bleu-blanc-rouge du drapeau français. En clin d'œil aux médailles, il a misé sur des tons argentés et dorés. Pour les coupes, *« il a fallu s'adapter à tous ces corps qui n'étaient pas forcément symétriques. J'ai pris rendez-vous avec chacun pour comprendre leurs besoins spécifiques. Certains voulaient montrer leurs prothèses, d'autres non. Il fallait protéger les parties fragiles des frottements. »* Avec un athlète en fauteuil, les manches longues et les broderies dans le dos sont bannies.

Pour traduire l'univers d'Alexander Ekman en musique, Victor Le Masne est parti davantage vers le jazz avec seulement deux ou trois instruments. Il a composé des morceaux très rythmés comme le sublime *Sportographie*. Sur ce titre, il a découpé des mots prononcés et criés par les athlètes. Avec la batterie au centre, accompagnée d'envolé de synthé, on entend des claps de main, des souffles d'efforts intense. L'émotion est là. On en redemande. Rendez-vous ce mercredi 28 août à 20 heures. Et sous le soleil. ■

Solitaire du Figaro Paprec : le bonheur n'est toujours pas dans le près

Serge Messager À bord du bateau « Express »

Les 36 concurrents encore en course vont affronter des conditions difficiles jusqu'à l'entrée du golfe de Gascogne.

Après un chemin tortu pour contourner la presqu'île du Cotentin, qui a été fatal à Louise Acker (*Région Bretagne-CMB Océane*), obligée d'abandonner après avoir talonné au cap Lévi, la flotte s'est plongée vers le large pour retrousser la Manche. Une centaine de milles à vol d'oiseau étaient au programme pour rejoindre le phare de Wolf Rock, posé au large des Cornouailles anglaises. Un flux de sud-ouest établi cadençant une progression sautillante sur une mer n'ayant pas encore l'intention de faire son lifting. À l'approche du faisceau, le vent ayant forci et tourné au sud, les premiers devaient contourner la marque obligatoire en seconde partie de leur deuxième nuit en mer. Les spis restant engoncés dans leur baille.

Basile Bourgnon (*Edenred*) faisait partie du triumvirat de tête lundi après-midi, talonnant Loïs Berrehar (*Skipper Macif 2022*) et le leader Alexis Loison (*Groupe REEL*). Le jeune Trinitain poursuivait son bonhomme de chemin sans se mettre martel en tête : *« C'était intéressant dans les cailloux, avec une mer pas très facile, où il n'était pas évident d'aller fermer l'œil. Maintenant, la mer est plus plate et le vent, plus stable. Nous sommes au près sur un bord direct vers Wolf Rock. J'enchaîne donc les siestes. Je suis sur un rythme de 15-20 minutes. C'est la journée pour recharger nos batteries. Avec Adrena, nous avons un superoutil avec lequel je mets des alarmes pour les collisions, les cailloux. Cela me permet de dormir sur une oreille et demie. Je n'ai pas écouté le bulletin météo. Je sais à peu près ce que l'on va avoir en arrivant en Angleterre. On verra par la suite. »*

« Je pense être au bon endroit »

La flotte avançait alors plutôt compacte, les écarts étant infimes. Le 23e, Quentin Vlamynck (*Les Étoiles Filantes*), n'était qu'à 3 milles du meneur de l'armada. Hugo Dhalenne (*YCSL-Primatice-SLB Pharma*) était dans la bonne veine et se sentait serein : *« Cela devrait être encore tonique pour descendre en abordant le golfe de Gascogne. Je suis dans ma bannette et j'enchaîne ma troisième sieste de 20 minutes. Vérifiant quand même les compteurs pour voir si cela avance. J'en profite, car la prochaine nuit va être penchée et humide. Je pense être au bon endroit tout en souhaitant rester accroché au petit groupe de tête. »* Faisant confiance à son pilote automatique, véritable bras droit des skippers, il peut se coucher débonnaire : *« Avec lui, on peut mettre les écoutes aux taquets. Faisant entre deux siestes un tour du bateau, on regarde s'il y a des algues dans la quille et les safrans, si on va assez vite. »*

Après un départ depuis la baie de Seine plutôt laborieux, Chloé Le Bars (*Endobreizh*) pouvait elle aussi souffler : *« J'en profite après cette nuit agitée où il fallait être bien concentrée pour ne pas décrocher du paquet. J'ai une petite voie d'eau par une trappe de foil et j'ai vidé 20 seaux depuis le départ. C'était donc tonique. Actuellement, comme le bateau est plus à plat, ça rentre moins. Nous avons encore du soleil et je suis sous le vent du gros du paquet. Je tente un positionnement sous la flotte pour essayer de revenir. Ma dernière manœuvre en fin de journée avant de rejoindre Wolf Rock sera un envoi de gennaker. J'espère que l'angle sera bon pour être bien avec ceux de devant. La météo annoncée ne fait pas trop rêver, avec un front qui va nous passer dessus, synonyme de vent et de pluie. »*

Une fois ce front traversé, l'échine courbée et les paupières gonflées par le sel, avec le vent de sud et des rafales à 30 nœuds, donc dans le nez, l'entrée dans le golfe de Gascogne annoncera une période plus sympathique. Il faudra choisir les bons bords pour pointer l'étrave vers le port de Gijon à plus de 300 milles de là. La mer ne demande pas de penser mais d'agir, heureux seront ceux ayant fait le bon choix. ■

Fabian Cancellara : « Alaphilippe a encore le panache et le souhait de bien faire »

Thomas Le Bourdelles

L'ancien coureur suisse se dit ravi d'accueillir le Français au sein de son ambitieuse équipe Tudor.

L'heure du changement a sonné pour Julian Alaphilippe. Dans les rangs de la Soudal Quick-Step *(son actuelle dénomination, NDLR)* depuis 2013, le Français a fait le choix de ne pas prolonger au sein de la formation belge et de s'engager pour trois saisons chez Tudor Pro Cycling. Une signature officialisée le 19 août dernier. À 32 ans, l'ex double champion du monde va découvrir un nouveau projet ambitieux orchestré par une ancienne gloire du cyclisme : Fabian Cancellara.

« L'humain est au centre du projet. Nous ne sommes pas des athlètes, nous sommes avant tout des humains. Dans notre équipe, il y a des gens qui ont une vie sociale, privée et professionnelle. Si l'un de nous à un problème, une difficulté, nous voulons le savoir pour comprendre et l'accompagner. Nous voulons que tout le monde se sente bien », déclare au *Figaro* le propriétaire âgé de 43 ans, qui ne néglige pas le sportif : *« Nous voulons gagner des courses et continuer de développer notre équipe professionnelle et notre structure de jeunes en gardant les pieds sur terre. »* Sponsorisée par la marque de montres de luxe Tudor depuis 2022, la formation suisse a obtenu la licence ProTeam (deuxième division) l'année suivante et reste sur de très bons résultats en 2024.

« Nous avons passé un cap cette saison en recevant une invitation pour participer au Paris-Nice. C'est une fierté, et cela montre que l'organisation nous fait confiance. En échange et pour la remercier, nous avons remporté une étape (Arvid de Kleijn s'est imposé à Thoiry, étape 2). Mais ce n'est pas tout. Nous avons récidivé au Tour de Romandie en obtenant notre deuxième succès sur le World Tour. Les résultats sportifs sont bons. C'est une belle progression, mais nous ne voulons pas brûler les étapes, modère Cancellara, avant de se montrer ambitieux. *S'aligner sur une course pour dire "nous y étions" n'est pas notre objectif. Nous prenons le départ pour performer et sommes conscients qu'il nous manque des athlètes et des points pour en disputer certaines. Mais l'année prochaine, ce sera différent avec les arrivées de Marc Hirschi et Julian Alaphilippe. »*

Ce dernier n'a pas uniquement été recruté pour son bon coup de pédales. *« Première chose, il a les qualités humaines que nous recherchions. C'est un bon gars qui a su garder les pieds sur terre malgré ses bons résultats et son exposition médiatique. Lors des derniers JO à Paris, j'ai vu de la fierté dans ses yeux quand ses coéquipiers ont obtenu une médaille après la course en ligne. Il n'est pas égocentrique et ça, c'est très important dans une équipe*, explique d'abord le propriétaire de Tudor. *Sur le plan sportif, à l'image de Trentin arrivé la saison dernière, nous avons besoin de coureurs d'expérience. Julian va nous apporter la sienne. Il a encore le panache et le souhait de bien faire. Cette flamme pour le cyclisme l'anime toujours. »*

Mais comme avant chaque transfert, les deux parties ont dû entrer en relation. Libre à la fin de la saison 2024, le Français a laissé son agent établir les premiers contacts. *« Nous nous sommes rapprochés de l'agence qui travaille pour lui. Elle nous a mis en relation. Julian a ensuite échangé avec différents membres de l'équipe comme notre chef du sportif Ricardo Scheidecker (les deux hommes se sont côtoyés chez Quick-Step entre 2019 et 2022) qui lui ont présenté le projet »*, raconte Cancellara.

« Nous n'avons pas fait signer Julian pour participer au Tour. On l'a pris pour continuer de développer notre projet, notre structure »

Fabian Cancellara
Propriétaire de l'équipe Tudor

Le champion olympique du contre-la-montre en 2008 et 2016 a également parlé avec Julian : *« De mon côté je l'ai vu aux Jeux olympiques et eu au téléphone. Lors de nos appels, je ne lui disais pas "viens, viens, viens" mais plutôt "Si tu ne viens pas chez nous, ce n'est pas grave. Il y aura de la déception, mais nous respecterons ta décision". Je voulais qu'il soit content et fier de venir ici. Qu'il se sente bien pour pouvoir faire son travail correctement et prendre du plaisir. Il a décidé de nous rejoindre avec son cœur. »*

Sa compagne Marion Rousse a-t-elle impacté la décision de son homme ? Fabian Cancellara ne le sait pas, mais se permet une supposition. *« Vous savez, changer d'équipe, c'est aussi changer d'environnement, de cadre de vie. Marion connaît bien Julian, elle sait s'il a encore la motivation de faire du vélo et pendant combien d'années il peut encore l'exercer. Je pense que comme dans tous les couples, ils en ont parlé ensemble. Il a eu plusieurs propositions sur la table, dont celle de la TotalEnergies et la nôtre. Il a réfléchi et a dû en parler avec elle. »*

Quoi qu'il en soit, Alaphilippe sera officiellement un coureur de la formation Tudor au début de l'année prochaine et aura un rôle jugé *« simple »* par Cancellara. *« Julian devra juste continuer à exécuter ce qu'il fait depuis des années*, livre le propriétaire, qui insiste sur un point. *L'équipe, ce n'est pas seulement Julian. Marc Hirschi a aussi récemment signé. Les deux vont devoir s'aider mutuellement, mais également aider les autres athlètes. Tudor ne doit pas se résumer à Julian et à Marc. Nous sommes une équipe composée de coureurs ayant le niveau WorldTour, mais également de jeunes prometteurs. »*

Une formation qui mise aussi beaucoup sur ses jeunes pousses. Mathys Rondel en est un bel exemple. Il a terminé à la sixième place du classement général du Tour de l'Avenir 2023 (Tour de France des moins de 23 ans). En parlant de la Grande Boucle, l'arrivée de Julian Alaphilippe pourrait être bénéfique à Tudor au moment de la distribution des invitations pour la prochaine édition. Mais Cancellara l'affirme : *« Nous n'avons pas fait signer Julian pour participer au Tour. On l'a pris pour continuer de développer notre projet, notre structure. Quand nous y parviendrons, ce sera notre victoire. Après, il est évident que si nous recevons une invitation pour la Grande Boucle, nous n'allons pas la refuser. L'opportunité va être saisie, car c'est la plus grande course au monde. Mais il ne faut pas penser seulement au Tour. Le cyclisme ne se résume pas à ça. »* ■



ÉTIENNE GARNIER/PRESSE

« Nous sommes une équipe composée de coureurs ayant le niveau WorldTour, mais également de jeunes prometteurs », confie Fabian Cancellara.

EN BREF

Football : décès de Sven-Goran Eriksson

Sven-Goran Eriksson, entraîneur de renom, est décédé lundi à l'âge de 76 ans des suites d'un cancer du pancréas. Le Suédois a été le premier étranger sélectionneur de l'Angleterre (entre 2001 et 2006), un honneur qu'il n'a pas réussi à transformer en succès à la tête de la génération dorée des Beckham, Gerrard, Lampard et Rooney.

Baseball : un maillot vendu pour 24 millions de dollars

Un maillot de la légende américaine du baseball Babe Ruth a pulvérisé dimanche le record de l'objet sportif le plus cher jamais vu aux enchères. Ce maillot aux couleurs de l'équipe des New York Yankees, porté lors d'un match historique contre les Chicago Cubs, en finale des World Series en 1932, a été acquis pour 24,1 millions de dollars, frais et commissions inclus.

Louise Bourgeois dialogue avec les grands maîtres de la Galerie Borghèse

Valérie Duponchelle Envoyée spéciale à Rome

L'artiste née française et morte en star américaine se confronte avec force aux trésors de ce grand musée romain.

Louise Bourgeois, la lionne de l'art contemporain morte à New York en 2010, pouvait-elle se faire petite dans cet endroit extraordinaire qu'est la Galerie Borghèse, à Rome ? Cette artiste, née à Paris en 1911, devenue new-yorkaise à partir de 1938, a laissé des dessins extrêmement sensibles, testaments tracés d'une main tremblante et d'un rouge meurtri jusqu'à ses derniers jours. Et un œuvre sculpté à la fois sensuel et féroce, souvent monumental comme ses « Cells », ces cages symboliques qui résument les désirs et les angoisses de la vie, incarnation de tout ce qui se dévoile sur le divan du psy. Ses racines étaient en France, dans le plus bourgeois des contextes, comme en témoignaient son accent français en anglais et ses manières facilement glaçantes. Sa carrière se déroula outre-Atlantique, où la génération des jeunes artistes américains des années 1970 poussa à sa reconnaissance muséale.

Merveille baroque

Après la Tate Modern de Londres, le Centre Pompidou lui consacra au printemps 2008 une vaste rétrospective dans trois de ses espaces, exposant près de 200 œuvres (peintures, sculptures, dessins, gravures) de 1938 à 2007. En ressortait l'image d'une femme blessée dès l'enfance par l'amour dévorant porté à son père, volage et indélicat, l'ambivalence de ses sentiments envers sa mère, qui deviendrait une *Araignée* géante au pied du Guggenheim Bilbao et la rancœur tenace contre le couple de ses parents. À l'automne 2008, le Guggenheim de New York reprenait le flambeau et l'exposait dans la spirale blanche de Frank Lloyd Wright. Et la célébrait au contraire dans toute sa force virile et guerrière, comme une amazone qui sut transcender sa vie pour s'imposer en mythe vivant de l'art.

À Rome, au cœur de la Galerie Borghèse et de ses illustres habitants à demeure – le Caravage, le Bernin, Raphaël, Canova, les mosaïques de l'antique Rome –, les deux Louise Bourgeois sont les invitées de l'été. Cette farouche devait tenir tête au prestigieux passé sans le déranger en intruse trop violemment contemporaine. Tout était question de dosage et de justesse pour que ces deux mondes se parlent et s'enrichissent, sans en brimer aucun. Il a fallu tout le talent de leurs porte-parole pour que s'établisse le dialogue entre artistes au-delà des siècles. L'« Estate » de feue Louise Bourgeois est défendu par la galerie toute-puissante Hauser & Wirth, qui s'est ancrée à Paris en juin 2023. Prototype de la belle Romaine, élégante et francophone, Francesca Cappelletti est la directrice de la Galerie Borghèse, à Rome. Spécialiste du baroque italien et du mouvement caravagesque, cette historienne de l'art a contribué à la redécouverte de *L'Arrestation du Christ* du Caravage (aujourd'hui à Dublin) au début des années 1990. Elle parle avec l'assurance de l'universitaire et la saveur du gourmet de ces métamorphoses qui unissent ces artistes que tout, a priori, sépare.

Topiary (2005), de Louise Bourgeois, petit nu féminin en marbre blanc qui devient bourgeon, est sage comme une sculpture des Cyclades. La sculpture épurée est posée en orante dans le coin de la salle où explose la beauté d'*Apollon et Daphné*, 1622-1625, merveille baroque du Bernin où la grâce de Daphné, poursuivi par Apollon rendu fou d'amour par la flèche en or d'Eros, demeure lorsqu'elle se mue en laurier. Elle le dispute au mouvement du couple qui s'envole. Les quatre bras de marbre rosé dont les mains s'étreignent, *Untitled (N°7)* de Louise Bourgeois, 1993-2009, trouvent abri dans la salle nommée « Aeneas, Anchises et Ascanius » en hommage au Bernin. Une petite maison repose sur un bras de ce couple uni dans la pierre : à la fois un refuge et un piège, c'est un des motifs récurrents de Louise Bourgeois, qui a peint et sculpté nombre de femmes-maisons. C'est aussi un hommage à son assistant de toujours, son bras droit par excellence, Jerry Gorovoy, dont le corps apparaît souvent dans la sculpture de Louise Bourgeois et qui est aujourd'hui le gardien du temple. *La Verita* du Bernin, entre 1645 et 1652, nu voluptueux aux cuisses musclées et au drapé virtuose, montre combien la communion entre maître et modèle est affaire ancienne et éternelle.

Lorsque l'on pénètre dans la Galerie Borghèse, on est ébloui devant le tourbillon des grands maîtres, au pied desquels l'Antiquité romaine dispose ses merveilleuses mosaïques de Neptune, de Gorgone et de gladiateurs. La première salle réunit tant de chefs-d'œuvre ! En un seul regard : le *Jeune Bacchus malade*, dit l'*Autoportrait* du Caravage en Bacchus (1593-1595), son *Garçon à la corbeille de fruits*, qui inspirera Pasolini pour le giton rayonnant de toute son ambiguïté sexuelle de son film *Mamma Roma* en 1962 ; son *Saint Jean Baptiste* à la pose sensuelle et crâneuse ; son *Saint Jérôme* que la mort attend sur la table d'écriture…

Pendentif cannibale

Avec finesse et tact, l'équipe curatoriale a essaimé ses Louise Bourgeois au seul fil des correspondances, parfois surprenantes comme l'évidence. Toutes les salles n'en ont pas. Tous les Louise Bourgeois ne sont pas au cœur des collections comme des trophées. Avec un humour féroce et un sens aigu de la force visuelle de l'art, l'artiste a réduit en 1968 le sexe masculin à *Janus fleuri*, sorte de pendentif cannibale. Choquant ? Pas vraiment lorsqu'il est suspendu comme un trophée de guerre devant la fenêtre de la Galerie Borghèse, qui donne sur les jardins brûlants de la Villa Borghèse. Dans l'alcôve dort le fameux *Hermaphrodite endormi* du Bernin aux fesses rondes de femme et au sexe masculin. La mythologie grecque le disait fils d'Hermès et d'Aphrodite, le liait à l'épiphanie de Dyonisos. L'art n'a cessé d'explorer le mystère des corps. Le surréalisme, qui fête ses 100 ans à Beaubourg, le 4 septembre, en est la preuve. ■

« Louise Bourgeois, Unconscious Memories », à la Galerie Borghèse, à Rome, jusqu'au 15 septembre. Livret catalogue, Galerie Borghèse, 12 €.
La Villa Médicis expose aussi deux œuvres de Louise Bourgeois, l'installation « No Exit » et la tapisserie « Sainte Sébastienne » dans le salon de lecture exceptionnellement ouvert au public, jusqu'au 5 septembre.


STUDIO FOTOGRAFICO I. BESSI, CARRARA/© THE EASTON FOUNDATION/LICENSED BY SIAE AND VAGA AT ARTISTS RIGHTS SOCIETY (ARS), NY

CHRISTOPHER BURKE/ COURTESY OF GALLERIA BORGHESE/© THE EASTON FOUNDATION/LICENSED BY SIAE ITALY AND VAGA AT ARTISTS RIGHTS SOCIETY (ARS), NY

Louise Bourgeois dans son atelier de Pietrasanta, en 1967 *(à gauche)*. *Topiary* de Louise Bourgeois, 2005.

À Cherbourg, une peinture pleine d'avenir

Rodolphe Geisler Envoyé spécial à Cherbourg

Le Musée Thomas Henry propose un parcours original sur les modes de prédictions à travers les siècles. Éclairant mais souvent sombre.

Une jeune femme enturbannée et vêtue de riches étoffes semble perdue dans ses pensées. Accroupie devant elle, une autre femme, d'apparence plus humble, les cheveux défaits et pieds nus, étudie les cartes d'un jeu de tarot devant lesquelles un petit crabe a été transpercé d'un clou. Signée Jean-Claude Bonnefond, cette toile de 1830, dans le goût orientaliste alors très à la mode à l'époque, a été choisie pour illustrer l'exposition « Prédictions, les artistes face à l'avenir », qui se tient jusqu'au 16 octobre au Musée Thomas Henry de Cherbourg-en-Cotentin. Organisée en partenariat avec le Monastère royal de Brou (Bourg-en-Bresse) et labellisée « exposition d'intérêt national » par le ministère de la Culture, ce parcours, qui regroupe plus de soixante-dix œuvres, remontant pour la plus ancienne à un vase grec du VIIIe siècle avant J.-C., s'est donné pour mission de revisiter les différents modes divinatoires recherchés par les hommes depuis l'Antiquité jusqu'à nos jours. En réalité, souvent le fait de la pratique de… femmes, allant des sibylles gréco-romaines aux bohémiennes et cartomanciennes plus contemporaines.

Plutôt originale, l'exposition fonctionne. On s'interroge ainsi face à l'incrédulité des troupes troyennes de Priam devant les prédictions de Cassandre, notamment représentée par une toile de 1630 signée Dirck Metius et prêtée par le Louvre. On tremble plus loin avec une peinture de Théodore Chassériau de 1855 représentant les trois sorcières, aux visages repoussants et poilus, annonçant à Macbeth son funeste destin. Mais avant, on aura frémi plus encore devant l'apocalypse selon saint Jean revisitée, presque de façon chirurgicale, par Foujita. Converti au christianisme un an plus tôt, l'artiste franco-japonais y donne, à travers un immense triptyque de 1960, sa vision de la fin des temps où l'œil avisé reconnaîtra les Trompettes, les Quatre Cavaliers et la Jérusalem céleste. Face à la minutie des traits, la précision des scènes, Foujita dévoile là toute son érudition et laisse le visiteur sonné.

« À l'heure du dérèglement climatique, des menaces de guerres ou de nouvelles pandémies, le désir de connaître l'avenir et d'influer sur le futur continue de hanter les actions humaine »
Louise Hallet Commissaire et conservatrice du Musée Thomas Henry

Auguste Rodin, pour sa part, nous présente à travers un plâtre d'avant 1888, l'avarice et la luxure inspirée, elle aussi, du Jugement dernier. Que dire encore de cette immense toile (224 × 184 cm) intitulée *Les Saltimbanques* de Gustave Doré et peinte en 1874, sinon retenir ses larmes, face au drame qui se joue ? Celui de cette cartomancienne serrant dans ses bras le corps ensanglanté de son enfant, sans doute victime d'une chute de trapèze, et devant laquelle sont disposées des cartes, dont un as de pique annonciateur de malheur. Plus loin, on remarquera un petit portrait, une miniature sur ivoire, de mademoiselle Lenormand, qui, sous la Révolution puis l'Empire, fit part de sa « voyance » à Danton, à Robespierre, mais aussi à Joséphine.

Pour monter cette exposition sur « les croyances divinatoires et a priori », dont le parcours débute par une grande huile sur toile (146 × 114 cm) de 1968 signée par Marc Chagall réinterprétant le prophète Isaïe recevant la parole de Dieu, les commissaires de l'exposition, au nombre de quatre en comptant ceux du Monastère royal de Brou, ont obtenu les prêts d'une quarantaine de musées français. Pour Louise Hallet, commissaire et conservatrice du Musée Thomas Henry, ce parcours, décliné en six salles allant chronologiquement des oracles de l'Antiquité aux diseuses de bonne aventure plus récente, en passant par les astrologues, interroge aussi sur notre présent. « *À l'heure du dérèglement climatique, des menaces de guerres ou de nouvelles pandémies, le désir de connaître l'avenir et d'influer sur le futur continue de hanter les actions humaines* », observe-t-elle.

Faut-il en avoir peur ? L'exposition démontre plutôt que chaque époque a eu ses doutes et ses craintes envers le ou les futurs. De quoi laisser le visiteur perplexe face à l'avenir. Les commissaires n'ont pas accompagné l'exposition d'audioguides. Mais, sur réservation, des visites commentées (7 euros) pour déchiffrer chacune de ces soixante-dix œuvres sont proposées par la médiatrice culturelle du musée. ■

« Prédictions, les artistes face à l'avenir », au Musée Thomas Henry de Cherbourg (50), jusqu'au 16 octobre. Catalogue aux Éditions In Fine Éditions d'art, 176 pages, 25 €.



***Une sorcière tirant les cartes à une jeune femme sur l'île d'Ischia* de Jean-Claude Bonnefond, 1830.** MUSÉE NATIONAL DU CHÂTEAU DE COMPIÈGNE, DÉPÔT DU MUSÉE DU LOUVRE RMN-GRAND PALAIS/DANIEL ARNAUDET

Nicolas Valeano

Skoda Superb, classe affaires

La quatrième génération de la grande berline tchèque partage sa base technique avec la dernière VW Passat et poursuit sa montée en gamme.



La nouvelle Superb, digne représentante des routières classiques, est dotée d'un coffre de 645 litres et d'un équipement pléthorique. ŠKODA AUTO :

Depuis qu'elle est dans le giron de Volkswagen, la marque Skoda s'est toujours positionnée un cran au-dessus de chaque segment pour offrir un bonus à ses acheteurs, en plus de prix très compétitifs et de petites astuces appréciables, comme l'intégration d'un parapluie dans la porte conducteur. Aujourd'hui, elle monte sérieusement en gamme et elle n'a aucun complexe à le faire, surtout face à sa maison mère. La firme tchèque s'est même vu confier le développement de la dernière Passat, cousine très proche de cette nouvelle Superb et uniquement disponible en break. Elles partagent ainsi la dernière évolution de la plateforme MQB, nommée MQB Evo, et sont produites dans la même usine à Bratislava, en Slovaquie.

Sous le capot, trois motorisations sont au programme. L'entrée de gamme est assurée par un 4-cylindres micro-hybride de 150 ch, soit la même puissance que le classique diesel TDI essayé ici, qui reste très prisé des professionnels effectuant de longs trajets. Enfin une version hybride rechargeable de 204 ch nommée iV est prévue dans un second temps, au plus tard l'année prochaine. Affichant une grande autonomie électrique (environ 135 km), sa batterie de 25,7 kWh peut repasser de 0 à 80 % en 26 minutes grâce à sa capacité de recharge rapide à 50 kW. Toutes ces variantes sont assorties exclusivement d'une transmission robotisée DSG à 7 rapports ; la boîte manuelle ne fait plus partie du vocabulaire de la Superb.

Des lignes sobres

Dans un style très sage, aussi bien pour la berline que pour le break, la nouvelle Superb est un grand vaisseau routier de 4,90 m (4,91 m en berline) avec un long empattement de 2,84 m. Son aérodynamique a été particulièrement soignée, avec un remarquable C*x* abaissé à 0,23. Dans le détail, on relève une calandre avec des barrettes verticales au relief marqué, un regard acéré avec des projecteurs Matrix LED multi-optiques et un capot creusé pour plus de dynamisme. La ligne de la berline tricorps cache en réalité un vaste hayon qui donne un bel accès à la malle géante de cette voyageuse : 645 litres sous la tablette arrière, à peine moins que le break, qui propose 690 l. De quoi prendre la route des vacances sans gêner aucun des passagers.

L'habitacle de la Superb offre une très belle qualité de fabrication et des matériaux flatteurs, comme les crosses de portières avec un revêtement molletonné ou la jolie grille qui parcourt la planche de bord et qui cache les aérateurs. Au centre, trône une vaste tablette de 12,9 pouces regroupant toutes les fonctions. Circuler dans les menus est d'une grande simplicité. Le système offre une bonne ergonomie en adoptant la dernière génération du logiciel du groupe VW, qui autorise une organisation personnalisée des boutons de commandes, qui restent affichés en permanence près des bordures. En complément, la climatisation et certaines fonctionnalités, comme les modes de conduite, sont accessibles via trois molettes intégrant chacune un mini-écran, elles aussi programmables, appelées « smart dials ». Pratique et esthétique. Enfin, l'incontournable IA est désormais de la partie, avec un assistant vocal de bord boosté avec ChatGPT, tandis que, parmi ses nouvelles fonctionnalités, la Superb est compatible avec une future fonction de paiement pour le parking et le carburant.



Sous le **capot**

Moteur	
Type	4 cylindres turbo diesel
Puissance	150 ch
Couple	360 Nm
Transmission	
Type	Traction
Boîte	auto. double embrayage 7 vit.
Dimensions/poids	
L/l/h	4912×1849×1481 mm
Coffre	645 l
Poids	1587 kg
Performances	
0-100 km/h	9,2 s
Vitesse	225 km/h
Consommation/émissions	
Mixte UE	4,9 l/100 km
Émissions CO_2	129 g/km
PRIX	**47880 €**

Seule fausse note : l'intégration un peu hasardeuse de l'écran d'instrumentation numérique de 10,25 pouces. Il déborde de la casquette arrondie qui le surplombe. Aux places arrière, difficile de ne pas se sentir à l'aise. L'immense espace réservé aux passagers leur permet d'étendre les jambes. La Superb s'apparente à une vraie petite limousine, ce qui la différencie largement des premium allemands dans sa catégorie de prix (BMW Série 3, Mercedes Classe C, notamment), mais aux places arrière plus limitées.

Très bon niveau de confort

Au volant de la version TDI 150 ch berline dans sa finition de base, mais toutes options, on retrouve les sensations bien connues d'un coupleux diesel du groupe Volkswagen. Sonore à l'accélération (mais sans vibrations), il se fait complètement oublier une fois sur autoroute, son domaine d'excellence. À 130 km/h, la consommation reste nettement sous les 6 litres aux 100 km et elle peut aisément descendre à moins de 5 l/100 km sur route avec le pied léger. Une sobriété remarquable pour une voiture de cette catégorie.

La Superb peut bénéficier de la suspension active DCC Plus, qui utilise des amortisseurs avec des valves distinctes pour la compression et la détente. Les différents modes de conduite ou les réglages manuels personnalisés permettent d'affiner son action, mais, même en mode sport, la berline tchèque reste d'un très bon niveau de confort. On regrette juste des bruits de roulement assez perceptibles, même sur bons revêtements. Le comportement rappelle les atouts des berlines, en comparaison des SUV plus lourds et au centre de gravité plus élevé. Efficacité et sérénité accompagnent les voyages. Naturellement, la stabilité à bonne vitesse est assurée par l'empattement long et l'amortissement soigné. Quant aux aides à la conduite les plus intrusives, elles peuvent heureusement être désactivées en quelques rapides étapes au moyen d'un bouton au volant ou dans l'écran central.

Skoda profite de la montée en gamme pour relever les tarifs. Certes, l'équipement reste très généreux dès l'entrée de gamme, nommée Sélection, mais il faudra tout de même débourser 44380 € pour l'essence et 47880 € pour le diesel. Baptisée Laurin & Klement, la finition supérieure fait un bond de presque 9000 €, assurant une présentation plus raffinée, avec une sellerie cuir, de confortables sièges chauffants, ventilés et massants et une sono signée Canton, et elle embarque de série la suspension active. Compter 1100 € de plus pour les versions break, vendues plus cher que la Volkswagen Passat : tout un symbole. ■

NOTRE AVIS

La Superb n'a plus peur d'afficher ses ambitions. À la montée en gamme, perceptible à travers sa qualité de présentation et son équipement pléthorique, la routière tchèque ajoute une hausse des tarifs qui se permettent, c'est nouveau, de dépasser la Passat. L'avenir dira si ce positionnement est judicieux, mais la Superb s'affiche comme une digne représentante des routières classiques, notamment avec l'atout économique du diesel pour les gros rouleurs et, dans quelques mois, avec une solution hybride rechargeable performante.

Renault Symbioz, le Captur des familles

Sylvain Reisser

À partir de son SUV compact, la firme au losange décline une version rallongée plus habitable et plus polyvalente.

La firme au losange pousse la logique des poupées russes à son paroxysme, décelant un espace entre ses SUV Captur et Austral pour un nouveau véhicule de loisirs du segment C. Baptisé Symbioz, le dernier-né porte la gamme des SUV Renault à sept modèles. Du Captur dont il dérive, ce nouveau véhicule s'en distingue par un allongement de la partie arrière de 170 mm sans toucher à l'empattement pour porter la longueur à 4,41 mètres. Il y ajoute un traitement spécifique du style. Avec ses feux en forme de flèches horizontales, la poupe renvoie ainsi au dernier Scenic électrique. Ce nouveau gabarit profite à l'espace arrière. Il est possible d'arbitrer entre la place aux jambes des passagers ou le volume de coffre grâce à une banquette pouvant coulisser sur une amplitude de 160 mm. Selon sa position, la capacité d'emport dernier varie de 492 à 624 litres. Banquette arrière rabattue, le plancher complètement plat peut accepter jusqu'à 1582 litres de chargement et des objets mesurant jusqu'à 1,68 m de long.

Une seule motorisation

À l'avant, économie d'échelle oblige, on retrouve la planche de bord et la tablette centrale accueillant le système multimédia du Captur sous environnement Google. Une finition Esprit Alpine s'accompagnant d'une sellerie et de sièges spécifiques est aussi proposée. Ce qui va changer la vie des occupants, c'est le toit en verre panoramique opacifiant Solarbay réservé jusqu'ici aux catégories supérieures et proposé en option à 1500 euros. La version Iconic multiplie les raffinements : sièges avant électriques et chauffants, caméra à 360 degrés et hayon main libres.

La gamme se limite à une seule motorisation : le 4-cylindres E-Tech hybride de 145 ch. Il réserve un agrément similaire au Captur. La batterie de 1,2 kWh se recharge très vite en roulant. Le système s'attache à basculer le plus souvent possible en électrique, que ce soit en ville ou même sur la route, au moindre lever de pied et jusqu'à des vitesses supérieures à 80 km/h. Résultat : sa sobriété est exemplaire avec une consommation qui n'a jamais dépassé 5,2 l/100 km, ce qui corrobore l'homologation à 4,7 litres, soit des émissions de CO_2 de 105 g/km. La fonction E-Save maintient la charge de la batterie. Enfin, le confort ne s'est pas avéré aussi élevé qu'attendu. Aux bruits de roulement qui nous rappellent que le Symbioz n'est pas aussi bien insonorisé qu'un Austral, il faut ajouter des percussions sur un revêtement dégradé.

À iso-finition (Techno), l'écart de prix est de 3400 euros avec le Captur. Un supplément justifié compte tenu des prestations plus élevées. ■



Conçu à partir du Renault Captur, le Symbioz se distingue par un allongement de la partie arrière et un style spécifique. RENAULT

MOTS FLÉCHÉS N° 3919

GRAND BANDITISME / PROFONDES APATHIES – TOTAL DES VENTES / ACTIVITÉ MÉCANIQUE – PRÉFIXE PRIVATIF / LIÉ AU DIVIN – L'HOMME AU DIVAN... / UN BON MOMENT – SYMBOLE DU ZIRCONIUM – PROPRE ET NET / POLI – AXE DE CARTE / DONNER UNE SÉPULTURE – LOT À MONTER / PÂTÉ DE CAMPAGNE – CHÂTEAU DE LA LOIRE / ÉPROUVÉ – BASE DU TEMPS INTERNATIONAL – ENTENTE VOLONTAIRE / IL VIT ISOLÉ – DOCUMENT ENVOYÉ PAR UNE LIGNE

DÉCÉLÉRATION / ÉBAHIR

ART JAPONAIS / ATTIRE L'ATTENTION – CÉLÈBRE BATAILLE DE L'EMPIRE – ALCOOL CANADIEN / ATAVISME – BIEN, MAIS EN MOINS BIEN – IL Y A DES POURRIS PARMI EUX – ÉLIMINE CE QUI NE VA PLUS / CALAMITÉ

COPIER ILLÉGALEMENT / CANDIDE – ANCIEN BATEAU / AVANT LES AUTRES – MOU AUSSI

DU BOIS MESURE / AMBULANTES – INTELLIGENCE DES ROBOTS – CANCRE QUI PORTAIT UN BONNET – AMOUR ANIMAL / FROIDES SAISONS – MATIÈRE DOUCE / NÉCESSAIRE D'ÉCOLIER

INFLAMMATION NASALE / GRAVE PÉNURIE – HORLOGES – RELEVÉE PAR LE CHEF

ÉCOLE DE CADRES SUPÉRIEURS / HERBAGE – C'EST PEU DE N'EN AVOIR QU'UN – MÈRE D'OURANOS / POÈTE LATIN – BOÎTES DE BIJOUX / IMAGE, PORTRAIT – ÉLIMÉE / LA SUISSE – TAXES NON INCLUSES

COLLE PARFAITEMENT / FLEUVE DU NORD – HISTOIRE NOCTURNE / BRIDE DE CHEVAL – PHARMACIEN MÉTHODIQUE / CENTILITRE – INDICE DE CHIMISTE

MONTAGNE DE THESSALIE – ION NÉGATIF / LIEU PROTÉGÉ – CUIRE DES BEIGNETS / ADMIRATEUR – CENTRE HOSPITALIER / AGENT SPÉCIALISÉ – ELLE TOMBE CHAQUE SOIR

DÉLICES AU CHOCOLAT / EFFET SONORE – ÉMETTEUR LUXEMBOURGEOIS / ATTRAPÉ – CÔTÉ DU SOLEIL / DEVANCÉ – CONTESTATION DES GENS ASSIS – VA OÙ BON LUI SEMBLE

INDIQUE UNE PROPRIÉTÉ / EUT L'IDÉE – PREMIÈRE ÉPOUSE DE JACOB / PAS BÂCLÉE – DROIT QUI PRIMAIT (D') / FONÇAI – RÉPARE UN OUBLI EN FIN DE LETTRE – AFFAIBLIE PAR LE SERVICE / ENCERCLÉ

AUTORISATION D'ABSENCE / CUBE DE JEU – QUI N'EST PAS À L'ORAGE – IL EST HABITUÉ À FAIRE DU BLÉ

ARBUSTE À FLEURS JAUNES – TRESSES DE FILS / PALACES FLOTTANTS – INTERVENIR EN CONSÉQUENCE – RELIGIEUX INDIEN / LÉGUME TROPICAL – SEPTIÈME À OLYMPIE – IL EST DISPUTÉ SUR LE COURT – CHAMBRES

OS DE BARBUE / BEUGLER, BRAMER – CHOSE INDISPENSABLE / OUI, CERTES

MANGEOIRE / APPAREIL DE RADIOLOGIE – COMPAGNIE RÉDUITE / ARTICLE ANDALOU – ÉTAT DE SÉCHERESSE / CAILLE – LA ROUPIE Y EST MONNAIE COURANTE – AU SORTIR DU BAIN / FILLE DE ZOLA – IL EST UNIQUE COMME SAINT

D'ASPECT RUGUEUX / DEVOIR SCOLAIRE – DE NOUVELLE-ÉCOSSE / POCHON – DEVANT UN PRÊTRE / TROIS À POMPÉI

DAME DE FER / CHEMINÉES – D'UNE VILLE BELGE / SOCIÉTÉ ANONYME – FAIT LE BONHEUR DU CINÉPHILE – MIS DANS UN FOURREAU / ÉCRAN FAMILIER

OBLIGATION D'ALLER VIVRE AILLEURS – PEUT SE MANGER OU SE SIFFLER – CONTESTER

FORME LE PRONOMINAL – LUEURS MATINALES – PRIÉ DE PASSER À TABLE – PAS GÊNÉ AUX ENTOURNURES

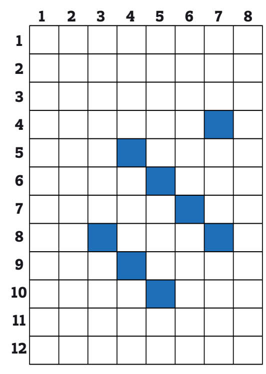
MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

PROBLÈME N° 6694

HORIZONTALEMENT
1. Couvre-chef d'un Chevalier. – **2.** Laisse passer de grosses coquilles. – **3.** Baisses du débit. – **4.** Passée en avance. – **5.** Ouverture de l'Atlantique. Alimente de célèbres chutes. – **6.** Ne va plus au casino. Suite et fin. – **7.** A établi un contact physique avec la bergère. Lien littéraire. – **8.** C'est la fin des haricots. Porteur. – **9.** Tourne sans montrer toute sa gorge. Fête de l'union. – **10.** S'allonge d'un anneau à chaque mue. Dévora mère-grand. – **11.** Ils manient la spatule et le râteau. – **12.** Observe en sous-marin.

VERTICALEMENT
1. Elle fait des études en parallèle. – **2.** Cornes ou trompes. – **3.** Régalés. Syrienne multimillénaire. – **4.** Rafraîchit le pays bigouden. Œuvre pie. Beau blond barbu. – **5.** Personnalisée, pour une auto. Monnaie d'âne. Le pis lui arriva. – **6.** Transforme le blanc en jaune. Couteau d'écailler. – **7.** Sa tenue est légère. À la fin, signale une inflammation ou une imminente dispersion. Traqueur d'infiniment petit. – **8.** Ne porte pas atteinte.



SOLUTION DU PROBLÈME N° 6693

HORIZONTALEMENT **1.** Immergés. – **2.** Neuvième. – **3.** CRS. Froc. – **4.** Oves. Euh. – **5.** Néants. – **6.** Silos. – **7.** Tl. Babar. – **8.** Altérité. – **9.** Néo. Item. – **10.** Curas. Li. – **11.** Estimées. – **12.** Seulette.

VERTICALEMENT **1.** Inconstances. – **2.** Merveilleuse. – **3.** Muséal. Tortu. – **4.** EV. Snobé. Ail. – **5.** Rif. Tsarisme. – **6.** Gérés. Bit. Et. – **7.** Émou. Batelet. – **8.** Sèche. Remise.

BRIDGE

Par Philippe Cronier www.lebridgeur.com

PROBLÈME N° 3392 : Toujours temps

♠ R V 4
♥ 10 8 7 4
♦ 8 4 3
♣ 5 3 2



♠ A 5
♥ –
♦ A R 7 5
♣ A R D V 9 6 4

Contrat : Sud joue **6 Trèfles**, après une ouverture de 1♠ en Ouest (Tous vuln.).

Entame : 10 de ♠.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 3391 : Sous la dent

Contrat : Sud joue **4 Cœurs**.
Entame : 3 de ♦ pour le Roi d'Est.

Le Roi d'atout doit être bien placé, sinon vous êtes condamné à perdre au moins quatre levées. Dans cette hypothèse, êtes-vous sûr de l'emporter même si les ♣ sont 3-2 ? Imaginez qu'Est puisse prendre la main lors de l'affranchissement de cette couleur, vous courez alors le danger de concéder quatre plis si l'As de ♠ gît en Ouest (deux ♠, un ♦ et un ♣).
Pour éviter pareille mésaventure, voici la ligne à suivre : après l'As de ♦, montez au mort au Roi de ♣ et appelez la Dame de ♥ pour forcer le Roi d'Est. Purgez les atouts, en trois tours au besoin, puis encaissez l'As de ♣ (**élimination partielle**) avant de sortir au Valet de ♦.
Ouest va prendre la main et rejouer soit A de ♠ et ♠ (vous ferez votre Roi puis une coupe à ♠), soit ♦ en coupe et défausse. Dans ce dernier cas, vous aurez soin de défausser un ♠ du mort et de couper en main avant de rejouer ♣ : même si Est prend la main, la défense n'a désormais plus qu'un ♠ à se mettre sous la dent...

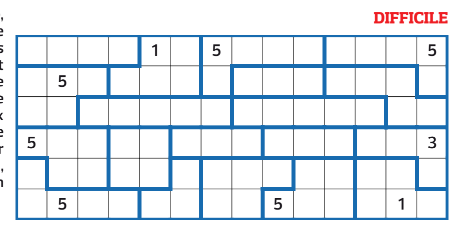
Nord : ♠ 7 4 ♥ D 5 4 3 ♦ 5 4 ♣ R 8 6 5 4
Ouest : ♠ A V 3 2 ♥ 2 ♦ D 9 7 6 3 2 ♣ 10 9
Est : ♠ D 10 9 8 ♥ R 7 6 ♦ R 10 8 ♣ D V 7
Sud : ♠ R 6 5 ♥ A V 10 9 8 ♦ A V ♣ A 3 2



KEMARU N° 28

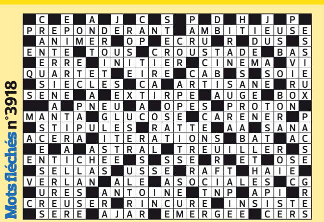
DIFFICILE

Complétez la grille, chaque zone entourée de gras contenant tous les chiffres entre 1 et sa taille (par exemple 1, 2 et 3 pour une zone de trois cases). Deux chiffres identiques ne peuvent se toucher horizontalement, verticalement ou en diagonale.



SOLUTIONS DES JEUX DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

Mots fléchés n°3918


C E A J C S P D H J P
PREPONDERANT AMBITIEUSE
ANIMER OP ECRU R DUS S
ENTE TOUS CROUSTADE BAS
ERRE INITIER CINEMA VI
QUARTET EIRE CAB S SOIE
SIECLES CA ARTISANE RU
SENE A EXTIRPE AUGE BOX
A PNEU A OPES PROTON
MANTA GLUCOSE CARENER P
STIPULES RATTE AA SANA
ACERA ITERATIONS BAT AC
E ASTRAL TREUILLERS S
ENTICHEE S SSE R ET OSE
SELLAS USSE RAFT HAIE
VERLAN ALE ASOCIALES CG
URES ANTOINE TNP API R
CREUSER RINCURE INSISTE
SERE AJAR EMERGEE CERS

Ronde des mots n°8

LIGNE 1 : DÉTAIL, DÉRATÉ, TENDRE, STERNE, SOUMET.
LIGNE 2 : ALADIN, ASTRAL, DÉGÂTS, RODAGE, MIKADO.
LIGNE 3 : DEXTRE, RELAXÉ, ARÉOLE, ANISER, ALEVIN.



Une vie de guerrière olympique

Emmanuelle Litaud

Le documentaire « Sara Balzer, d'argent et d'acier » retrace le parcours sinueux qui a mené l'escrimeuse jusqu'aux JO.

Elle a été l'une des héroïnes des Jeux de Paris 2024. Sara Balzer, médaillée d'argent au sabre, a fait vibrer les Français. Même si elle visait l'or (remporté par sa compatriote Manon Apithy-Brunet), la numéro 1 mondiale de la discipline a réalisé son rêve d'enfant.

Celle qui a commencé l'escrime pour faire comme sa grande sœur rencontre, à 9 ans, Julien Pillet, médaillé d'or à Athènes et alsacien, comme elle. *« Je me suis alors dit que je voulais faire les Jeux. Après, la route était tracée. Quand je rentrais chez moi, je ne pensais qu'à ça : comment progresser... »*, se souvient-elle dans le documentaire *Sarah Balzer, d'argent et d'acier*, qui la suit avant, pendant et après les Jeux olympiques et est diffusé ce soir sur France 2. De l'Insep, où elle s'entraîne avec une impressionnante assiduité, jusqu'à Strasbourg, fief de sa famille, où elle a grandi, la championne de 29 ans y dévoile sa vie et retrace son parcours. Elle revient, par exemple, sur les lieux de son adolescence, le club d'escrime de ses débuts, mais aussi les établissements où elle a suivi sa scolarité et avait écrit dans la case destinée au métier qu'elle souhaitait exercer *« championne olympique »*.

Bulle de protection

Le film met en lumière son quotidien, rythmé par les entraînements personnalisés avec son coach, l'ancien champion olympique Mathieu Gourdain, qui la connaît mieux que personne, et d'entretenir son esprit de guerrière, agrémenté d'une envie de toujours s'accomplir davantage. *« Je suis très peu souvent satisfaite. Je me dis que j'aurais pu faire mieux, que j'aurais pu faire plus... J'aimerais penser différemment avec davantage de légèreté, de bienveillance envers moi-même »*, admet-elle. Le documentaire permet aussi de plonger dans les méandres psychologiques d'une athlète de haut niveau qui s'apprête à participer aux Jeux à domicile en tant que favorite. Un rang que cette passionnée du geste et de la technique ne reniait pas, mais qu'elle ne trouvait pas tout à fait réaliste quelques mois avant la compétition. *« C'est un statut qui n'est pas facile à gérer. Ça met la pression parce qu'on se dit que, si on se loupe, ça sera une contre-performance. Je comprends que l'on puisse le dire, mais ce n'est pas la réalité. Je n'ai jamais fait les Jeux olympiques en individuel et je n'ai pas encore eu de médaille mondiale. Je ne me considère pas comme favorite pour gagner les Jeux, voilà la vérité et la bulle que je me construis pour me protéger. »* À quelques semaines de l'échéance, sa course à la performance est stoppée par plusieurs blessures. Après trois mois sans combat, elle revient sur la scène internationale en mars 2024 avec une perte de repères et de confiance en elle. Sans compter la crainte de se blesser à nouveau avant l'ultime rendez-vous. Surmonter les doutes et les angoisses représente alors un objectif aussi crucial que passionnant. Ce film dévoile les chemins escarpés et les sacrifices qui ont été nécessaires à Sara Balzer pour suivre le destin qu'elle s'était tracé : réaliser son rêve d'enfant et remporter une médaille olympique devant son public. ■

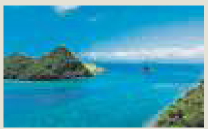

BLACK DYNAMITE FILMS/FTV

Le film met en lumière le quotidien de Sara Balzer, rythmé par des entraînements personnalisés.

« Sara Balzer, d'argent et d'acier »
À 23 h 10, sur France 2
Notre avis : ●●●○

TF1

21.10
Koh-Lanta
Téléréalité



Prés. : Denis Brogniart. 2h25. La tribu maudite. Inédit. Les candidats vont découvrir une grande nouveauté : la Tribu Maudite, qui va bouleverser tout ce qu'ils pensaient connaître de l'émission et doivent tout faire pour éviter d'intégrer cette équipe.

23.35 Canap 89. Magazine. Prés. : Étienne Carbonnier.

France 2

21.10
Bleu, blanc, or : nos 100 chances de médailles



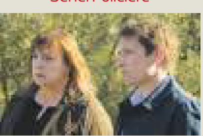
Emission spéciale

Prés. : Laurent Luyat, Cécile Grès. En direct. Un tour d'horizon des chances de médailles des athlètes paralympiques français, lors des Jeux de Paris.

23.10 Sara Balzer, d'argent et d'acier. Documentaire. Réal. : Florent Bodin.
00.01 Défi Madiba, une aventure sportive, humaine et solidaire. Doc.

France 3

21.13
La stagiaire
Série. Policière



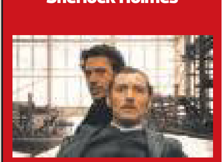
Fra. 2023. Saison 9. Avec Michèle Bernier, Antoine Hamel. 2 épisodes. Inédit. Les juges Delcourt et Meyer enquêtent sur la mort d'un médecin dans une forêt des environs de Marseille. Son entourage, mais aussi ses patients, sont soupçonnés.

22.49 La stagiaire. Série. Policière. La stagiaire. Avec Michèle Bernier.

À LA DEMANDE

prime

Sherlock Holmes

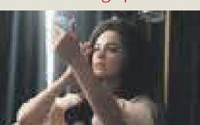


Le réalisateur britannique Guy Ritchie a parfaitement réussi son coup : en remettant au goût du jour les aventures du plus célèbre détective né sous la plume de Sir Arthur Conan Doyle, ce film propose un savant mélange d'action et de réflexion dans une ville de Londres gothique à souhait. Pour incarner le héros, Robert Downey Jr. imprime son style bien à lui. Flanqué de son fidèle assistant Watson (Jude Law) et d'un casting relevé, avec Rachel McAdams, Mark Strong et Kelly Reilly, Sherlock Holmes se lance sur les traces d'un ennemi diabolique, dans un jeu de pistes sombre et truffé de pièges dangereux. À voir ou à revoir sans modération, pour un moment de cinéma divertissant et de bon aloi.



Canal+

21.07
Priscilla
Film. Biographie



EU/Ita. 2023. Réal. : Sofia Coppola. 1h51. Avec Cailee Spaeny. En 1959, Priscilla, une adolescente, rencontre Elvis Presley. C'est le début d'une histoire d'amour mais aussi d'emprise, puis celle d'une émancipation.

22.58 Le Tourbillon de la vie. Film. Drame. Avec Lou de Laâge.



Arte

20.55
La nuit des longs couteaux
Documentaire



Fra. 2020. Réal. : Marie-Pierre Camus, Gérard Puechmorel. 1h35. En archives et éclairages d'historiens, un décryptage de cette « Nuit » de trois jours qui vit les nazis commettre une vague d'assassinats politiques en été 1934.

22.30 Le piège : Exécution du fils d'un mollah. Documentaire. Inédit.

M6



21.10
9-1-1
Série. Dramatique

EU. 2024. Saison 7. Avec Angela Bassett, Peter Krause. 2 épisodes. Inédit. Athena et Bobby embarquent pour leur croisière de lune de miel, mais lorsque le devoir les appelle, leurs vacances sont mises en suspens.

22.45 9-1-1. Série. Dramatique.4 épisodes. Avec Angela Bassett.



C8

19.40 Animaux à adopter. Doc.

21.10 L'antidote
Film. Comédie. 2005. Réal. : Vincent De Brus. 1h39. Avec Christian Clavier, Jacques Villeret. Un grand patron, qui souffre de troubles de l'élocution, découvre que la simple présence d'un comptable résout ses difficultés.

22.49 Le prix à payer. Film. Comédie. Avec Christian Clavier, Nathalie Baye.



W9

19.50 Un dîner presque parfait. Jeu.

21.10 Astérix et les Indiens
Film. Animation. All/Fra/Esp. 1994. Réal. : Gerhard Hahn. 1h15. Alors qu'ils tentent de tirer le druide Panoramix d'un mauvais pas, Astérix et Obélix découvrent l'Amérique et sympathisent avec ses habitants.

22.25 Astérix et Cléopâtre. Film. Animation.



TMC

18.45 Burger Quiz. Jeu. 3 épisodes.

21.25 90' Enquêtes
Magazine. Prés. : Tatiana Silva. 1h25. Cambrioleurs, chauffards : l'été chaud des policiers du Nord ! Inédit. Valenciennes est réputée pour la chaleur de ses habitants, les Ch'tis. Durant l'été, la police veille sur leur sécurité.

22.50 90' Enquêtes. Magazine. Prés. : Tatiana Silva.

France 5

20.06 Oasis. Documentaire.

21.00 J'irai dormir chez vous
Documentaire. Fra. 2018. Réal. : Antoine de Maximy. 0h52. Kiribati. Antoine découvre la République des Kiribati, composé d'une trentaine d'atolls dans le Pacifique : un lieu hors du temps, dans des eaux turquoise.

21.52 Comme par magie. Doc. Inédit.
22.46 C dans l'air. Magazine.



RMC Découverte

18.15 Chercheurs d'opale. Doc.

21.10 Patrouille de France : la techno des Top Gun français
Documentaire. Fra. 2024. 1h25. Inédit. La Patrouille de France fait rayonner l'aéronautique militaire française dans le monde. Elle est considérée comme l'une des meilleures formations acrobatiques au monde.

22.35 Istres 125 : base aérienne XXL.

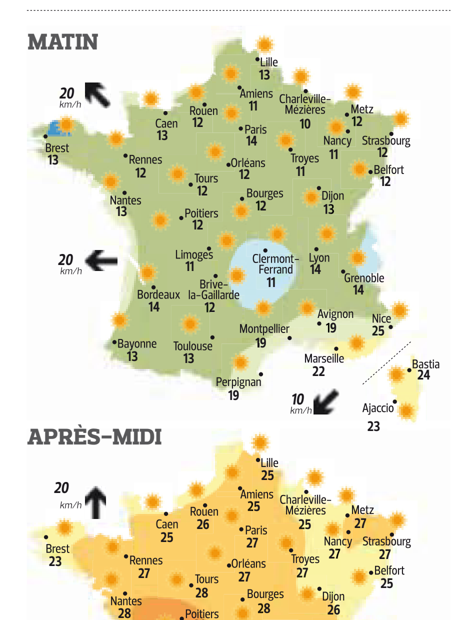
Histoire TV

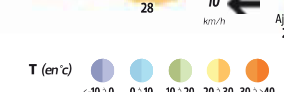
19.55 Mad Men : les hommes de la pub. Documentaire. Les années 1970.

20.50 L'Armée rouge
Documentaire. Fra. 2021. Réal. : Michaël Prazan. 1h55. 2 épisodes. Victorieuse des contre-révolutionnaires, puis purgée par Staline, l'Armée rouge s'engage contre Hitler.

22.45 Les batailles cachées de la Libération de Paris. Documentaire.

ÉPHÉMÉRIDE Ste-Monique
Soleil : Lever 07h01 – Coucher 20h42 – Dernier quartier de Lune

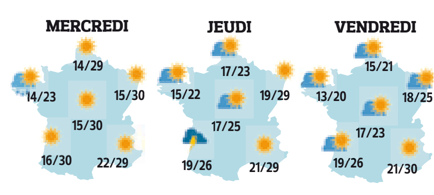




LE TEMPS AILLEURS...



ALGER	24/28	AMSTERDAM	13/24	ATHÈNES	24/33
BARCELONE	24/29	BELGRADE	23/32	BERLIN	13/26
BERNE	12/24	BRUXELLES	12/25	BUDAPEST	20/32
COPENHAGUE	15/22	DUBLIN	18/20	LISBONNE	17/28
LONDRES	15/24	MADRID	21/35	PRAGUE	15/25
RABAT	20/24	ROME	23/34	TUNIS	23/33





deuils

Saint-Nom-la-Bretèche (Yvelines).

Rémi et Valérie Aguer, ses enfants,

Louise, Antoine et Victor Aguer, ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Marie-Jo AGUER
née Imart,
veuve de
Jean-Louis Aguer

survenu le 23 août 2024, à l'âge de 89 ans, à Maisons-Laffitte.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de Saint-Nom-la-Bretèche, 2 bis, rue Charles-de-Gaulle, le vendredi 30 août, à 10 h 30, suivie de l'inhumation au cimetière de Saint-Nom-la-Bretèche.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Claude Audi et sa famille, Carole Codsi et sa famille, Elie-Pierre Sabbag et sa famille

ont la tristesse de faire part du décès de leur mère,

Lucienne AMIRAULT
née Bart.

La cérémonie et l'inhumation ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Une pensée pieuse est demandée à tous ceux qui l'ont connue et aimée.

lucienneamirault@icloud.com

Marie-France Bachelier, son épouse,

Sébastien et Anne Réveillard, Edward et Charlotte Miermont, Paul-François et Cécile Bachelier, Jean-Baptiste et Sixtine Prévost, ses enfants,
Marine, Baptiste, Louis, Aude, Stanislas, Agathe, Gaspard, Juliette, César, Camille, Clémence, Adrien, Basile et Céleste, ses petits-enfants,
Melchior, Léopold, Pio et Oscar, ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de vous faire part du rappel à Dieu de

Patrick BACHELIER

le 25 août 2024, dans sa 84e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée ce mardi 27 août 2024, à 14 heures, en l'église Saint-Georges de Trouans (Aube).

En union de prière avec sa première épouse, Elisabeth Bachelier (†), née Laroche.

M. Christian Blavet et ses enfants,
Yves Blavet,
Patricia et Jean-François Lambert,
Sylvie et Guillaume Burgelin,

ses petits-enfants et arrière-petits-enfants

ont la douleur de vous faire part du rappel à Dieu de

Danielle BLAVET
née Dugois,

le 23 août 2024, dans sa 88e année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 28 août, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame de Chatou (Yvelines).

3 ter, rue des Écoles, 78400 Chatou.

Mme Pierre Bouyssou, née Sophie Légasse de la Sota, son épouse,

M. et Mme Jacques Bouyssou, le docteur et la comtesse Bruno de Certaines, M. Patrick Bouyssou, M. et Mme Marc Bouyssou, ses enfants,

Carolina et Constantin, Catalina, Iban, Emilie, Théodore et Amélie, Guillaume, Mathilde, Jean, Charlotte, Auguste, Antoine, Philomène, Marie, ses petits-enfants,

Elarie, Felix, Elena, ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de vous faire part du rappel à Dieu de

Pierre BOUYSSOU
chevalier
de la Légion d'honneur,
commandeur
des Arts et des Lettres,
mainteneur
de l'Académie des jeux floraux,
avocat honoraire,

le 24 août 2024, à l'âge de 90 ans, muni des sacrements de l'Église.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église d'Auvezines (Tarn), ce mardi 27 août 2024, à 14 h 30.

Sa famille, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants vous prient d'annoncer le décès de

Gilles de CARMEJANE-VESC

La messe d'obsèques aura lieu le vendredi 30 août 2024, à 14 h 30, en la cathédrale Saint-Louis de Versailles.

Ariane, Sonia et Tessa, ses filles, ses petits-enfants et leurs conjoints, ses arrière-petits-enfants

ont la tristesse de faire part du décès de

Pierre CORTESSE
haut fonctionnaire,
magistrat,
chevalier
de la Légion d'honneur,

survenu le 23 août 2024, à Paris, à l'âge de 96 ans.

Une cérémonie aura lieu le vendredi 30 août 2024, à 14 h 30, en l'église d'Orbais-l'Abbaye (Marne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

ariane.cortesse2@gmail.com
soniacortesse@icloud.com

Le Vésinet (Yvelines).

Roger Mascrès, dit Jean Denys, son époux,

Nathalie Berthod, sa fille,

Céleste et Andres, Flore et Brice, Arthur et Émilie, Victoire, ses petits-enfants,

et leur père, François Travaux,

Alma, Oscar, Gustave et Léon, ses arrière-petits-enfants,

sa famille, ses proches

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Claude MASCRÈS
dite Claude BERTHOD

survenu le 26 août 2024.

Les obsèques se dérouleront le vendredi 30 août, à 16 heures, au cimetière du Vésinet, 66, allée de la Meute.

La famille tient à remercier très chaleureusement le personnel de la résidence medicalisée Port Van Gogh, à Asnières-sur-Seine.

Cet avis tient lieu de faire-part.

nathalie.berthod64@gmail.com

Nicole Masson

a la douleur de vous faire part du décès de sa sœur jumelle,

Françoise MASSON

le 21 août 2024.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 30 août, à 14 heures, en l'église Sainte-Geneviève-des-Grandes-Carrières, 174, rue Championnet, Paris (18e).

Sa famille a l'infinie tristesse de vous faire part du décès de

Philippe MONTANT

survenu le 24 août 2024.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 3 septembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Martin de Jouy-en-Josas.

Famille Montant, 34, rue Charles-de-Gaulle, 78350 Jouy-en-Josas.

François et Brigitte Thaury, son neveu et son épouse,

Agnès Champaud, sa nièce,

François Nimsgern, Alain et Brigitte Nimsgern, Martine Nimsgern, ses beaux-enfants,

leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants

ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Thérèse NIMSGERN
née Monneret,

survenu le 22 août 2024, dans sa quatre-vingt-dix-neuvième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 29 août, à 10 h 30, en l'église Sainte-Rosalie, 50, boulevard Auguste-Blanqui, Paris (13e), suivie de l'inhumation, à 15 h 30, au cimetière du Père-Lachaise, 71, rue des Rondeaux, Paris (20e).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Michel et François, ses fils, Véronique Fournier et Sophie Pommier, ses belles-filles,

Guillaume, Camille, Henri, Victor, Léo, Jean , Anaïs, ses petits-enfants, et leurs conjoints,

Marius et Pauline, ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de vous annoncer le décès de

Jacques PITRON

survenu à Paris, le 15 août 2024, à l'âge de 96 ans.

En union avec François Prévost (†), son mari,

Delphine Roussel (†), Dorothée Prévost, ses filles, Frédéric Aubin, son gendre,

Anna Roussel, Victoria Prévost-Aubin, ses petites-filles,

Didier (†) et Béatrice Philippe et leurs enfants, Jean-Fred et Anne-Sylvie Warlin et leurs enfants,

ses amis

ont l'immense tristesse de vous faire part de la disparition de

Diane PRÉVOST
née Devèze,

le 13 août 2024, à l'âge de 69 ans.

Diane sera inhumée le vendredi 30 août, à 15 heures, au cimetière du Père-Lachaise, Paris (20e).

Anne Schlachter, née Couture, son épouse,

Jean Baptiste Schlachter, Morande Schlachter, ses enfants,

et ses petits-enfants

font part du rappel à Dieu de

Jean Louis SCHLACHTER
École spéciale des travaux publics (ESTP) B 54,

le 16 août 2024, à Gazeran (Yvelines).

Les obsèques ont eu lieu en toute intimité.

8, rue Béziel, 78120 Rambouillet.

Lompret (Nord).

Le Seigneur a accueilli dans Sa Paix et Sa Lumière

M. Dominique ROQUETTE
chevalier
de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre
de Saint-Grégoire-le-Grand,

le 24 août 2024, à l'âge de 88 ans.

Catherine Roquette-Leurent, son épouse,

Valérie et Benoît Requillart-Roquette, Camille, Alexis, Louise et Guylaine, Dominique Roquette, Jean-Charles, Clémence et Marie, Edouard et Sonia Roquette-Delesalle, Alix, Cyrille, Florian et Grégoire, ses enfants et petits-enfants,

les familles Roquette-Descamps et Leurent-Monnier

vous invitent à participer ou à vous unir d'intention à la messe d'action de grâce qui aura lieu le vendredi 30 août, à 10 heures, en l'église Saint-Chrysole, à Verlinghem (Nord).

Assemblée à l'église à 9 h 30.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale, au cimetière de Lompret.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Laurent et Sophie Soria, ses enfants,

ses petits-enfants et toute sa famille

ont la douleur de faire part du décès de

M. Claude SORIA

survenu le 26 août 2024, à Paris.

Françoise, son épouse,

Gaël et Véronique, Virginie, Anne, ses enfants,
Lucie, Gautier, Sarah, Thibaut, Claire, Théophile, Yoann et Roméo, ses petits-enfants,
Monique et Patrick Donat, sa sœur et son beau-frère, sa famille et ses amis

ont la tristesse de vous faire part du décès de

M. Michel VALLADE

survenu le 23 août 2024, à son domicile, la veille de ses 81 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 29 août 2024, à 15 heures, en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, 2, rue de Rosny, à Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne).

Ni fleurs ni couronnes.

Famille Vallade, 3 bis, avenue de la Dame-Blanche, 94120 Fontenay-sous-Bois.

gvallade@yahoo.fr

Jacob-Bellecombette (Savoie).

Annie Vérine, née Struyve, son épouse, et toute sa famille

ont la tristesse de faire part du décès de

Alain VÉRINE

survenu le 19 août 2024, à Jacob-Bellecombette.



Régis Debray *(au centre)* **et Fidel Castro** *(à droite)*, **le 30 octobre 1974, à Cuba.**

ADOLPHE DRHEY/INA VIA AFP ; JEAN-CHRISTOPHE MARMARA/LE FIGARO

RÉGIS DEBRAY

Quand « Danton » fait la révolution en Amérique latine

Eugénie Bastié

Comment un jeune bourgeois normalien devient-il conseiller de Fidel Castro et guérillero avec Che Guevara avant de finir en prison en Bolivie ? Itinéraire d'un aventurier tiers-mondiste.

Aujourd'hui c'est un hôtel italien de luxe, flanqué d'une boutique Celio. Mais au début des années 1960, le 40, de la rue Saint-Séverin abrite la librairie « La Joie de lire ». À cette époque, on vend encore au Quartier latin plus de livres que de fringues. On refait le monde au « Champo » autour d'un bock. Quelques kilomètres carrés, entre Odéon et le Jardin des Plantes, constituent le royaume sans partage de la gauche estudiantine. La librairie de François Maspero, fils du résistant déporté Henri Maspero et grand animateur des réseaux intellectuels tiers-mondistes des années 1960, est ouverte jusqu'à minuit. On y vend *Les Temps modernes* et *Révolution*. On peut y croiser Sartre, des porteurs de valise du FLN, des membres de l'UEC, l'Union des étudiants communistes. Parmi eux, Régis Debray. En entrant (premier) à Normale Sup, le jeune bourgeois est passé rive gauche. Cherchant des maîtres, il a trouvé là-bas Louis Althusser, professeur de philosophie, ancien catholique devenu néomarxiste qui l'encourage à abandonner ses prétentions littéraires pour se consacrer à la philosophie.

À Paris, comme dans beaucoup de capitales occidentales, le fond de l'air est rouge. Dans la puissante cohorte du baby-boom qui peuple les amphis, il y a ceux qui écoutent « Salut les copains », se juchent sur des arbres pour voir Johnny chanter place de la Nation, rêvent d'Amérique et de yéyés. Et puis il y a ceux qui conspirent et que hante le brûlant désir de changer le monde. En 1956, les chars soviétiques ont écrasé Budapest. De l'autre côté de la Méditerranée, la guerre d'Algérie se termine. À Berlin on construit le Mur. À l'est où le socialisme est gris, triomphe la bureaucratie. La déstalinisation opérée par le rapport Khrouchtchev a abîmé le mythe bolchevique. Il faut se trouver d'autres utopies. L'Europe se plonge dans les délices de la société de consommation. *« Après les anciens de Verdun, de Mauthausen et d'Indochine, nous serons des anciens de la cinémathèque »*, soupire Régis, qui ne se satisfait pas des plaisirs subversifs de la Nouvelle Vague. Il cherche sa révolution, *« ce mot qui commence comme rêve et qui finit comme destruction »*.

Où regarder ? Certains se tournent vers la Chine de Mao ou vers le Parti communiste italien, jugé moins inféodé à Moscou. Ces *« mutins désireux de rester communistes sans devenir idiots »* (Hamon et Rotman) écrivent dans *Clarté*, où ils fustigent le stalinisme du PCF. Il y a les trotskistes qui imaginent le Grand Soir. Debray, lui, regarde vers le sud : il sera tiers-mondiste. *« Après la déstalinisation, nous avons voulu croire à un nouvel espoir. On se moquait bien des secrétaires mal fagotés d'URSS, on les trouvait ringards »*, se souvient-il. *« Mais on croyait à l'eurocommunisme, avec la démocratie sans le goulag. Je pensais que le tiers-monde pourrait trouver cette voie d'un anticapitalisme non stalinien. »* À l'été 1961, il prend un charter pour New York, gagne la Floride, puis Cuba. Dans l'ambiance joyeuse de La Havane libérée, où les murs proclament *« Maintenant, le Pepsi Cola appartient au peuple ! »*, il découvre l'ambiance festive et joyeuse d'une révolution jeune, portée par les damnés de la terre contre les Yankees. David en panama contre l'oncle Goliath. Au Habana libre, hôtel de luxe nationalisé par Castro pour en faire son QG, on boit des piña colada en théorisant sur l'extension de la guérilla aux quatre coins du globe.

En 1960 dans son célèbre reportage publié dans *France-Soir* « Ouragan sur le sucre », Jean-Paul Sartre avait ouvert le bal en célébrant la révolution cubaine. Le chef de file des existentialistes avait parcouru l'île avec Simone de Beauvoir pendant un mois sous la houlette de Fidel Castro dont il vante le *« courage de l'intransigeance »*. Il est allé chercher sous les tropiques la révolution introuvable en France. *« Aux Cubains de me persuader qu'on peut encore changer la vie et que, pour nous aussi, le temps du mépris prendra fin. »* Sartre, qui prenait de Gaulle pour un fasciste, s'enthousiasmait pour le Lider Maximo. *« Le besoin d'un homme est un droit fondamental »*, disserte Castro. Sartre le questionne : *« Et s'ils demandaient la lune ? »* ; Castro, après avoir réfléchi, répond : *« S'ils me demandaient la lune, ce serait parce qu'ils en ont besoin. »* L'île, située au 3e rang des 20 pays d'Amérique latine pour son développement en 1952, glissera au 15e rang en 1981. Déjà le culte de la personnalité et l'autoritarisme de Castro se font jour, pour qui veut bien les voir. Mais l'opium des intellectuels brouille la vue des plus lucides.

Comme aimanté, Debray revient en Amérique latine en 1963. Il y effectue une tournée, du Venezuela au Pérou en passant par le Chili, avec sa compagne Elizabeth Burgos rencontrée à Caracas, svelte pasionaria brune et brillante toute aussi révolutionnaire que lui. Dans une semi-clandestinité, ils organisent des livraisons d'armes, tissent des réseaux. En Bolivie, ils visitent des mines d'étain où l'espérance de vie ne dépasse pas 35 ans. *« J'ai rencontré l'Amérique latine. Je me suis rendu compte que tout ce que nous théorisions en marxistes de Saint-Germain-des-Prés était très abstrait. Que la révolution pour réussir devait s'inscrire dans un tuf populaire, dans un imaginaire national*, raconte Debray. *C'est pourquoi je n'étais pas trotskiste. Ils n'avaient rien compris à la question nationale. Une classe ne peut agir que par le biais d'une nation. Le patriotisme est un moteur essentiel. Séparer le social du national, c'est avoir une voiture sans moteur. » « Patria o Muerte ! »* « La patrie ou la mort ! » : c'est le cri qui ponctue la fin de chaque interminable discours de Fidel.

Revenu à Paris pour passer l'agrégation de philosophie, Debray enseigne à des lycéens de Nancy. Il n'a pas la passion de son maître Jacques Muglioni. Il s'ennuie. Il poursuit à Paris ses intrigues tiers-mondistes, quand au moment des vacances de Noël un télégramme arrive de Cuba. Che Guevara a lu son article « Le castrisme, la longue marche de l'Amérique latine » dans *Les Temps modernes* et l'a trouvé formidable. Pour le remercier Fidel en personne le convie à la Tricontinentale, grande conférence des Damnés de la Terre organisée à La Havane en janvier 1966 et devant réunir les dirigeants des principaux pays du tiers-monde. Ni une ni deux, Debray fait ses valises et embarque pour les tropiques. Et tant pis si sa grand-mère, Nany, le déshérite. Pendant près de deux ans, il sera un proche de Castro. Il publie *Révolution dans la Révolution*, livre tiré de leurs conversations et relu par le chef en personne, diffusé à la radio cubaine et traduit dans tous les pays du tiers-monde. Son best-seller à ce jour. *« Le rayonnement de Cuba en Amérique latine était énorme. Et Debray était perçu comme le cerveau de Fidel »*, se souvient Jorge Casteñada, communiste mexicain ami de Debray à cette époque.

Certains prennent des pseudonymes pour écrire, d'autres pour combattre. Pour Régis Debray, ce sera « Danton », agent de liaison envoyé par Fidel auprès de Che Guevara en Bolivie pour fomenter un deuxième Vietnam latino-américain. *« Sans fusil, mauvaise plume ; sans plume, mauvais fusil »*, dit-il. Il n'a tiré sur personne, à part un ours, qui nourrira la troupe. En avril 1967 il est arrêté à la sortie de la jungle, repéré parce qu'il n'avait pas suffisamment nettoyé son rasoir, encore plein de longs poils d'une barbe de guérillero hâtivement rasée. Condamné à trente ans de prison par la junte du colonel Barrientos, il en effectuera quatre dans des conditions drastiques, échappant à la mort grâce à l'entremise du général de Gaulle qui enverra un télégramme pour le préserver du peloton d'exécution.

« Si l'on ne doit pas changer l'homme, alors la révolution ne m'intéresse pas », disait Che Guevara. Jean Daniel commentait ainsi cette phrase dans *L'Obs* : *« C'est bien sûr le débat du siècle. Il y a ceux qui estiment que l'on peut changer l'homme et ceux qui ne le croient pas, ou qui ne le croient plus (...) tout ce qui se passe d'important dans le monde s'explique par ce débat. »* Debray croyait-il pouvoir changer l'homme ? Elizabeth Burgos se souvient de son ex-mari en homme moins révolutionnaire que guérillero. Cette petite femme menue, l'œil noir et vif, de grandes mains aux doigts biscornus, qui tourne et virevolte dans sa cuisine en parlant de façon intarissable n'a rien perdu de sa mémoire prodigieuse. Elle se souvient de tout, du moindre nom de général bolivien à celui des sous-fifres du renseignement castriste. Passée des vertiges de la révolution à la lucidité, elle a, contrairement à Régis, tourné complètement le dos à l'extrême gauche. Peut-être parce qu'elle a vécu dans sa chair ses ravages en voyant ce qu'est devenu son pays d'origine, le Venezuela, sous la férule de Chavez. À l'époque, son manque de foi était déjà suspect. *« Un jour qu'on s'entraînait à tirer. Fidel passait et nous enseignait. Il m'a dit "Qu'est-ce que tu as contre la guérilla ?" C'est vrai que je n'y croyais pas trop. Ces étudiants en treillis ne viendraient jamais à bout de la dictature militaire ; je savais que la jungle en Bolivie, c'était autre chose que le jardin botanique de Cuba. »*

« Le rayonnement de Cuba en Amérique latine était énorme. Et Debray était perçu comme le cerveau de Fidel »

Jorge Casteñada
Communiste mexicain

Elle se souvient de l'ambiance de ces années à La Havane. *« Le seul dogme était la lutte armée »*, se rappelle-t-elle. Pour le reste, la Bible était moins *Le Capital* de Marx que *Portrait de l'aventurier* de Roger Stéphane. *« J'appelle aventurier celui qui s'engage au service d'une cause sans y adhérer ; qui engage sa vie plus pour son propre salut que pour la victoire »*, écrit l'ancien FFI proche de Sartre et d'Aragon, qui dresse dans ce livre le portrait de trois hommes d'action : Lawrence d'Arabie, André Malraux et le prussien von Salomon. *« Malraux, c'est vraiment son modèle, au point qu'il avait même voulu appeler notre fille Florence »* (comme la fille de l'écrivain), insiste Elizabeth Burgos. Sur la table de son salon traînent une pile d'exemplaires du *Point*, quelques-uns des nombreux livres de son ancien époux. Parmi eux, le roman *L'Indésirable*. *« Lisez le premier paragraphe, vous verrez, tout Régis est là. »* On l'ouvre : *« L'aristocratie des clandestins est celle des éternels absents : le rang suprême s'y nomme la mort – assassinat ou exécution capitale. C'est elle qui rend aux grands dignitaires leur vrai nom, un nez, une bouche, des yeux. »*

La mort, est-ce ce que viennent chercher les jeunes Européens dans les maquis d'Amérique du Sud ? Debray n'est pas le seul à s'être engagé. Il y a aussi Pierre Goldman, frère du chanteur Jean-Jacques. Fils de deux héros de la Résistance, il rêve de reproduire la bravoure de ses parents. *« Notre génération impuissante, castrée, privée d'histoire »* entendait *« une fête qui venait de Cuba »*, écrit-il dans *Souvenirs obscurs d'un juif polonais né en France*. *« À Régis, j'écrivis quelques lignes où je précisai que je ne voulais pas entrer dans le vieillissement sans avoir connu le feu d'un combat réel, qu'aucune jeunesse n'avait de sens qui ne risquât de mourir violemment et qu'à ma jeunesse je voulais donner un sens qui ne fut pas de me vautrer dans le plaisir de vivre. »* Engagé dans la guérilla au Venezuela aux côtés d'Oswaldo Barreto, ami de Régis, il découvre la réalité prosaïque du combat : le mal de pieds, les moustiques, la fatigue. Il finit par se faire renvoyer du maquis parce que, affamé, il a volé des boîtes de conserve en pleine nuit. La discipline révolutionnaire ne plaisante pas avec le déviationnisme gauchiste. Il y a aussi Michèle Firk, militante pro-FLN, qui prend le maquis au Guatemala. Elle participe à l'enlèvement de l'ambassadeur des États-Unis, assassiné par un commando des FAR. Pour échapper à son arrestation et ne pas parler sous la torture, elle se tire une balle dans la bouche, à 31 ans, le 7 septembre 1968. Dans la lettre qu'elle laisse à la postérité, elle fait référence à Régis Debray : *« L'extrême droite a fait de Régis un "traître" à sa classe, à sa patrie. La grande bourgeoisie, bien plus intelligente, s'est contentée patelinement de le réduire aux dimensions d'un jeune homme rêveur, généreux, donquichottesque, christique, un peu toqué peut-être, en bref, récupérable demain, même si l'on doit le surveiller d'un peu près. »* Firk s'est suicidée, Goldman finira assassiné, Debray croupira trois ans en prison. Leur attrait pour la violence était certes condamnable, mais ils ne se contentèrent pas de converser les doigts dans le sable des bienfaits comparés de la dictature du prolétariat. Ils payèrent leurs idées de l'irremplaçable monnaie des années pendant qu'à Paris au beau mois de mai, de jeunes échevelés rejouaient en farce la Commune. ■

« Une classe ne peut agir que par le biais d'une nation. Le patriotisme est un moteur essentiel. Séparer le social du national, c'est avoir une voiture sans moteur »

Retrouvez demain :
Quand Régis Debray tentait d'enlever Klaus Barbie avec Serge Klarsfeld

Le grand dilemme stratégique israélien



CHRONIQUE
Renaud Girard

Dans ce dernier week-end du mois d'août 2024, Israël a, encore une fois, pu montrer à ses voisins, ennemis comme amis, sa puissance. Puissance technologique et militaire, avec la destruction des rampes de lancement du Hezbollah libanais, quelques minutes avant qu'elles s'apprêtent à lancer leurs missiles sur Haïfa et Tel-Aviv. Puissance diplomatique et politique, avec la confirmation de son lien stratégique avec les États-Unis.

Cette semaine, ce dernier a été incarné par la visite du chef d'état-major américain à Tel-Aviv, ainsi que par le refus de la convention démocrate de donner la parole à sa propre minorité propalestinienne. Ce lien très spécial de l'État hébreu avec Washington est lié à l'histoire du Parti démocrate. Il est ancien, mais loin d'être centenaire. Il ne remonte pas à l'époque du président Roosevelt, qui fut pourtant très soutenu par la communauté juive américaine. Lors de sa rencontre avec le roi d'Arabie saoudite le 14 février 1945, sur le croiseur *USS Quincy*, mouillé dans le lac Amer du canal de Suez, le président américain promit que son pays ne soutiendrait jamais la création d'un État juif en Palestine contre l'avis des Arabes (voir *Ibn Saoud, Seigneur du désert, roi d'Arabie*, l'excellente biographie que Christian Destremau vient de publier chez Perrin). Par une lettre écrite le 5 avril 1945 (soit une semaine avant de mourir), Franklin Roosevelt le confirma à son *« great and goodfriend »* Ibn Saoud, très hostile au projet d'un État juif en terre arabe.

Ce lien très étroit – qui n'est toutefois pas une alliance sanctionnée par un traité voté par le Sénat – remonte à Truman, qui déploiera un maximum d'efforts diplomatiques pour obtenir, en novembre 1947, une majorité des deux tiers à l'Assemblée générale des Nations unies, indispensable à la création d'un futur État juif, sur 56 % du territoire de la Palestine du mandat britannique.

Ce lien très spécial, que Benyamin Netanyahou présente comme celui de deux nations démocratiques combattant ensemble pour les valeurs de la civilisation occidentale, fait que Washington offre toujours à son protégé israélien le manteau d'une triple protection. La protection militaire est aujourd'hui incarnée par la livraison de bombes sophistiquées et par l'envoi en Méditerranée d'escadres navales dissuasives lorsqu'une menace extérieure pèse sur Israël. La protection économique se retrouve dans des dons considérables et la garantie américaine des emprunts israéliens. La protection politique se fait au niveau du Conseil de sécurité des Nations unies, où l'Amérique a opposé 46 vétos à des résolutions condamnant son ami israélien.

Grâce à la puissance de son armée – qui est celle de l'ensemble du peuple – et de son lien avec l'Amérique, Israël n'a rien aujourd'hui à craindre de l'extérieur. L'Iran ne s'est même pas montré capable de protéger, à Téhéran, son hôte officiel Ismaël Haniyeh, président du Hamas palestinien, face aux menées du Mossad.

La menace surplombant l'État hébreu est plutôt intérieure. Au sein des frontières de la Palestine mandataire que contrôle Tsahal, vivent sept millions de Juifs et sept millions d'Arabes, pour la plupart musulmans (les chrétiens ne sont pas plus que 200 000). La majorité de ces Arabes, qu'ils soient peu ou très religieux, considèrent que la création d'un État juif en Palestine est un crime historique du colonialisme occidental, ils lui dénient encore aujourd'hui toute légitimité, ils disent qu'il finira par disparaître, comme disparut le royaume franc de Jérusalem, après 192 ans d'existence.

Le grand danger pour une survie séculaire d'Israël est qu'un jour ses élites se lassent de cet état de guerre perpétuelle et se mettent à opérer une alya à l'envers, de la Terre sainte vers l'Europe et les États-Unis

Pour contourner le problème du nationalisme palestinien, Netanyahou avait élaboré, avec l'aide de ses amis américains de l'Administration Trump, la fort intelligente stratégie des accords d'Abraham. Il s'agissait de forger des liens diplomatiques avec des Arabes lointains, comme les Émiratis, les Bahreïniens, les Marocains ou les Soudanais, de construire avec eux une sphère de coopération sécuritaire, économique et culturelle, afin d'étouffer, au sein même du monde arabe, les aspirations nationalistes palestiniennes. Le chef du Likoud était en passe de réussir son pari, car le propre petit-fils d'Ibn Saoud, le prince héritier Mohammed Ben Salman (MBS), avait pris au début de 2023 la décision de principe de rejoindre ces accords d'Abraham.

Mais les attaques du Hamas du 7 octobre 2023, non anticipées par Netanyahou, mirent toute cette belle stratégie par terre. En représailles au pogrom contre les kibboutzim pacifiques frontaliers de Gaza, et dans le but d'éliminer le mouvement islamiste palestinien, Tsahal se lança dans une guerre générale, qui détruisit les deux tiers des habitations de la bande de Gaza, et tua plus de 20 000 femmes et enfants palestiniens. L'indignation est telle dans les sociétés arabes que MBS a dû renoncer à son projet.

Sur le court terme, Israël paraît être un État en bonne santé, doté d'une économie innovante, d'une armée forte, d'alliés puissants. Mais sur le long terme, il est confronté à un grand dilemme stratégique. Ses alliés occidentaux lui conseillent de faciliter la création d'un État palestinien sur les territoires de Gaza et de Cisjordanie qu'il a conquis en 1967, lesquels représentent une superficie équivalente à 22 % de la Palestine mandataire. Avec de mini-échanges territoriaux en Galilée ou dans le Néguev, il est facile d'intégrer 80 % des colons israéliens de Cisjordanie dans le territoire d'un Israël internationalement reconnu. Les solutions existent ; elles ont déjà été négociées par les anciens premiers ministres Barak et Olmert. Les Occidentaux considèrent qu'elles constituent la seule voie possible vers la paix au Levant.

Mais Netanyahou n'y croit pas. Lorsqu'il m'a reçu à Tel-Aviv au mois de juin 2024 et que je défendais le plan de paix occidental, il m'a répondu : *« Si nous laissons un État palestinien se créer, garantissez-vous que jamais il ne nous attaquera ? »* Je ne savais pas quoi lui répondre, conscient que la France ou l'Europe ne seraient jamais en mesure de lui donner une telle garantie. Mais l'autre branche du dilemme, la guerre-répression sans fin des Palestiniens, n'est pas plus réjouissante. Car elle n'apporte aucune sécurité réelle. Les Français se sentent en sécurité à leurs frontières car ils savent qu'il n'y a pas un Allemand qui veut reprendre Strasbourg. Le grand danger pour une survie séculaire d'Israël est qu'un jour ses élites se lassent de cet état de guerre perpétuelle et se mettent à opérer une alya à l'envers, de la Terre Sainte vers l'Europe et les États-Unis.

Il était légitime que Netanyahou s'adresse à sa nation pour expliquer ses frappes préventives contre le Hezbollah, et rappeler qu'Israël ne se laisserait jamais intimider par ses ennemis. Mais ce n'est que du court terme. S'il veut rester dans l'Histoire, il faudra bien un jour qu'il propose à son peuple une résolution du dilemme stratégique qui l'étouffe à petit feu. ■

Face au danger que représenterait la gauche au pouvoir, LR doit accepter de gouverner avec Macron

THIBAULT DE MONTBRIAL

Pour répondre aux attentes des Français en matière de sécurité, la droite doit s'entendre avec le parti présidentiel sur les sujets régaliens, estime l'avocat*.

La France est confrontée à une situation politique inédite depuis la séquence ouverte avec les élections européennes puis la dissolution de l'Assemblée nationale et enfin les résultats des élections législatives. Aucune des forces en présence ne peut de bonne foi prétendre à la capacité de gouverner sur la base d'un programme propre. Pour autant, une majorité de français attend des politiques qu'ils agissent dès maintenant. En particulier sur les sujets régaliens que sont la police et la justice, ainsi que sur la politique d'immigration. Ils espèrent pour les mois qui viennent une politique de grande fermeté (voir Ipsos, 23 août 2024), et réclament une intransigeance absolue contre l'islamisme et l'antisémitisme.

Face à ces attentes, que faire dans la situation actuelle ? La vie continue, et le pays doit évidemment être gouverné. Faute de l'émergence d'une force légitime, la réponse à cette question se trouve hors des schémas habituels.

De fait, tant les élus du groupe LR dirigé par Laurent Wauquiez que ceux du groupe Ensemble sous la houlette de Gabriel Attal ont proposé chacun un pacte législatif ou d'action, autour de quelques mesures essentielles qui permettraient de traverser cette période particulière sans que le pays n'y laisse de plumes supplémentaires. Les deux propositions sont compatibles. C'est autour de ces objectifs communs qu'il faut chercher un équilibre gouvernemental susceptible d'éviter la censure. Ne pas l'entendre, c'est s'exposer à un procès en contradiction profonde ; le RN et ses alliés ne pourront pas s'opposer à l'adoption de mesures de fermeté régalienne attendues par leurs dix millions d'électeurs. La droitisation de la société sur les sujets de sécurité est là.

On m'objectera qu'un tel gouvernement sera nécessairement constitué de sensibilités différentes, et qu'il est improbable qu'il conduise une politique à la hauteur de ce que la gravité de la situation sécuritaire et migratoire nécessite, et en particulier du « choc d'autorité » que j'appelle de mes vœux depuis des années.

« Il est possible de nommer un premier ministre dont la mission consisterait à mener une politique raisonnable notamment autour de la question régalienne »

Mais c'est là qu'intervient le principe de responsabilité politique, à double titre. D'abord, quiconque revendique des convictions sincères ne peut que préférer des petits pas dans la bonne direction plutôt que de contribuer à un pourrissement mortifère pour le pays. C'est pourquoi j'ai par exemple soutenu la loi immigration de Gérald Darmanin en décembre 2023 : un texte loin d'être suffisant, mais porteur de réelles avancées techniques dont l'adoption a permis d'expulser depuis des étrangers qui n'auraient pu l'être avant. Pas assez ? Évidemment ! Mais toujours plus que si ce texte n'existait pas.

Mais responsabilité aussi, parce que faute d'entente autour des propositions évoquées, le risque est réel de voir émerger une alliance de gauche qui, même sans les extrémistes de LFI, entraînera le pays vers des rivages toujours plus dangereux.

Voilà pourquoi je pense qu'il est possible de nommer un premier ministre dont la mission consisterait à mener une politique raisonnable notamment autour de cette question régalienne cruciale, avec des ministres de l'Intérieur et de la Justice en capacité de prendre des mesures réglementaires de fermeté et capables de faire voter quelques textes pour renforcer de la sécurité des Français. Il ne faudra pas non plus oublier nos armées, dont le budget me paraît tout aussi prioritaire que ceux de Beauvau et de Vendôme compte tenu du contexte international.

Voilà pourquoi je considère que, dans cette perspective, les Français ne comprendraient pas que quiconque se trouve sur cette ligne la soutienne de l'extérieur, mais sans aller jusqu'à participer à l'équipe gouvernementale chargée de la mettre en œuvre.

À charge pour le RN (et désormais ses alliés) de continuer à afficher l'esprit de responsabilité dont il se réclame depuis 2022 pour ne pas voter les motions de censure que LFI ne manquera pas de déposer régulièrement. Protéger les Français est un impératif absolu et immédiat. C'est le préalable à la mise en œuvre apaisée de mesures de bon sens nécessaires pour développer la compétitivité de notre industrie et de notre agriculture, préserver nos services publics (notamment en luttant contre la fraude sociale) et renforcer l'Éducation nationale.

Et lorsque viendra le temps du retour aux urnes, chacun reprendra sa liberté, y compris bien sûr parmi ceux qui auront, en responsabilité, fait un bout de chemin ensemble dans l'intérêt de la France. ■

** Thibault de Montbrial est avocat au barreau de Paris et président du Centre de réflexion sur la sécurité intérieure.*

LE FIGARO

Dassault Médias
(actionnaire à plus de 95 %)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président-directeur général
Charles Edelstenne
Administrateurs
Thierry Dassault,
Olivier Costa de Beauregard,
Benoît Habert,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
(société éditrice)
23-25, rue de Provence
75009 Paris

Président
Charles Edelstenne

Directeur général, directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué de la rédaction
Vincent Trémolet de Villers

Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capèle (Économie), Laurence de Charette (pôle audiovisuel), Anne-Sophie von Claer (Style, Art de vivre, F), Philippe Gélie (International), Anne Huet-Wuillème (Édition, Photo, Révision, DA), Jacques-Olivier Martin (directeur de la rédaction du Figaro.fr), Étienne de Montety (Figaro Littéraire), Bertrand de Saint-Vincent (Culture, Télévision), Yves Thréard (Enquêtes, Opérations spéciales, Sports, Sciences).

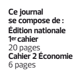
Directeur artistique
Pierre Bayle
Rédacteur en chef
Frédéric Picard (Web)
Directeur délégué du pôle news
Bertrand Gié
Éditeurs
Robert Mergui
Anne Pican

FIGAROMEDIAS
23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07
ARPP autorité de régulation professionnelle de la publicité

Président-directeur général
Aurore Domont
Direction, administration, rédaction
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'Imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852
Commission paritaire n° 0426 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7 h à 18h ; sam. de 8 h à 13 h au 01 70 37 31 70. Fax : 01 55 56 70 11 .
Gérez votre abonnement, espace Client : www.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour 1 an – France métropolitaine
Club Prestige : 599 €. Club : 529 €. Semaine : 415 €. Week-end Prestige : 429 €. Week-end : 359 €.

LE TRI FACILE



Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.
Origine du papier : Allemagne. **Taux de fibres recyclées :** 100%.
Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'Ecolabel européen sous le numéro FI/011/001. **Eutrophisation :** Ptot 0.002 kg/tonne de papier.

Ce journal se compose de : Édition nationale 1er cahier 20 pages **Cahier 2 Économie** 6 pages

GUINÉE ÉQUATORIALE

Teodoro Obiang, l'ostentation faite homme...

Tanguy Berthemet

Le fils du président exhibe sur Instagram sa vie follement dépensière, alors que la moitié des Guinéens restent sous le seuil de pauvreté.





Le compte Instagram de Teodoro Obiang Nguema Mangue dit tout de sa vie dorée, entre villas, jet-ski *(en bas)*, avions privés et voitures de luxe. Un quotidien d'éternel touriste (*ci-contre à New York*), noyé dans des dollars jamais gagnés. INSTAGRAM @TEDDYNGUEMA

Teodoro Obiang Nguema Mangue aime deux choses. Le luxe tapageur et sa propre personne. Alors, pour son 49e anniversaire, en 2018, celui que ses amis appellent Teodorin et les autres « son Excellence » ou « Le Prince », n'a pas mégoté. Il s'est organisé une réception de nabab et l'a fait savoir au monde. La fête s'est tenue dans un grand hôtel, forcément à Malabo, capitale de la Guinée équatoriale, petit pays d'Afrique centrale dont son père, Teodoro senior, est l'indétrônable président depuis 1979 – un record mondial – et lui-même le vice-président. Cette haute responsabilité ne semble pas le pousser ni la retenue financière, ni à la discrétion.

Son compte Instagram personnel, @teddynguema, conserve le souvenir de ce grand jour pour la postérité ou pour permettre au vulgum pecus ne faisant pas partis des quelques centaines de happy few invités de profiter un peu des agapes. On peut y voir, sous les lustres de cristal, une immense scène où clignotent, en néon bleu, de grosses lettres, « TNO ». Sur les murs, partout, les initiales de Teodorin se réfléchissent sur des écrans géants. Des danseuses brésiliennes sexy se déhanchent sur les planches. Au fil de la fête, elles laissent la place à la brochette de stars invitées – moyennant cachets évidemment –, dont les rappeurs américains Sean Kingston, Ludacris et Jeezy, ou le Sénégalais Akon.

Le grand homme, veste bordeaux et cheveux gominés comme à son habitude, se laisse filmer coupant avec un sabre incrusté de brillants sa pièce montée, un gâteau noir et blanc de quatre mètres. Derrière lui dansent des jeunes femmes visiblement venues de tous les continents, décolletés très plongeants et jupes bien trop courtes.

Quelle fut la note de cette soirée tout à la gloire du jet-setteur sur le retour ? Nul ne le sait ni le saura. Sans doute lui-même l'ignore-t-il. Quelle importance ? Le coût a dû se perdre, une simple ligne dans les dépenses hyperboliques du train de vie délirant du « Prince », comme il se plaît à se faire appeler. L'homme parle peu mais son compte Instagram dit tout de sa vie dorée, entre plages de sable blanc, villas gigantesques, jet-ski, avions privés et voitures forcément de luxe. Un quotidien d'éternel touriste, noyé dans des dollars jamais gagnés.

« Il passait ses journées entières à dormir, à faire du shopping et à faire la fête »

La justice américaine

En 2006, le magazine *Forbes* avait estimé le patrimoine paternel à 600 millions de dollars. La somme est replète mais très insuffisante pour le gouffre que représente le fils aîné et héritier putatif. Ce dernier semble en fait confondre les caisses de l'État avec les siennes, très largement à son seul usage. Le citoyen moyen ne voit rien du boom économique depuis la découverte de pétrole en 1991. Les statistiques de la Guinée équatoriale et de son million d'habitants sont dramatiques. Le pays dispose pourtant de réserves plus importantes que certains émirats du Golfe et de terres arables. En dépit d'un PIB par tête qui dépassait les 30 000 dollars en 2016, plus que le Portugal, 43 % des Guinéens vivent sous le seuil de pauvreté (en 2020). Malabo se situe, sans surprise, aux tréfonds du classement des États corrompus selon Transparency International, à la 172e place sur 180.

Ce triste palmarès, accolé aux fastes du vice-président, n'a pourtant que peu choqué pendant longtemps. Avant l'indécence d'Instagram, c'est la justice qui a dévoilé les dessous de la vie rêvée de Monsieur Obiang. Les premiers sont les procureurs californiens. Car même à Malibu, un quartier pourtant peu enclin à la modestie, l'exubérance dépensière de Teodorin a fait lever quelques sourcils. On y raconte les virées insensées dans des restaurants de luxe, rarement à jeun, son van de 15 places vidé de ses sièges pour y laisser place à ses malles – Vuitton bien entendu – ou son séjour à Hawaï dans deux de ses jets, l'un pour lui, l'autre pour ses serviteurs. Un navire avait été chargé préalablement de transporter ses voitures de sport ainsi qu'une vedette Nor-Tech, peinte en orange et violet pour être certain d'être tape-à-l'œil.

Les magistrats se penchent surtout sur la villa dans la très select communauté de Serra Retreat, 1400 m^2 avec vue sur le Pacifique, huit salles de bains, une piscine et un golf quatre trous. La bâtisse dominait celle de Mel Gibson ou de Britney Spears quand elle fut achetée en 2006, pour 20 millions de dollars cash. La demeure doit remplacer celle achetée cinq ans plus tôt à Bel Air pour 6,5 millions, mais jamais habitée car finalement trop moderne. Elle pourrait aussi faire oublier les deux propriétés acquises en 2005 au Cap, en Afrique du Sud pour 7 millions.

Les enquêteurs américains soupçonnent qu'une grande partie de ces actifs provienne *« d'extorsion, de vols de fonds publics ou d'autres pratiques corrompues »*. Un rapport du Sénat américain détaille les folies royales de l'ameublement, comme les 59 850 dollars de tapis, les 58 000 dollars pour un home cinéma et jusqu'à 1734,17 dollars pour deux verres à vin. Comme rien n'est jamais trop cher, Obiang a laissé libre cours à sa passion pour la musique en achetant aux enchères des objets ayant appartenu à Michael Jackson, dont un gant pour plus de 400 000 dollars. Son propre label musical, forcément baptisé « TNO », n'a jamais rien produit, quoique bien doté.

Le quotidien de l'imposante cour autour du grand homme est moins glamour. Les domestiques étaient censés faire une haie d'honneur dès que le maître entrait ou sortait des lieux, le plus souvent en Rolls. Plusieurs d'entre eux, s'estimant mal traités et surtout pas assez payés, ont fini par porter plainte. La justice va alors permettre de découvrir les frasques intimes de ce milliardaire égocentrique et sans limite. Une transaction mettra fin aux poursuites, pour plus 20 millions de dollars, mais les documents judiciaires gardent la trace des errements. *« Il passait ses journées entières à dormir, à faire du shopping et à faire la fête »*, dira l'un d'eux aux enquêteurs. Un autre résume le quotidien de manière plus brutale : *« C'était alcool, putes et coke. »*

Ken Silverstein, auteur d'un ouvrage sur la dynastie des Obiang, a longuement décrypté les rapports judiciaires et les invraisemblables saisies faites dans la villa, notamment automobiles. Le Sénat a dénombré une trentaine de voitures de luxe, notamment une Koenigsegg à 10 millions de dollars, sept Ferrari, quatre Rolls ou encore deux Bugatti Veyron. Quelques années plus tard, les justices suisse et française feront aussi apparaître lors de saisies des parkings délirants – 25 véhicules, tous hors de prix – en plus d'un hôtel particulier avenue Foch à Paris estimé à 107 millions d'euros, avec une chambre de maître de 100 m^2 et des robinets en plaqué or. La frénésie d'achats française pour l'hôtel comprend un service à caviar à 72 000 euros, ou encore pour quelque 18,7 millions d'euros d'objets obtenus lors de la dispersion des biens d'Yves Saint Laurent.

« Il se servait de son jet comme d'un taxi. Un jour, il l'a envoyé de Rio à Los Angeles pour ramener son coiffeur »

L'ancien chauffeur de Teodoro Obiang

Un minimum aux yeux Obiang Jr, qui fait attention à son apparence. *« Aujourd'hui j'ai mes chaussures bleues. Va me chercher la Rolls bleue »*, aurait-il dit à son chauffeur californien, Benito Giacalone. Ce même Benito Giacalone assure qu'une Bugatti bleue – à deux millions – était la voiture préférée de « Son Excellence ». Un jour où il l'avait garée devant un restaurant, l'admiration qu'elle suscitait l'a poussé à demander que l'on gare sa seconde Bugatti à côté.

L'autre grande affaire de Obiang semble être les femmes, selon Ken Silverstein, le plus souvent jeunes et dépêchées par des agences d'escorts. Giacalone raconte les virées shopping des demoiselles sur Rodeo Drive où les boutiques de luxe pouvaient être privatisées et les « amies » d'un jour dépenser 80 000 dollars en vêtements. Les achats étaient payés cash, avec des liasses encore sous cellophane. Fiancée officielle d'un temps, la rappeuse Eve a aussi droit à son lot de cadeaux somptueux, dont une fête sur un yacht loué 700 000 dollars. Le couple s'y était rendu dans le jet du Prince, comme toujours. *« Il s'en servait comme d'un taxi. Un jour, il l'a envoyé de Rio à Los Angeles pour ramener son coiffeur »*, raconte l'ancien chauffeur.

L'appareil en question, un Gulfstream V, aurait été acheté par Ebony Shine, une société basée à Malabo. *Ebony Shine* est aussi le nom du plus gros des trois yachts de Obiang Jr, un navire de 76 mètres d'une valeur estimée à 100 millions de dollars.

Comme pour le reste des biens de Teodorin, c'est la justice qui a relevé le luxe effarant du bâtiment. La justice sud-africaine cette fois. L'*Ebony Shine* est saisi au Cap dans le cadre d'un litige commercial impliquant le vice-président. Malabo, furieux, affirme dans la foulée, toute honte bue, que le bateau est un navire militaire ! Les avocats sud-africains en rient encore en racontant les jacuzzis, la piscine, les 16 jet-skis et même le Riva que contenait le pseudo-navire de guerre équato-guinéen.

Cet étalage contraint d'une richesse pompeuse et d'un train de vie indécent aurait pu pousser Teodorin – qui ne cache pas ses vues, en tant qu'héritier, sur la présidence de l'émirat africain – à un brin de discrétion. Il n'en est rien. En 2018, les douanes de l'aéroport de Sao Polo, au Brésil, fouillent Son Excellence, venue passer un petit week-end, à la sortie de son Boeing 777 privé. Les gabelous découvrent, outre 15 millions de dollars en montres, 1,5 million de dollars en liquide. Le Brésil interdit les entrées de cash supérieures à 2400 dollars. Les autorités ne restituent donc que cette petite partie de l'énorme pactole… L'ambassade de Malabo proteste vivement avec un argument déroutant. *« La somme recouvrée ne paierait pas une minute de l'hôtel »* de Teodoro Obiang Nguema Mangue. ■



Retrouvez mardi : Silvy Araujo (Colombie), être riche en faisant rêver les pauvres

LE FIGARO
économie



CAMPING-CAR
L'ENGOUEMENT NE FAIBLIT PAS EN FRANCE, PORTÉ PAR LES NÉORETRAITÉS PAGE 25

SODIAAL
LA COOPÉRATIVE LAITIÈRE FRANÇAISE REPART À L'ASSAUT DE LA CHINE PAGE 24



Crise politique : la grande inquiétude des entrepreneurs



ANDREI ARMIAGOV/STOCK.ADOBE.COM; ANDBZ/ABACA; ROMUALD MEIGNEUX/SIPA; GORODENKOFF/STOCK.ADOBE.COM

Projets d'investissement gelés, carnets de commandes en berne... Les dirigeants réunis à la REF du Medef ressentent l'impact de la dissolution. Mais se veulent combatifs. PAGE 22

Uber condamné à une amende de 290 millions aux Pays-Bas

L'autorité néerlandaise de protection des données personnelles a condamné Uber – dont le siège européen se situe aux Pays-Bas – à une amende de 290 millions d'euros. L'autorité a estimé que les transferts de données de chauffeurs européens vers les États-Unis effectués par le géant des VTC ne respectaient pas le règlement général sur la protection des données (RGPD) en vigueur dans l'Union européenne. *« C'est très grave »*, a indiqué le président de l'autorité, Aleid Wolfsen.

Selon l'autorité, le groupe américain a collecté des informations sensibles sur les chauffeurs comme les licences de taxi, des documents d'identité *« et dans certains cas même des données pénales et médicales »*. *« La société a transféré ces données au siège social d'Uber aux États-Unis pendant plus de deux ans, sans utiliser d'outil de transfert (...). De ce fait, la protection des données personnelles n'était pas suffisante »*, a précisé l'autorité néerlandaise.

L'enquête a été menée à la suite d'une plainte déposée en France par plus de 170 chauffeurs, en collaboration avec la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil). Uber a décidé de faire appel. *« Uber conteste cette décision et l'interprétation de l'AP* (l'autorité néerlandaise, NDLR) *concernant les règlements régissant les transferts de données vers les États-Unis de 2020 à 2023, une période pendant laquelle les institutions européennes et américaines étaient en désaccord »*, a indiqué le groupe. AVEC AFP

> FOCUS

LE CANADA SURTAXE LES IMPORTATIONS CHINOISES

Le Canada emboîte le pas aux États-Unis et à l'Union européenne en décidant de surtaxer les importations de véhicules électriques chinois. Comme Joe Biden, le premier ministre Justin Trudeau a annoncé, lundi, la mise en place, dès le 1er octobre, de droits de douane de 100 % sur les voitures électriques, et de 25 % sur l'aluminium et l'acier importés de Chine à partir du 15 octobre. Cette décision intervient après une consultation publique de trente jours sur les importations de véhicules électriques chinois.

Comme les États-Unis et l'Europe, le Canada cherche à se défendre face aux soupçons de subventions du régime de Pékin à son industrie, qui fausseraient les règles de la concurrence. *« Je pense que nous savons tous que la Chine ne joue pas avec les mêmes règles,* a justifié Justin Trudeau. *Il est important que nous agissions en coordination et en parallèle avec d'autres économies à travers le monde. »*

La semaine dernière, la Commission de Bruxelles a précisé les montants des droits de douane qu'elle entend appliquer sur les autos électriques chinoises, une décision qui doit encore être ratifiée d'ici à novembre par les vingt-sept États membres de l'Union. À la différence des montants massifs dégainés par Washington et Ottawa, l'Europe vise des taxes proportionnées, étalées entre 17 % et 37 % selon les constructeurs, en plus de droits de douane déjà en vigueur de 10 %. Pékin a répliqué en lançant une enquête sur les produits laitiers européens.

FLORENTIN COLLOMP

le PLUS du FIGARO ÉCO

JAPON
Cette étonnante pénurie de riz
PAGE 23

LA SÉANCE
DU LUNDI 26 AOÛT 2024


CAC 40
7590,37 +0,18%


DOW JONES
41197,49 +0,05%


ONCE D'OR
2420,00 (2420,00)


PÉTROLE (Brent)
78,980 (77,160)


EUROSTOXX 50
4898,45 -0,22%


FOOTSIE
8327,78 +0,48%


NASDAQ
19486,45 -1,19%


NIKKEI
38110,22 -0,66%

L'HISTOIRE

Le droit à la déconnexion en Australie crispe certains patrons

Fini les appels professionnels tardifs et les mails de collègues reçus en vacances ? Une loi sur le droit à la déconnexion est entrée en vigueur ce lundi 26 août en Australie. *« Nous voulons nous assurer que, comme les gens ne sont pas payés 24 heures sur 24, ils n'aient pas à travailler 24 heures sur 24,* a souligné à la télévision publique le premier ministre travailliste en personne, Anthony Albanese. *C'est aussi une question de santé mentale, franchement, que les gens puissent se déconnecter de leur travail et se rapprocher de leur famille et de leur vie. »* En vertu de cette nouvelle loi adoptée en février dernier, les salariés des moyennes et grandes entreprises peuvent désormais *« refuser de surveiller, de lire ou de répondre »* aux sollicitations de leurs employeurs en dehors de leurs horaires de travail. Pour l'Australian Industry Group, une organisation patronale, *« ces nouvelles mesures sont dangereuses tant pour les employeurs que pour salariés. »* *« Cette loi menace de provoquer des conflits et du chaos sur nos lieux de travail, ce qui est la dernière chose dont les Australiens ont besoin alors qu'ils tentent de faire face aux pressions du coût de la vie »,* a insisté Innes Willox, président de l'organisation. En France, le *« droit à la déconnexion »* est entré en vigueur dès 2017. Selon les textes, les entreprises de plus de 50 salariés sont désormais obligées d'établir une *« charte de bonne conduite »* et de fixer des horaires précis pendant lesquels le personnel ne peut ni envoyer ni recevoir de courriers électroniques. ■

P.L.T. (AVEC AFP)

En Allemagne, le climat des affaires en chute libre

Les indicateurs témoignant d'une conjoncture déprimée en Allemagne n'en finissent pas de se succéder. Le moral des entrepreneurs est en chute libre : il recule pour le quatrième mois d'affilée en août, selon le baromètre IFO publié lundi. Cet indicateur très suivi de la conjoncture économique, basé sur un questionnaire mensuel adressé à 9 000 chefs d'entreprise, a perdu 0,4 point sur un mois, à 86,6 points, a annoncé l'institut bavarois.

« L'économie allemande s'enfonce dans la crise », selon Clemens Fuest, président de l'IFO. L'indice a sensiblement baissé dans le secteur manufacturier, où les affaires en cours sont jugées moins bonnes et les attentes pour les six mois à venir sont tombées au plus bas depuis février. Les fabricants de biens d'équipement, en particulier, voient leurs carnets de commandes fondre.

Le climat s'est aussi détérioré dans les services, tandis qu'il est resté stable, à un bas niveau, dans le bâtiment et qu'il a timidement progressé dans le commerce de détail. L'activité économique de la première économie du continent a reculé au deuxième trimestre, contre toute attente, et aucune amélioration ne semble se dessiner. La semaine dernière, l'indice avancé de l'activité PMI était en recul, aussi bien dans l'industrie que dans les services, à des niveaux proches de ceux d'une récession.

La confiance n'est pas au rendez-vous car *« l'économie mondiale est en difficulté, des risques géopolitiques subsistent et l'issue de l'élection présidentielle américaine se profile comme une incertitude supplémentaire »*, commente Elmar Völker, économiste chez LBBW. Le gouvernement de coalition du chancelier social-démocrate Olaf Scholz ne prévoit qu'une croissance de 0,3 % en 2024, soit nettement moins que ce qui est attendu pour l'ensemble de la zone euro (0,8 %, selon la Commission européenne).

AVEC AFP

Projets gelés, commandes en berne : la grande inquiétude des entrepreneurs

L'incertitude politique est au cœur des débats de la REF, l'université d'été du Medef.



« On est tous à cran », résume Audrey Louail, patronne d'Ecritel et du réseau d'entrepreneurs Croissance-Plus. Un sentiment largement partagé par les patrons présents lundi à l'hippodrome de Longchamp pour la « Rencontre des entrepreneurs de France » (REF), grand-messe annuelle du patronat organisée par le Medef. *« Nous avons besoin d'une vision stratégique pour le pays, de savoir où nos dirigeants veulent aller »*, poursuit Audrey Louail. Avec la vacance du pouvoir depuis la dissolution du 9 juin, dans l'attente qu'Emmanuel Macron nomme un nouveau premier ministre, les patrons ont perdu toute lisibilité. Or l'économie n'aime rien moins que l'incertitude.

D'ores et déjà, la tension politique pèse sur les carnets de commandes. *« Nos adhérents voient les commandes se tasser, 30 % annoncent même une baisse du chiffre d'affaires. C'est du jamais vu chez nous ! »*, s'alarme Audrey Louail, qui indique que son organisation regroupe les entreprises à forte croissance. *« C'est particulièrement dommage alors que l'on était en pleine baisse des taux d'intérêt. On est en train de rater le virage de la détente. Alors que l'on devrait être dans l'investissement et l'innovation, tout est sur pause. »*

Bien sûr, les chefs d'entreprise sont habitués aux aléas politiques. Leur rôle est de mener au mieux leur société quelles que soient les circonstances. *« Dès l'annonce de la dissolution, on a travaillé sur les conséquences de tous les scénarios politiques et on n'a cessé de les affiner. On est attentifs et vigilants »*, indique ainsi Bruno Angles, directeur général d'AG2R La Mondiale. Mais les dirigeants présents à Longchamp redoutent de voir appliquer le programme du Nouveau Front populaire, inspiré de LFI, véritable chiffon rouge. Ils craignent un virage à 180 degrés de la politique de l'offre, le smic à 1600 euros, le rétablissement de l'impôt sur la fortune (ISF), la fin de la flat tax…

« Nous sommes en période prérévolutionnaire ! Ce n'est pas "les aristos, on les aura", c'est "les patrons, on les aura" ! »

Sophie de Menthon Présidente de l'organisation patronale Ethic

« Nous sommes en période prérévolutionnaire ! Ce n'est pas "les aristos, on les aura", c'est "les patrons, on les aura" ! », s'insurge Sophie de Menthon, chef d'entreprise et présidente de l'organisation patronale Ethic. Combative, une partie d'entre eux n'entend pas se laisser faire. Face à la CGT, qui annonce déjà une grève pour fin septembre, début octobre, *« certains patrons sont prêts à faire de la résistance, par exemple faire la grève de la TVA, ou du moins payer avec retard, pour, eux aussi, peser dans le débat »*, rapporte Sophie de Menthon.

Sous le soleil radieux de l'hippodrome du bois de Boulogne, la menace d'une hausse du smic et d'un tour de vis fiscal est dans toutes les têtes. *« Au moment où notre pays s'expose à de graves errements, la nécessité, c'est de rappeler que la prospérité économique et la création de richesse sont la pierre angulaire d'une société apaisée et durable »*, a martelé Patrick Martin, président du Medef, dans son discours d'ouverture. *Non, on ne peut pas distribuer du pouvoir d'achat qui n'a pas d'abord été créé ! Pas plus que générer davantage d'emplois si l'activité et la productivité ne sont pas là ! »*

Un credo partagé par beaucoup de dirigeants présents. *« Temu* (le site chinois d'e-commerce, NDLR) *serait le grand gagnant d'une hausse du smic ! Car cela ferait bondir les importations »*, assure Jean-François Faure, patron de Aucoffre.com, une plateforme de vente et achat de métaux précieux (50 salariés). *« J'ai pas mal d'activité, mais j'ai arrêté d'investir car je crains une suppression de la flat tax mise en place par Emmanuel Macron*, se désole pour sa part Françoise Durand, 50 ans, à la tête d'une entreprise de conseil en stratégie en Normandie. *Ma comptable me conseille d'être prudente face à l'incertitude fiscale. »*

« Non seulement la gauche promet des mesures coercitives mais en plus elles seront rétroactives sur 2024. Résultat, du jour au lendemain, tous les projets d'investissement se sont arrêtés »

Un entrepreneur

Chacun est bien conscient de l'état très dégradé des finances publiques, avec 5,5 % de déficit (en 2023), 3159 milliards d'euros de dette. *« Mais si le redressement des finances publiques passe majoritairement par des hausses d'impôts plutôt que des baisses de dépenses publiques, dans un contexte mondial de ralentissement de la croissance, l'impact sur l'emploi et l'investissement sera immédiat »*, prévient Robin Rivaton, coprésident du Comex 40 et directeur général de Stonal. Et les chefs d'entreprise savent bien que le gouvernement, pour tenter de revenir dans l'objectif européen des 3 % de déficit, ira chercher l'argent là où il est.

« C'est nous qui allons trinquer !, fustige un entrepreneur. *Non seulement la gauche promet des mesures coercitives mais en plus elles seront rétroactives sur 2024. Résultat, du jour au lendemain, tous les projets d'investissement se sont arrêtés. »* Et de rappeler que dans les TPE et PME *« les patrons jouent avec leur propre argent, pas ceux d'actionnaires »*.

Même constat du côté des entreprises de taille intermédiaire (ETI). Alors qu'elles étaient 85 % à déclarer avoir lancé un investissement ou s'apprêter à investir plus de 2 millions d'euros en France, les patrons freinent désormais des quatre fers. Les ETI ne sont plus que 6 % aujourd'hui à déclarer vouloir maintenir avec certitude l'intégralité de ces projets. *« Ça commence à ralentir, nous sommes tous en position attentiste et même un peu inquiète »*, euphémise Frédéric Maurel, président de l'association Lyon place financière et associé chez Mazars.

De fait, le manque de lisibilité politique bloque de nombreux projets d'investissements. C'est le cas pour Thibaut Antoine-Pollet, patron de Locacoeur, une entreprise de matériel de premier secours basée à Aix-en-Provence. Sa société, qui équipe entreprises, Ehpad et collectivités locales en défibrillateurs, notamment, connaît une croissance de 30 % par an, et affiche un carnet de commandes rempli pour les quatre ans à venir. Pour financer son développement notamment à l'international, Locacoeur était en discussion avec des partenaires financiers. *« Malheureusement, ils nous demandent tous de temporiser, en attendant de voir ce qui va se passer sur la fiscalité en France »*, se désole son dirigeant.





Les chefs d'entreprise se sont réunis, lundi à l'hippodrome de Longchamp, pour la Rencontre des entrepreneurs de France. Dans un contexte politique incertain, Bruno Le Maire, le ministre démissionnaire de l'Économie, Yaël Braun-Pivet, la présidente de l'Assemblée nationale *(tous les deux à droite sur la photo centrale)*, et Gérard Larcher, le président du Sénat, sont venus assister aux débats organisés lors de la grand-messe annuelle du patronat français.
ROMUALD MEIGNEUX/SIPA, JUMEAU ALEXIS/ABACA

Même constat dans l'industrie. *« En ce moment, tout est mou. Les chefs d'entreprise lèvent le crayon*, affirme Alexandre Saubot, président du groupe Haulotte, spécialiste des chariots élévateurs et de l'organisation professionnelle France Industrie. *Un projet important avancé, on ne l'arrête pas, parce que ça coûte plus cher de revenir en arrière. Mais quand on n'a pas lancé, on ne le fait pas. On le reporte de 3 ou 6 mois. »* À l'échelle macroéconomique, le vrai rendez-vous vérité sera en janvier, *« c'est là que l'on verra les conséquences de l'attentisme actuellement à l'œuvre. Elles peuvent être importantes, n'oublions pas qu'en ce moment le moteur de la croissance, c'est l'investissement et l'export »*, prévient-il.

Beaucoup ne comprennent toujours pas la décision d'Emmanuel Macron de dissoudre l'Assemblée nationale, car *« l'économie allait plutôt bien jusque-là »*, témoigne un entrepreneur à la tête d'un cabinet de conseil. Pour le moment, l'activité semble tenir : le chômage a baissé au deuxième trimestre, passant de 7,5 % à 7,3 %, pendant que l'activité progressait plus fortement qu'anticipé, avec une hausse de 0,5 point. Mais il ne faut pas s'y tromper, la France profite aujourd'hui de la politique menée hier. *« Le choc se fera sentir dans 6 à 9 mois »*, prévient un dirigeant.

Malgré le contexte tendu, les entrepreneurs restent d'incorrigibles optimistes, cela fait partie de leur ADN. *« J'ai perdu pas mal de clients, j'en fais les frais, mais je restructure mon offre pour proposer de nouveaux services sur l'ancrage territorial »*, explique Rodolphe Savereux, dirigeant d'une agence de communication lyonnaise. Pour autant, sa trésorerie reste fragile et il doit en particulier faire face à la hausse des charges. *« J'ai beau avoir une épouse salariée, la vie est chère. Tout augmente, notamment les cotisations Urssaf. Pour gagner 45 000 euros par an, il faut que je rentre 80 000 euros »* souligne ce patron, père de trois enfants, dont deux étudiants à sa charge.

« En ce moment, tout est mou. Les chefs d'entreprise lèvent le crayon »

Alexandre Saubot
Président du groupe Haulotte

« On est dans un mélange d'espérance et d'inquiétude. L'époque est extraordinaire et nous offre des défis à relever avec l'IA, les nouvelles technologies. Et dans le même temps, les incertitudes géopolitiques, climatiques et bien sûr politiques s'amoncellent », conforte Hervé de Malliard, patron de la PME industrielle MGA Technologies. S'il n'a pas revu ses investissements ou ses embauches à la baisse, ce chef d'entreprise sent le vent tourner chez ses clients.

Parmi les entrepreneurs, la confiance dans la capacité du politique à agir semble s'éroder. *« Quand un politique prend une bonne décision pour l'industrie, il est rarement là pour en voir les effets, quand il en prend une mauvaise non plus »*, ironise Alexandre Saubot. *« Les ministres qui viennent toujours nous parler devraient plutôt venir nous écouter. Ils devraient être dans les gradins et les patrons sur l'estrade pour qu'on leur explique toutes les difficultés que créent leurs lois »*, défend Sophie de Menthon.

Exceptionnellement, pour cette édition de la REF, son vœu est exaucé. Car alors que l'événement voit habituellement défiler sur scène tout le gouvernement, cette année les ministres démissionnaires sont absents, empêchés de s'exprimer. Contraint d'assister aux discours dans les gradins, Bruno Le Maire, qui n'a jamais manqué ce rendez-vous depuis sept ans, a tout de même été ova-



tionné… *« Nous avons pu avoir des divergences, sur le rythme de suppression de la CVAE* (impôt de production)*, ou sur la situation si grave du logement. Mais tu as été un artisan déterminé et déterminant de ces politiques pro-entreprises. Je n'oublie pas non plus ton écoute et ta réactivité face au Covid »*, a salué Patrick Martin, sur la grande scène de l'hippodrome. Et ce, même si certains restent critiques face à la dégradation des finances publiques, plombées de 1000 milliards d'euros de dette supplémentaire, depuis 2017.

« Aujourd'hui, il faut rappeler le rôle de l'entreprise dans l'économie et dans la société, pour qu'elle soit mieux prise en compte par les programmes politiques »

Pierre-André de Chalendar
Président de l'Institut de l'entreprise

Le Medef, bien décidé à ne pas rester les bras croisés et à faire davantage entendre la voix des chefs d'entreprise, a annoncé dans *Le Figaro (notre édition de lundi 26 août)* qu'il allait créer un « *front économique* » avec des patrons, économistes, et think-tanks pour remettre de la rationalité dans le débat. *« Nous y participerons car les sujets économiques sont absents des discours politiques*, confie Pierre-André de Chalendar, ancien président de Saint-Gobain, aujourd'hui à la tête de l'Institut de l'entreprise. *Des choses toutes simples comme dire qu'il faut des entreprises pour créer de la richesse sont oubliées. Aujourd'hui, il faut rappeler le rôle de l'entreprise dans l'économie et dans la société, pour qu'elle soit mieux prise en compte par les programmes politiques. »*

Malgré ces bonnes volontés, la période qui vient promet d'être compliquée. *« Si nous devons refuser l'irréalisme économique, nous devons aussi refuser le défaitisme et reconnaître les résultats depuis 2017 de la politique de l'offre, avec la création de 2 millions d'emplois »*, a tenu à faire valoir la présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, invitée à s'exprimer sur scène. Pour autant, *« il y a devant nous un obstacle imminent, un obstacle budgétaire pour ramener le déficit à 3 % »*, a-t-elle rappelé. Alors que cette crise vient d'une *« trop grande verticalité »* et *« d'un manque d'écoute des corps intermédiaires »*, estime Gérard Larcher, son homologue du Sénat, la solution pour renouer la confiance dans une société française plus fracturée que jamais pourrait venir du *« paritarisme »* et de *« la démocratie sociale »*. ■

M. VT., M.-C. R., C. C., L. D., J. R. P., T. E. ET R. C.

Cette pénurie de riz au Japon que la météo ne suffit pas à expliquer

Régis Arnaud Tokyo

La politique agricole qui subventionne de longue date le secteur est aussi mise en cause.

« Deux kilos de riz et pas un de plus ! Je ne peux pas aller au-delà car sinon, je ne pourrai plus fournir ma clientèle habituelle. » Excédé, Gen Yamashita parvient à repousser une énième cliente lui demandant une quantité disproportionnée de riz. L'arrière-petit-fils du fondateur de la chaleureuse et minuscule boutique du quartier de Shinjuku, à Tokyo, a ses clients attitrés, fidèles à son offre bon marché d'une quinzaine de variétés choisies de la denrée nippone de base. Mais depuis une semaine, les nouveaux venus se précipitent chez lui avec des yeux d'affamés et des appétits d'ogre. *« Je peux avoir 5 kg de riz ? » « Non, 2 kg »*.

La raison de cet empressement ? Il n'y a presque plus de riz dans les supermarchés de Shinjuku. Comme ailleurs dans le pays, la céréale manque ou devient très chère, créant l'angoisse du manque, et nourrissant la ruée. Le gouvernement a beau tenter de rassurer la population, celle-ci demeure affolée par les étals vides. *« La chaleur a impacté les rendements l'an dernier. Les insectes ont été voraces. Et les riziculteurs vendent une partie de leur récolte au gouvernement pour toucher des subventions »*, négligeant le marché, avance Gen Yamashita. À cela s'est ajoutée, début août, l'annonce officielle d'un risque de séisme majeur, avec pour corollaire l'incitation à stocker des denrées, dont le riz. Les médias pointent aussi l'impact des nombreux touristes étrangers - mais davantage par xénophobie que par analyse : ceux-ci représentent à peine 0,5 % de la demande.

Kazuhito Yamashita, de l'institut Canon, un des meilleurs experts japonais du riz, pointe en réalité une autre cause, systémique celle-ci, de la faiblesse de l'offre : le rationnement organisé de la production, dite *gentan*, par l'État et le monde paysan. *« Le ministère de l'Agriculture, le parti majoritaire et les coopératives n'ont que faire de l'intérêt des consommateurs. Ce qu'ils veulent, c'est maintenir des prix élevés pour garantir les revenus des riziculteurs »*, explique l'économiste.

Une « agriculture de jardiniers »

Dans les années 1970, le gouvernement a en effet mis en place une politique d'incitation à la limitation de la production, garantissant par la manne publique les revenus des riziculteurs. À ces subventions s'ajoutent d'énormes droits de douane. Un système protecteur qui fait vivoter les petites exploitations (84 % d'entre elles font moins de 3 hectares), vivier de voix pour le monde politique. Il a donné naissance, selon les mots d'un diplomate spécialiste des questions agricoles, à une *« agriculture de jardiniers »* où les considérations de productivité sont absentes. Environ 70 % des agriculteurs produisent du riz, alors qu'il représente moins de 20 % de la production agricole. Environ 40 % de la surface rizicole japonaise est aujourd'hui en jachère. Et les riziculteurs, âgés, produisent de moins en moins.

Peut-on arrêter cette infernale « spirale à décliner » ? *« Non. Les riziculteurs confient leur énorme épargne à leur banque, la banque JA, qui les investit aux États-Unis, générant d'énormes profits. C'est tout un système. Même les partis d'opposition ne le remettent pas en cause »*, répond, désabusé, Kazuhito Yamashita. *« C'est trop tard. Il faut dix ans pour former un bon riziculteur. Cette vie attire peu de gens »*, abonde Gen Yamashita depuis sa petite boutique.

« La France a fait l'inverse du Japon en soutenant les exportations agricoles. Cela a fait pousser les hauts cris aux "puissances vertes" américaine ou australienne. Mais la France a eu raison : contrairement à nous, les agriculteurs français n'ont pas eu à réduire leur production, analyse l'expert Yamashita. *Il faudrait davantage considérer le riz comme une marchandise comme les autres, soumise au libre-échange. Quel dommage : nous produisons le meilleur riz du monde, la Rolls-Royce du riz ! »* ■



84 % des exploitations de riz font moins de 3 hectares au Japon. KOJI NAKAYAMA/THE YOMIURI SHIMBUN

En déclarant la guerre aux petits commerces privés, l'État cubain encourage le marché noir

Hector Lemieux La Havane

Sous prétexte de lutter contre l'inflation, le gouvernement brime des milliers de PME.

Au cœur du quartier bourgeois du Vedado, la guerre contre les petits patrons est déclarée. *« L'État a décidé de plafonner le prix du poulet* ("pollo" en espagnol, NDLR) *à 680 pesos* (2 euros) *le kilo. Nos dirigeants disent qu'ils vont redistribuer cette viande au peuple »*, peste Camila (1), la patronne d'une « micro, petite et moyenne entreprise » (dont l'acronyme est « Mipyme ») du Vedado. *« Ce sont des mensonges. Comment le gouvernement pourrait-il donner ce poulet aux Cubains, alors que c'est nous qui l'importons et le payons avec notre argent ? Je ne vais plus importer de poulet, c'est tout. Ou alors je le vendrai différemment »*, explique la commerçante. *« Différemment »*, cela signifie au marché noir, largement répandu.

Cette volaille, la protéine fétiche des Cubains, a disparu des étals de La Havane en quelques jours. Le porc est trop cher. Le bœuf est interdit à la vente aux particuliers sous peine de prison, sauf dans les restaurants. *« Merci aux Mipyme, car, sans elles, nous n'aurions rien à manger. Cela fait deux ans que je ne vois plus de poulet dans les boutiques de l'État et plusieurs mois qu'il n'y en a plus avec le carnet de rationnement »*, explique cette cliente de la Mipyme de Camila. Outre le fameux *pollo*, les autorités contrôlent désormais les prix de la vente au kilo des saucisses (1075 pesos soit 3,10 euros), de l'huile (990 pesos soit 2,90 euros), de la lessive (630 pesos soit 1,90 euro) ou du lait en poudre (1675 pesos soit 5 euros), dans un pays où le salaire moyen mensuel est d'environ 3500 pesos (10 euros) !

L'État poursuit un double objectif avec ce plafonnement des prix : lutter contre l'inflation galopante, qui flirte avec les trois chiffres chaque année, et traquer la fraude fiscale. *« L'achat de deux livres de poulet me coûte le tiers de ma retraite de 4200 pesos* (environ 13 euros) *par mois. Je ne m'en sors que grâce à l'argent que ma fille m'envoie d'Italie »*, explique Isidro, un ancien économiste. L'annonce étatique a soulagé dans un premier temps les Cubains, avant que ceux-ci ne se rendent compte que les prix maximum établis par les fonctionnaires sont déconnectés des réalités du marché. Le litre d'huile de tournesol se vendait ainsi 850 pesos à la mi-juillet dans les commerces de l'avenue Galiano, au cœur de la capitale. *« L'État a fixé un prix de 990 pesos alors que l'huile n'a jamais atteint ce prix. Ces mesures ne changent rien pour les consommateurs. Ces gens (les fonctionnaires) ne vont jamais faire des courses, ils ne connaissent pas les prix »*, peste Rolando, un Havanais.

« Tous nos produits sont importés. Nous devons les payer en dollars ou en euros, sans crédit possible. Et sur les produits dont les prix sont plafonnés, nous ne ferons pas suffisamment de marges pour continuer à les vendre »

Un petit patron d'une Mipyme du quartier de Centro Havana

Les entrepreneurs, eux, se sont vivement inquiétés du plafonnement des prix. *« Tous nos produits sont importés. Nous devons les payer en dollars ou en euros, sans crédit possible. Et sur les produits dont les prix sont plafonnés, nous ne ferons pas suffisamment de marges pour continuer à les vendre »*, estime ce petit patron d'une Mipyme du quartier de Centro Havana. Le ministre des Finances, Vladimir Regueiro Ale, a appelé les Cubains à dénoncer les commerçants dont les prix seraient excessifs. Plus de 7000 inspecteurs sont déployés dans le pays. Ils auraient distribué des milliers d'amendes en quelques jours et fermé plusieurs PME pour non-respect des prix plafonnés.

« Les contrôles se sont intensifiés ces derniers jours, mais les inspections ont toujours existé. J'ai fini par abandonner mon commerce de traiteur. Des inspecteurs venaient régulièrement. Ils trouvaient toujours un prétexte pour me donner une amende si je ne leur donnais pas un peu d'argent. Cela allait de la longueur des étagères du commerce à des prix jugés mal étiquetés », conte Maria-Beatriz, qui en conséquence s'est résolue à quitter l'île.

Le président cubain, Miguel Diaz-Canel, a accusé cet été les Mipyme *« d'abuser de la confiance de l'État »*. Et de lancer, martial : *« La loi et l'ordre prévaudront. »* En fait, la seule présence du secteur privé dont les prix sont très concurrentiels par rapport à ceux du public dérange l'État. Ce dernier exploite des milliers de commerces alimentaires, payables uniquement en devises et qui ne sont pas soumis au nouveau contrôle des prix. Dans le centre commercial Galeria y Paseo, une entreprise publique du Vedado, le prix d'un kilogramme de mauvais spaghetti importés du Mexique atteint quatre euros (1360 pesos), soit plus de deux fois le tarif pratiqué par les Mipyme. Le privé est si attractif qu'il représenterait 40 % des ventes alimentaires, contre moins de 5 % il y a trois ans, lorsque le gouvernement a autorisé la création des Mipyme. Elles seraient aujourd'hui plus de 11 000. Certains dirigeants du régime possèdent en sous-main des Mipyme florissantes. Ils voient d'un mauvais œil toute concurrence.

La vieille garde, elle, regarde toujours le privé avec méfiance. L'autre raison de la mise en place des mesures actuelles a trait à la lutte contre l'évasion fiscale. Les impôts ne sont apparus à Cuba qu'il y a quelques années. La fraude est un sport national dont l'État ne connaît pas exactement l'ampleur. Les contrôles de l'administration fiscale (Onat) se multiplient. Non sans difficulté, comme dans ce petit centre commercial de l'est de la capitale. Trois inspectrices de l'Onat délivrent plusieurs amendes à une commerçante pour non-conformité de ses livres comptables. *« Je vais te filmer et diffuser ton visage sur Facebook »*, vitupère la dirigeante d'une épicerie à une des inspectrices. La colère de la patronne cubaine retombera vite, dans un pays où manifester sa désapprobation peut mener à la fermeture d'un commerce. ■

(1) Tous les prénoms ont été modifiés.


Le lait en poudre sera fabriqué en partie dans les tours de séchage de l'usine Sodiaal de Carhaix, dans le Finistère. NDBZ/ABACA

La tension avec Pékin ne freine pas les ambitions de Sodiaal en Chine

Olivia Détroyat

La coopérative laitière propriétaire de Candia va produire tous les laits en poudre pour bébés de son homologue danoise Arla, notamment pour le marché chinois.

Six ans après ses déboires avec le laitier chinois Synutra et l'usine de Carhaix (Finistère), Sodiaal ne veut pas faire une croix sur le stratégique empire du Milieu. Et ce bien que les tensions commerciales avec la Chine se soient étendues cet été du cognac, au porc et aux produits laitiers. Ce lundi, la coopérative française connue pour son lait Candia ou son fromage Entremont a confirmé avoir signé un contrat avec son homologue danoise Arla Foods, en vertu duquel elle produira toutes les poudres de laits pour bébés des marques de la première coopérative laitière européenne (13,7 milliards d'euros de chiffre d'affaires). Le but : assurer *« notamment son développement sur le marché chinois »*, précise Sodiaal.

La semaine dernière, Arla avait déjà levé un coin du voile sur ce projet consistant à cesser sa propre activité de nutrition infantile pour la confier à Sodiaal. Et ainsi spécialiser sa propre usine d'Arinco sur les ingrédients laitiers pour la nutrition sportive et médicale, ainsi que pour les boissons et les produits alimentaires. Les deux acteurs restent très discrets sur les volumes concernés et sur la durée du contrat, le partenariat ayant *« vocation à s'établir sur le long terme »*, se borne à détailler Antoine Collette, directeur général de la coopérative française, cité dans un communiqué.

Mais cet accord est significatif à plusieurs titres. Si Sodiaal mettra au point et produira les recettes de laits infantiles en poudre (hors laits liquides) d'Arla pour tous ses marchés, l'objectif reste bien de renforcer les positions sur le marché chinois. De fait, c'est le deuxième marché mondial des produits laitiers en termes de chiffre d'affaires, selon Business France. Et la France occupe la troisième marche du podium des exportateurs mondiaux de ces produits vers l'empire du Milieu. Surtout, malgré une natalité en berne dans le pays, celui-ci représente encore un quart du marché mondial du lait infantile.

C'est un gros potentiel que ne veut pas délaisser Sodiaal. Via sa filiale Nutribio (227 millions d'euros de chiffre d'affaires, dont 40 % à l'export), la coopérative compte bien continuer à pousser ses pions sur des marchés laitiers où les prix sont plus élevés que pour le lait liquide, la poudre et le beurre. Pour l'instant, Nutribio, qui produit entre autres la marque Nactalia, déjà commercialisée en Chine, pèse moins de 4 % du chiffre d'affaires du géant coopératif de 5,8 milliards d'euros de ventes. Et pour cause, l'eldorado laitier chinois s'est révélé plus difficile que prévu à conquérir pour Sodiaal. Au milieu des années 2010, la coopérative avait misé sur le laitier chinois Synutra pour investir les foyers de l'empire du Milieu. Synutra avait investi 170 millions d'euros pour construire une toute nouvelle usine de poudre de lait à Carhaix, que les adhérents Sodiaal devaient approvisionner en lait pendant une décennie. Las, les volumes promis n'ont jamais été tenus après l'inauguration du site en 2016, et Sodiaal a finalement racheté un an avant le Covid une partie de l'usine finistérienne à son propriétaire défaillant.

Ce nouveau contrat permet donc à la coopérative de remplir les capacités de production dans son site finistérien, après un démarrage très perturbé. Si les volumes destinés à Arla seront mélangés et conditionnés dans l'usine nordiste de Sodiaal à Doullens, une des très rares dans l'Hexagone a à avoir reçu le précieux agrément pour commercialiser du lait « made in France » en Chine, la poudre en elle-même sera bien produite en partie dans les tours de séchage de l'usine de Carhaix. Le reste des volumes sera produit sur le site Nutribio de Sodiaal à Montauban. En parallèle de ce contrat de façonnier, Sodiaal mise aussi sur sa marque Nactalia, *« présente depuis douze ans en Chine, via son partenaire historique CIT »*.

En réaction aux surtaxes instaurées depuis juillet, puis ajustées en août, sur les véhicules électriques importés de Chine, Pékin vient ainsi d'annoncer l'ouverture d'une enquête antidumping sur certains produits laitiers en provenance de l'Union européenne

Cette étape, *« importante dans le développement international de Nutribio »* selon un porte-parole du groupe, se fait dans un contexte délicat pour les laitiers européens présents sur le marché chinois. En réaction aux surtaxes instaurées depuis juillet, puis ajustées en août, sur les véhicules électriques importés de Chine, Pékin vient ainsi d'annoncer l'ouverture d'une enquête antidumping sur certains produits laitiers en provenance de l'Union européenne (UE). Cela concerne notamment les fromages frais et laits caillés, le fromage bleu ainsi que certains laits et crèmes. Si les laits infantiles liquides ou en poudre fabriqués en Europe ne sont à ce stade pas concernés, les géants laitiers et fromagers européens savent qu'ils marchent sur des œufs localement. La procédure lancée par Pékin doit durer un an, et pourrait être étendue de six mois. Avec la menace potentielle de surtaxe en retour.

Surtout, les puissantes filières agricoles européennes sont régulièrement au centre des tensions commerciales entre le Vieux Continent et Pékin. Depuis janvier, les autorités chinoises investiguent sur une infraction supposée à la concurrence dans les eaux-de-vie de vin européennes. Ce qui expose particulièrement le cognac et l'armagnac français. Au printemps, une autre enquête antidumping a été annoncée sur les importations porcines venues l'UE. Une épée de Damoclès pour la filière française (entre autres), qui avait pourtant vu récemment la Chine s'ouvrir un peu plus à sa production. Notamment pour des produits délaissés par les consommateurs européens, comme les abats, les pieds ou les oreilles de porcs. ■

Les laboratoires prêts à fournir des tests de détection de mpox

Marie Bartnik

Eurofins a annoncé lundi commercialiser un test PCR adapté au virus. Roche a également développé ses propres tests.

Tandis que les laboratoires pharmaceutiques planchent à la production de vaccins contre le mpox, les spécialistes des tests mettent au point leurs kits de dépistage. Une nouvelle souche de l'ex-variole du singe, plus mortelle et plus contagieuse, a provoqué une flambée épidémique dans plusieurs pays d'Afrique centrale et de l'Est, ainsi que l'irruption de cas sporadiques en Europe et en Asie. Mi-août, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) qualifiait le mpox *« d'urgence de santé publique de portée internationale »*, son niveau d'alerte le plus élevé.

« Le mpox n'est pas le nouveau Covid », a nuancé l'OMS la semaine dernière. Les laboratoires spécialistes des tests, qui ont su faire monter en puissance leur capacité de production pendant la pandémie, ne s'en tiennent pas moins prêts à faire face à une demande croissante pour des tests de détection de l'ex-variole du singe. En France, le système de santé est *« en état de vigilance maximale »*, a prévenu Gabriel Attal, le premier ministre démissionnaire.

Le français Eurofins vient ainsi d'annoncer la disponibilité de son propre test PCR. *« Nous disposons d'un vaccin contre le mpox, mais aussi de tests de dépistage en quantité suffisante. Ce sont des éléments rassurants*, souligne Gabriel Julia, vice-président du diagnostic clinique en Europe chez Eurofins. *La demande est aujourd'hui extrêmement faible en Europe pour ces tests, mais elle risque d'augmenter progressivement car le clade 1B de mpox semble beaucoup plus transmissible. Les laboratoires peuvent d'ores et déjà s'équiper. »*

Eurofins a développé son test mpox en 2022, lors d'une précédente poussée de la maladie. Mais une fois ce dernier mis au point et approuvé en France par le Centre national de référence des orthopoxvirus, le pic épidémique était passé. *« Développer des kits de dépistage et les traiter prend du temps*, souligne Gabriel Julia. *Mais grâce au travail fourni pendant la précédente épidémie, aujourd'hui nous sommes prêts. »* Les capacités de production développées pendant le Covid permettent par ailleurs à Eurofins de fournir des kits mpox *« en nombre quasi illimité »*.

« Aujourd'hui, nous sommes prêts à tester et vacciner les patients à la demande des autorités, en application du protocole sanitaire »
Yasmine Belkaid
Directrice générale de l'Institut Pasteur

D'autres laboratoires se tiennent prêts à proposer leurs solutions. Ainsi du suisse Roche, qui a développé ses propres tests de détection il y a deux ans, rappelait-il la semaine dernière. *« En mai 2022, Roche et sa filiale TIB Molbiol ont mis au point une nouvelle série de tests permettant de détecter le virus responsable de la variole du singe et de suivre sa propagation épidémiologique »*, souligne le laboratoire suisse. Le test de Roche comme celui d'Eurofins sont à même de détecter le nouveau variant de mpox à l'origine de l'actuelle flambée épidémique.

Roche a obtenu l'autorisation d'urgence de la Federal Drug Administration (FDA) de commercialiser ses tests aux États-Unis. Ailleurs dans le monde, ils restent dans un premier temps destinés à des organismes publics ou de recherche – un cas de figure habituel en cas d'épidémie débutante.

En France, l'Institut Pasteur s'est également mobilisé pour dépister les patients contaminés. *« Il s'agit d'une situation sanitaire sérieuse, qui requiert toute notre vigilance*, a souligné Yasmine Belkaid, directrice générale de l'Institut Pasteur. *(…) Aujourd'hui, nous sommes prêts à tester et vacciner les patients à la demande des autorités, en application du protocole sanitaire et en lien avec les établissements de santé de référence. »*

Sur demande des autorités, l'Institut Pasteur analyse ainsi les prélèvements réalisés dans les hôpitaux parisiens. Il s'est également mis en ordre de marche pour réaliser lui-même les prélèvements, dans une chambre d'isolement à pression négative. À ce jour, aucun patient présentant la souche plus létale du virus, le clade 1B, n'a été détecté en France. En revanche, la souche originelle de mpox *« circule discrètement en France depuis 2022, avec un nombre mensuel de cas rapportés variant entre 12 et 26 entre janvier et juin 2024 »*, précise le gouvernement. ■

Porté par les néoretraités, l'engouement pour le camping-car ne faiblit pas

Maxence Fontaine

Après un essor fulgurant durant la pandémie, le marché se normalise. Tout un écosystème s'est mis en place.

Le camping-car est-il dépassé ? Depuis la crise sanitaire, l'Hexagone semble désormais n'avoir d'yeux que pour le van aménagé. C'est du moins ce que laissent entrevoir les réseaux sociaux, où la déferlante « vanlife » éclipse les autres véhicules de loisir. Son grand frère, quant à lui, se fait plus discret. Et pourtant, le camping-car fait preuve d'une résistance à toute épreuve. Année après année, l'engouement pour le produit ne faiblit pas. Preuve en est, la saison touristique en demi-teinte n'a pas semblé affecter le secteur. *« Nous avons connu une hausse de 34 % de la fréquentation de nos aires*, confirme Audrey Barbier-Litvak, PDG de Camping-car Park, le premier réseau d'aires d'étape et de campings municipaux en Europe. *Contrairement à d'autres acteurs du tourisme, nous n'avons pas souffert de la désaffection des Français. »*

Le marché du camping-car a connu un boom pendant la pandémie, une période où les Français étaient en quête de grand air et de sécurité sanitaire. 2021 a été l'année de tous les records pour les constructeurs : le marché du neuf dépassait alors pour la première fois les 30 000 nouvelles immatriculations, affichant une croissance de 23,44 % en un an.

La tendance est désormais à un progressif retour à la normale. Les immatriculations de camping-cars neufs sont encore en progression de 17,43 % depuis le début de 2024. Un chiffre toutefois gonflé par l'allongement des délais entre les commandes et les livraisons (étape où a lieu l'immatriculation), en raison d'une pénurie de matériaux depuis 2022. *« Nous sortons de trois années extrêmement fastes et euphoriques. Mais l'augmentation des taux d'intérêt ainsi que l'inflation contribuent à une augmentation des prix. Et les ventes sont en baisse »*, confie Nicolas Rousseau, directeur général du groupe Rapido, l'un des trois acteurs majeurs du secteur. Et de préciser : *« La saison 2025 sera une saison de régularisation des stocks et de recul des prix. On restera tout de même à des niveaux très honorables d'avant-Covid, et le marché se porte relativement bien. »*

Le camping-car a encore de beaux jours devant lui. En témoigne le succès du Salon des véhicules de loisirs, qui se déroulera en 2024 du 21 au 29 septembre au parc des expositions de Paris Nord Villepinte. Année après année, les organisateurs ne cessent d'augmenter les surfaces du salon, et les amateurs sont systématiquement au rendez-vous.

À cela s'ajoutent des perspectives positives en raison de la croissance des populations seniors durant les années à venir. *« Le sujet est souvent peu traité, mais il existe une corrélation évidente entre l'essor du camping-car et l'arrivée des boomers à la retraite*, indique Audrey Barbier-Litvak. *Les clients demeurent majoritairement des retraités, qui ont le temps de circuler et de prendre des vacances. »* De surcroît, la crise sanitaire a permis de fidéliser quelques clients plus jeunes en quête d'un tourisme plus durable et de proximité.

Depuis son essor dans les années 1980, les pratiques liées au camping-car ont bien évolué et s'accompagnent d'une mutation des offres et des services associés. D'un type de tourisme qui séduisait de jeunes Européens en quête d'aventure et attachés à l'appartenance à une communauté, on est passé à une pratique plus locale et qui se banalise.

« L'évolution s'est faite naturellement à cause de l'augmentation du nombre de véhicules, du vieillissement des utilisateurs et de la montée en gamme de l'équipement », expliquent Bernard et Marie-Claire, un couple de retraités bretons coutumiers du camping-car depuis plusieurs décennies. *« Le camping-car devient désormais un mode de tourisme assez ordinaire. La population, désormais plus âgée, recherche confort et sécurité, et toute une structure s'est mise en place pour répondre à leurs exigences »*, ajoutent-ils.

« Il existe une corrélation évidente entre l'essor du camping-car et l'arrivée des boomers à la retraite. Les clients demeurent majoritairement des retraités, qui ont le temps de circuler et de prendre des vacances »

Audrey Barbier-Litvak
PDG de Camping-car Park

Un constat bien intégré par Camping-car Park, une entreprise née en 2011 avec l'idée d'une solution automatisée d'aires d'étape et de campings municipaux. Portée par un succès fulgurant, elle vient d'ouvrir sa cinq-centième aire et vise 1000 aires en Europe en 2027 (sachant qu'il en existe près de 4000 en France au total). Cette activité profite également aux collectivités locales. *« Nous gérons et équipons essentiellement des aires communales, dont deux tiers des bénéfices sont reversés aux mairies. C'est une manière d'augmenter leurs revenus pour ensuite leur permettre d'investir »*, affirme Audrey Barbier-Litvak, à la tête de l'entreprise depuis peu.

Et la recette plaît, si l'on en croit le couple de Bretons. *« Il existe, notamment en France, une bonne organisation à disposition des camping-cars. Les municipalités ont fait, dans beaucoup d'endroits, des efforts remarquables pour nous accueillir »*, indiquent-ils, avant de conclure : *« Le voyage, de ce fait, demeure un projet de vie. »* ■


BERNARD JAUBERT/ONLYFRANCE.FR

Les immatriculations de camping-cars neufs sont en progression de 17,43 % depuis le début de 2024.

Près de Nantes, les usines de Pilote tournent à plein régime

Thibault Dumas
Nantes

Un outsider lancé à pleine vitesse. Depuis son siège de La Limouzinière, au sud de Nantes, le groupe Pilote va fabriquer 7000 véhicules cette année (camping-cars, vans ou fourgons), contre à peine 4000 en 2020. Pour une capacité de production déjà portée à 12 000 unités. De quoi consolider sa place dans le top 10 des fabricants européens (5 % de part de marché, pour 12 % en France), fort de 400 millions d'euros de chiffre d'affaires. Et son rang de numéro trois français, derrière le groupe coté Trigano (3,48 milliards d'euros de chiffre d'affaires toutes activités confondues), et Rapido, basé en Mayenne (12 marques, 450 millions d'euros de chiffre d'affaires).

« L'intérêt pour le camping-car est toujours très fort malgré l'augmentation du prix d'un véhicule de base et des taux d'intérêt. C'est le Covid-19 qui a fait exploser ce besoin de liberté et d'indépendance, dissèque Antoine Gueret, directeur commercial et marketing de Pilote. *Il y a une vraie tendance autour des vans aménagés pour les familles de quadra, même si la clientèle reste avant tout les 55-65 ans, les néoretraités. »*

« Nous étions un acteur franco-français, nous nous sommes développés à l'export ces dernières années », poursuit le dirigeant. De quoi représenter plus de la moitié des ventes à date, Allemagne en tête. Le pays est la locomotive du marché du camping-car neuf en Europe, avec près de 70 000 immatriculations en 2023. Suivi de la France - forte de son attrait touristique et de ses près de 4000 aires pour camping-cars -, de la Grande-Bretagne et de l'Autriche. En 2023, les immatriculations se sont stabilisées à 210 000 sur le Vieux Continent (-1 %), après des années de très fortes hausses. *« Le retour à la normale s'est opéré »*, contextualise l'Union des industries du véhicule de loisirs (UNI VDL).

Gagner en légèreté et en robustesse

Au fil des années, le groupe Pilote a élargi son positionnement commercial, avec une déclinaison de sept marques (Pilote, Frankia, Bavaria, Le Voyageur, Hanroad, etc.). *« Le cœur de marché de Pilote demeure le camping-car milieu de gamme : c'est ce qu'on vend le plus. Nous avons lancé l'entrée de gamme récemment, sur demande des concessionnaires. Le haut de gamme reste une niche, mais qui nous est indispensable pour l'innovation technologique*, détaille Antoine Gueret. *Chaque gamme est déclinée en van, fourgon et camping-car, profilé ou intégral. C'est rare d'avoir un catalogue aussi large pour cette taille d'entreprise. »*

Le groupe investit des dizaines de millions dans ses usines et effectue une cinquantaine de recrutements par an. Sur son site historique de La Limouzinière, employant 700 salariés, un projet d'agrandissement de 20 000 à 30 000 m² est en cours. De quoi construire un vaste magasin central. Le site de La Membrolle-sur-Longuenée, ouvert près d'Angers (Maine-et-Loire) en 2010 pour les vans et fourgons (25 % des ventes), monte progressivement en puissance avec 400 employés. Sans oublier l'usine de Marktschorgast, en Allemagne bavaroise, reprise en 1990, où travaillent 200 personnes.

Depuis 2018, Patrick Guilloux, venu du groupe Beneteau, en Vendée voisine, dirige le groupe. Son actionnariat demeure néanmoins 100 % familial, jusqu'à la composition de conseil de surveillance. *« Nous bénéficions d'une grande confiance de la part des actionnaires, nous n'avons pas la pression d'un groupe coté pour qu'ils s'enrichissent. Ce qui compte, c'est la pérennité de l'entreprise que nous projetons à moyen et long terme »*, assure Antoine Gueret. *« Cette liberté, c'est notre ADN d'indépendants et d'audacieux »*, répète-t-on souvent à la direction.

L'innovation se concentre désormais sur deux volets. Faire gagner en légèreté et robustesse ces « maisons roulantes », pour réduire leur consommation, *« la partie la moins visible de notre travail »*, selon le dirigeant. Faire évoluer leur design sur le plan des lignes comme des matériaux. *« Dans l'automobile, les cycles sont de trois à cinq ans. Nous, nous proposons des nouveautés chaque année. »* Le groupe Pilote mise aussi (un peu) sur la diversification des activités : il y a cinq ans a été acquis Avis Explore (ex-Car Away) un des principaux acteurs de location de camping-cars en France.

La production des caravanes a, elle, été abandonnée dès les années 1980. C'est pourtant ainsi que la saga familiale a débuté. En 1962, André Padiou (décédé en septembre 2023) fabrique une caravane dans l'atelier d'ébénisterie de son père. *« Il est resté un camping-cariste averti tout au long de sa vie, continuant quasiment jusqu'à la fin à partir en vacances en fourgon Pilote »*, précise la direction. Son frère, Philippe Padiou, l'épaule à la tête de l'entreprise à partir des années 1970. Revenant d'un voyage aux États-Unis, le duo familial fait alors fabriquer en Europe le premier de ses camping-cars. Le début d'une longue série. ■

LA SÉANCE DU LUNDI 26 AOÛT

LE CAC

	JOUR	%VAR.	+HAUT JOUR	+BAS JOUR	%CAP.ECH	31/12
ACCOR	37,32	+0,59	37,49	37,03	0,172	+7,86
AIR LIQUIDE	166,18	+0,16	166,52	165,12	0,032	-5,64
AIRBUS	141,14	+0,24	141,52	140,14	0,046	+0,97
ARCELORMITTAL SA	21,01	+0,77	21,07	20,85	0,197	-18,17
AXA	33,95	0	34	33,79	0,054	+15,12
BNP PARIBAS ACT.A	61,45	+0,05	61,75	61,15	0,072	-1,82
BOUYGUES	31,93	-0,53	32,09	31,89	0,06	-6,42
CAPGEMINI	183,25	+0,38	183,65	182,55	0,049	-2,91
CARREFOUR	14,29	+0,21	14,35	14,235	0,065	-13,73
CREDIT AGRICOLE	13,695	-0,15	13,75	13,645	0,061	+6,56
DANONE	61,24	+0,69	61,24	60,74	0,088	+4,36
DASSAULT SYSTEMES	34,2	-0,15	34,36	34,08	0,032	-22,69
EDENRED	38,08	-0,55	38,4	38	0,074	-29,66
ENGIE	15,585	+0,48	15,625	15,46	0,148	-2,09
ESSILORLUXOTTICA	214,4	-0,23	216,2	214,2	0,043	+18,06
EUROFINS SCIENT.	52,12	-0,15	52,9	52	0,09	-11,63
HERMES INTL	2192	-0,14	2211	2188	0,02	+14,24
KERING	260,1	+0,04	261,65	259,65	0,098	-34,81
L'OREAL	395,3	+0,23	396,2	393,5	0,027	-12,28
LEGRAND	99,64	+0,46	99,86	99	0,066	+5,89
LVMH	682	+0,13	686	680,9	0,029	-7,03
MICHELIN	35,62	-0,08	35,89	35,6	0,049	+9,74
ORANGE	10,32	+0,44	10,35	10,255	0,136	+0,16
PERNOD RICARD	127	+0,47	127,8	126,1	0,073	-20,5
PUBLICIS GROUPE SA	96,94	+0,29	97,1	96,58	0,034	+15,4
RENAULT	43,27	+0,23	43,56	42,9	0,13	+17,25
SAFRAN	196,6	-0,25	196,8	195,5	0,027	+23,29
SAINT GOBAIN	78,04	+0,41	78,34	77,58	0,062	+17,07
SANOFI	100,82	+0,48	101,22	99,99	0,088	+12,32
SCHNEIDER ELECTRIC	226	-0,4	227,7	225,9	0,045	+24,33
SOCIETE GENERALE	21,36	-0,54	21,56	21,36	0,15	-11,09
STELLANTIS NV	14,938	-0,16	15,052	14,914	0,044	-29,35
STMICROELECTRONICS	27,905	-0,73	28,23	27,835	0,143	-38,32
TELEPERFORMANCE	105,55	0	105,85	103,65	0,124	-20,07
THALES	148,65	+0,24	149,3	148,5	0,022	+10,97
TOTALENERGIES	62,86	+1,13	63,13	62,15	0,089	+2,05
UNIBAIL-RODAMCO-WE	72,7	+1,25	73,2	71,7	0,154	+8,64
VEOLIA ENVIRON.	29,45	-0,2	29,55	29,4	0,068	+3,12
VINCI	106,75	-0,09	107,15	106,55	0,041	-6,11
VIVENDI SE	9,96	+0,71	10,01	9,886	0,151	+2,94

LES DEVISES

	MONNAIE	1 EURO=	
AUSTRALIE	DOLLAR AUSTRALIEN	1,6496	AUD
CANADA	DOLLAR CANADIEN	1,5076	CAD
GDE BRETAGNE	LIVRE STERLING	0,8465	GBP
HONG KONG	DOLLAR DE HONG KONG	8,7023	HKD
JAPON	YEN	160,94	JPY
SUISSE	FRANC SUISSE	0,946	CHF
ETATS-UNIS	DOLLAR	1,1163	USD
TUNISIE	DINAR TUNISIEN	3,394	TND
MAROC	DIHRAM	11,103	MAD
TURQUIE	NOUVELLE LIVRE TURQUE	37,9737	TRY
EGYPTE	LIVRE EGYPTIENNE	54,42	EGP
CHINE	YUAN	7,9512	CNY
INDE	ROUPIE	93,6635	INR
ALGERIE	DINAR ALGERIEN	149,72	DZD

L'OR

	VEILLE	31/12
Lingot 1KG	72 387,4€	+20,41 %
Lingot 100g	7 250,74€	+20,37 %
Lingot 50g	3 631,87€	+20,33 %
Lingot ONCE (31,10g)	2 263,6€	+20,29 %
Lingot 10g	734,07€	+20,07 %
Lingot 2,5g	191,69€	+19,17 %
20Fr NAPOLÉON	451,67€	+20,42 %
20Fr SUISSE	446,62€	+20,42 %
SOUVERAIN	564,74€	+20,42 %
KRUGGERAND	2 408,84€	+20,42 %
50 PESOS	2 876,21€	+20,42 %
10 DOLLARS	1 176,1€	+20,42 %
20 DOLLARS	2 352,19€	+20,42 %

Telegram : avec l'arrestation de Pavel Dourov, le jeu risqué de la justice française

Lucas Mediavilla

Une telle interpellation est inédite en Europe. Le chemin vers la condamnation du patron sera semé d'embûches.



Pavel Dourov, *(ici, en 2015)* a été interpellé, samedi, sur le tarmac de l'aéroport du Bourget, à Paris.

STEVE JENNINGS/GETTY IMAGES NORTH AMERICA/AFP

Le feuilleton juridique s'annonce long et sinueux. Ce lundi, le parquet de Paris a livré de plus amples informations sur le placement en garde à vue du fondateur de la messagerie Telegram, Pavel Dourov. Depuis samedi soir et l'interpellation spectaculaire sur le tarmac de l'aéroport du Bourget du milliardaire, les questions avaient fusé bien plus vite que les réponses. La communication du parquet permet de dissiper quelques zones d'ombre. Pavel Dourov est entendu dans le cadre d'une information judiciaire ouverte le 8 juillet dernier diligentée par la section de lutte contre la cybercriminalité.

Les chefs d'accusation sont lourds. La procureur cite, pêle-mêle, la complicité dans la détention d'images pédopornographiques, le blanchiment de crimes ou délits en bande organisée, la complicité dans le transport et la détention de drogues, le refus de communiquer aux autorités habilitées, et sur demande, des informations nécessaires pour la réalisation et l'exploitation des interceptions autorisées par la loi.

Un dossier garni qui ne manquera pas de susciter de nombreuses réactions d'ici à mercredi 28 août, date limite à l'issue de laquelle une remise en liberté ou la présentation devant un juge devra être décidée. Depuis samedi soir, les théories se multiplient quant à la raison de cette procédure inédite. Vu les origines russes de Pavel Dourov, son historique avec les services secrets (FSB), son arrivée dans un jet privé depuis l'Azerbaïdjan où il a soi-disant été éconduit d'un projet de rencontre avec Vladimir Poutine, la place qu'occupe Telegram dans la guerre entre la Russie et l'Ukraine...l'arrestation a très vite été interprétée sous un angle géopolitique.

Procédure de naturalisation française

Les libertariens et les défenseurs de la vie privée en ligne ont pour leur part vu dans cette interpellation un assaut sans précédent contre la liberté d'expression. Certains s'inquiétant de voir Telegram, champion autoproclamé du respect de la vie privée en ligne, révéler l'accès aux clés de chiffrement de sa plateforme. La polémique a aussi été alimentée par la procédure de naturalisation française obtenue par Pavel Dourov en 2021 vraisemblablement grâce à une procédure dite *« d'étranger émérite »*. Interrogés par *Le Figaro*, ni le quai d'Orsay, ni l'Élysée n'ont souhaité expliquer la raison de cette naturalisation. Un bon connaisseur de ce type de procédure rappelle néanmoins qu'elle *« est tout à fait légale, et utilisée par la France pour des profils pouvant servir les intérêts de la France, notamment en termes de soft power »*.

Emmanuel Macron n'en a pas moins été forcé à communiquer pour nier tout agenda *« politique »* derrière cette arrestation. *« La France est plus que tout attachée à la liberté d'expression »*, a déclaré le locataire de l'Élysée sur X, avant de rappeler que *« dans un État de droit, sur les réseaux sociaux comme dans la vie réelle, les libertés sont exercées dans un cadre établi par la loi »*.

Limitée à sa seule dimension juridique, l'affaire soulève d'autres questions. *« L'arrestation était pour le moins inattendue. La discussion se concentrait ces dernières semaines plutôt autour d'Elon Musk et des contenus publiés sur X, y compris au niveau européen. Telegram n'a d'ailleurs jamais été visé par une commission d'enquête parlementaire en France »*, rappelle de son côté Damien Liccia, chercheur et vice-président de l'Observatoire stratégique de l'information (OSI).

Pour autant, il juge que l'interpellation n'a rien d'arbitraire. Observateur de la plateforme depuis dix ans, il estime que Telegram a toujours été le pays de cocagne des cyber-trafiquants, terroristes et délinquants en tout genre. La plateforme, censée modérer ses contenus, ne le fait que trop peu ou pas correctement. *« Quand vous leur signalez un contenu illicite, ils le retirent au bout de 24 heures, ce qui ne marche pas pour les flux en direct comme le sport. Par ailleurs, ils notifient généralement les propriétaires des flux qu'ils vont couper, ce qui leur laisse le temps de s'adapter »*, abonde Antoine Violet-Surcouf, directeur général de Forward Global, entité spécialisée dans la gestion des risques.

« Interprétation extensive »

Cette décision des autorités françaises s'inscrit dans le contexte d'un durcissement du ton entre les pays européens et les réseaux sociaux au titre des contenus publiés sur la plateforme. Mais l'interpellation du PDG d'une entreprise de cette taille est proprement inédite en Europe. Le seul cas antérieur connu était celui d'une arrestation d'un responsable de Facebook au Brésil pour refus de coopérer dans une affaire de corruption.

« Si l'on extrapole les raisons de l'enquête en cours aux autres plateformes, je ne vois pas pourquoi Elon Musk, Mark Zuckerberg ou les responsables de TikTok ne seraient pas arrêtés en posant les pieds en France », explique Damien Liccia, notant en creux que les contenus illicites pullulent aussi sur leurs plateformes. Le chercheur rappelle aussi que l'argument selon lequel Telegram ne coopère pas avec les autorités françaises est à nuancer. Entre fin 2023 et début 2024, un rapport Viginum évoquant l'existence de chaînes prorusses distillant des fausses informations avait été suivi de la suppression par Telegram de ces mêmes chaînes.

Une chose est sûre, Pavel Dourov et Telegram comptent bien se défendre. Selon la plateforme, qui a réagi dimanche soir, *« il est absurde de prétendre qu'une plateforme ou son propriétaire sont responsables des abus commis sur cette plateforme »*. Pour Alexandre Archambault, avocat spécialisé sur le numérique, le chemin juridique qui mènerait à la condamnation du milliardaire est plus qu'étroit. *« Le parquet fait une interprétation extensive du délit franco-français d'administration illicite de plateformes,* analyse-t-il. *Mais ce délit a été pensé pour sanctionner les utilisateurs, par exemple un trafiquant qui crée une chaîne Telegram pour propager des contenus illicites. Ce texte n'a pas été créé pour poursuivre les intermédiaires techniques, comme Telegram et sa direction. »*

L'avocat s'inquiète d'un excès de zèle des autorités. Au regard des jurisprudences de la Cour de justice européenne, la Cour européenne des droits de l'homme ou encore la Cour de cassation en France, il sera difficile selon lui de faire établir la responsabilité du fondateur de Telegram dans la publication de ces contenus. *« La procédure apparaît très fragile au-delà de la garde à vue, y compris pour les interceptions de communications, qui doivent être réalisées sur le territoire national. Or rien n'est français chez Telegram, y compris ses serveurs. »* ■

Paralympiques : les médias espèrent prolonger la fièvre des JO

Claudia Cohen et Caroline Sallé

Pour la première fois, l'événement pourra être suivi en intégralité sur France Télévisions.

Après des Jeux olympiques exceptionnels, les médias espèrent retrouver une fièvre similaire des Français pour les Paralympiques, qui débutent ce mercredi soir à Paris. La ministre démissionnaire des sports, Amélie Oudéa-Castéra, indiquait lundi que plus de 1,9 million de billets ont été vendus pour des compétitions où les athlètes tricolores devraient à nouveau briller. *« Nous avons mis en place un dispositif extrêmement ambitieux, avec pour la première fois une diffusion 24 heures sur 24 en alternance sur France 2 et France 3, ce qui n'avait jamais été fait. La nuit sera consacrée à la rediffusion des meilleurs moments de la compétition »*, indique au *Figaro* Laurent-Éric Le Lay, directeur des sports de France Télévisions, diffuseur officiel de l'événement.

Les téléspectateurs pourront également retrouver toute la compétition sur la plateforme france.tv et sur la chaîne numérique france.tv Paris 2024. *« C'est la première fois que toutes les disciplines, soit 22 au total, pourront être vues sur les antennes et sur le numérique. Notre volonté est de donner une couverture extrêmement large et exhaustive de ces Jeux paralympiques »*, poursuit-il. Après avoir installé son plateau du côté du Trocadéro pour les JO, France Télévisions plantera cette fois le décor de ses JT et de ses émissions devant l'Arc de triomphe, entre l'avenue des Champs-Élysées et l'avenue Marceau. *« Nous voulons offrir le même décorum à cet événement que celui des JO. En tant que service public, nous devons profiter de l'occasion pour donner un formidable élan médiatique à ces disciplines et à ces athlètes »*, précise le professionnel. Une grande partie des compétitions va bénéficier d'une audiodescription pour les malvoyants.

Les Français seront-ils au rendez-vous du 28 août au 8 septembre? Laurent-Éric Le Lay est *« assez optimiste. Le succès plus important qu'espéré des JO va aider. Il y aura sans doute une volonté de la part des Français de poursuivre la fête. Certes, le contexte est différent, avec une actualité plus importante qu'au cœur de l'été. Mais la cérémonie d'ouverture, place de la Concorde, devrait être très suivie et nos chances de médailles sont possiblement plus importantes que pour les JO. Je pense que les Français seront nombreux derrière nos athlètes. Je parie sur un succès inédit des Paralympiques. »*.

> **« Je pense que les Français seront nombreux derrière nos athlètes. Je parie sur un succès inédit des Paralympiques »**
>
> **Laurent-Éric Le Lay** Directeur des sports de France Télévisions

À travers le monde, 160 pays ont acquis les droits de diffusion des Paralympiques de Paris 2024 et les recettes globales tirées de la vente des droits médias ont augmenté de plus de 20 % par rapport aux Paralympiques de Tokyo, précisait en début d'année le Comité d'organisation. Près de 24 millions de Français avaient suivi cet événement sportif il y a trois ans.

Du côté des ondes, RMC sera, avec Franceinfo, la radio officielle de ces Jeux paralympiques. Passée récemment sous le giron de l'armateur CMA CGM, elle proposera notamment une radio 100 % digitale, qui sera en direct chaque jour du Club France, de 10 heures à 22 heures.

La presse espère, elle aussi, tutoyer des sommets d'audience. À commencer par le média de référence sur le sport, *L'Équipe*, qui mobilise à temps plein onze reporters et trois photographes et propose depuis le 24 août un guide de 80 pages sur les Paralympiques pour accompagner au mieux les curieux. *« Nous constatons un fort intérêt pour ce guide numérique : nos lecteurs veulent comprendre quels sports et quelles catégories sont au programme et sur quels sites,* glisse au *Figaro* Jean-Philippe Leclaire, directeur adjoint de la rédaction de *L'Équipe*. *Comme à Londres en 2012, les Jeux olympiques constituent la meilleure publicité possible pour les Paralympiques. Ceux qui ont participé aux JO veulent prolonger la fête et ceux qui l'ont ratée veulent se rattraper. »*

Premier site d'informations du pays, Le Figaro, qui avait enregistré une progression du nombre de visites sur son site de 70 % en moyenne du 26 juillet au 11 août par rapport à la même période l'an passé, assurera entre autres un live quotidien, une newsletter, un tableau des médailles en temps réel, ainsi que de nombreux entretiens, analyses et reportages qui nourriront une page quotidienne dans le journal. Du côté du *Parisien*, quatre pages seront chaque jour exclusivement consacrées aux Paralympiques. *« Cette couverture tous supports s'appuiera en grande partie sur le travail de 15 reporters du* Parisien *accrédités sur l'ensemble des sites de compétitions »*, précise le journal.

Dans l'Hexagone, le handisport est de manière plus générale davantage représenté à la télévision au fil des années, même s'il reste très minoritaire par rapport aux compétitions plus classiques : 47 % des Français disent avoir déjà regardé ou écouté des contenus relatifs à des compétitions parasportives, selon des dernières données de l'Arcom. La chaîne de télévision de L'Équipe diffusait par exemple en 2023 la Coupe du monde de rugby en fauteuil, touchant ainsi 1 million de téléspectateurs au total. ■